



Renforcer le bien-être psychosocial pour une paix durable :

Analyse participative de l'impact de la
crise sécuritaire sur la santé mentale,
la cohésion sociale et les moyens de
subsistance des populations de la région
des Cascades

Octobre 2024

Renforcer le bien-être psychosocial pour une paix durable : Analyse participative de l'impact de la crise sécuritaire sur la santé mentale, la cohésion sociale et les moyens de subsistance des populations de la région des Cascades

Octobre 2024

ÉQUIPE DE RECHERCHE ET PUBLICATION

Alessia POLIDORO, représentante régionale senior des programmes Afrique de l'Ouest

Cheick Fayçal TRAORE, conseiller politique régional Afrique de l'Ouest

Abiosseh DAVIS, Chef global de conception, suivi, évaluation et l'apprentissage

Coordination de l'équipe de recherche

Weniba Sonia Christelle MANTORO, responsable principale des programmes, Burkina Faso

Equipe de recherche

Interpeace Burkina Faso

Saïdou ILBOUDO, responsable de programme, Burkina Faso

Aamatoundui Eric Placide ZIO, chargé de programme, Burkina Faso

Adjiratou Welhore DIALLO, chargée d'appui au programme, Burkina Faso

Diane Elodie KOAMA, chargée de conception, suivi-évaluation et apprentissage, Burkina Faso

Mahamadi OUEDRAOGO, chargé d'audiovisuel, Burkina Faso

Centre pour la paix durable et le développement démocratique (SeeD)

Dr. Baldet Bertrand, chef d'équipe Afrique de l'Ouest

Abdon Dominique Koko, spécialiste du programme Afrique

Sonia Dasse, analyste de données

Dr. Kando Serge Gbagbeu, analyste de données

Dr. Orestis Panayiotou, analyste de données et chercheur

Equipe de soutien

Tacite DELMA, responsable des finances et administration, Burkina

Joël Ghabadi BOLEHO, chargé des finances, Burkina Faso

Caroline Ella OUEDRAOGO, assistante administrative, Burkina Faso

Table des Matières

2	ÉQUIPE DE RECHERCHE ET PUBLICATION
2	Coordination de l'équipe de recherche
4	LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS
5	RESUME EXECUTIF
6	INTRODUCTION
7	Méthodologie
8	L'approche Recherche action participative
8	L'observation participante
8	La méthodologie « SCORE »
9	Cadre d'analyse des données
9	L'outil audiovisuel
10	CHAPITRE 1 : LA CRISE SECURITAIRE ET LES CONFLITS AU CŒUR DE L'AMPLIFICATION INSIDIEUSE D'UN MALAISE PSYCHOSOCIAL
10	1. Du constat des variantes de manifestations du mal être psychosocial...
20	2. ... à l'analyse des facteurs déclencheurs des malaises psychosociaux
33	3. Quid des recours qui s'offrent aux personnes souffrantes ?
39	CHAPITRE 2 : UN VIVRE ENSEMBLE AUX ALLURES D'UNE MARCHÉ SUR DES ŒUFS
39	1. Du constat d'un vivre ensemble harmonieux...
43	2. ... menacé par des germes conflictogènes
47	CHAPITRE 3 : VERS UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR LA RESILIENCE PSYCHOSOCIALE ET LA PAIX
48	1. Une corde à trois fils : santé mentale/soutien psychosocial – Cohésion sociale – Moyens de subsistance
50	2. Innover en s'adaptant aux réalités socio-culturelles de la zone cible
51	3. De l'individu à la société : soigner efficacement pour une résilience collective
52	4. Opérationnalisation de l'approche intégrée : des axes pour inspirer les politiques publiques
59	5. Opérationnalisation de l'approche intégrée : suggestions d'initiatives locales alignées aux axes d'interventions
61	CONCLUSION
64	BIBLIOGRAPHIE
64	Ouvrages et articles
66	Lois et règlements
66	Documents de politiques

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
EHCVM	Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages
FDS	Forces de défense et de sécurité
GAT	Groupe armé terroriste
GEV	Groupe extrémiste violent
IEP	Institut pour l'économie et la paix
ILS	Initiative locale de sécurité
Interpeace	Organisation internationale pour la consolidation de la paix
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONAPREGECC	Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires
ONG	Organisation non-gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PA-SD	Plan d'actions pour la stabilisation et le développement
PDI	Personne déplacée interne
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAP	Recherche action participative
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitation
SeeD	Centre pour la paix durable et le développement démocratique
SMSPS	Santé mentale et soutien psychosocial
TSPT	Trouble de stress post-traumatique
VDP	Volontaire pour la défense de la patrie
WEMWBS	Warwick Edinburgh

RESUME EXECUTIF

La présente analyse a vocation à élucider la manière par laquelle les conflits et l'insécurité affectent la santé mentale, le bien-être psychosocial et les moyens de subsistance des populations ainsi que la cohésion sociale dans la région des Cascades, au Burkina Faso. Elle vise également à identifier des pistes à explorer pour une prise en charge adaptée, réparatrice à la fois des individus et du tissu social dans ce territoire.

A cette fin, des consultations ont été réalisées, suivant une approche mixte, auprès de 1155 personnes dans toutes les communes de la région cible. A la lumière de l'analyse systémique, les données collectées ont permis d'identifier dans la zone d'études quatre profils cliniques des personnes affectées psychologiquement par la crise sécuritaire. Ces profils correspondent à quatre syndromes de troubles post-traumatiques : l'hyperréactivité ; l'évitement ; la dissociation et la reviviscence. A l'analyse des facteurs déclencheurs de ces troubles psychosociaux, il ressort deux principaux groupes de facteurs précipitants, en l'occurrence le bouleversement sociétal et le déplacement des populations, et deux principaux groupes de facteurs de maintien, l'effritement des moyens de subsistance et la crise de confiance verticale. Tous ces facteurs résultent ou sont exacerbés par la crise sécuritaire et les conflits communautaires. Face au développement insidieux des troubles mentaux, certaines personnes exposées indiquent avoir recours aux mécanismes institutionnels de prise en charge pour trouver du réconfort, tandis que d'autres se réfugient dans les considérations culturelles et religieuses.

Par ailleurs, la recherche montre que les manifestations de mal-être telles que les replis sur soi, l'hypervigilance et les susceptibilités inhabituelles affectent les relations interpersonnelles et par ricochet le vivre-ensemble. En sus, les tensions liées au foncier se sont exacerbées par la concentration des populations subséquente aux déplacements du fait des menaces sécuritaires. En somme, l'analyse met en évidence une corrélation entre le mal-être psychosocial, la cohésion sociale et les moyens de subsistance. C'est pourquoi, elle conclut que les interventions doivent articuler les trois dimensions. Ainsi, il est souhaitable que les réponses programmatiques agissent concomitamment sur la prévention du stress post-traumatique, l'amélioration des relations sociales et le soutien au relèvement socio-économique des personnes rendues vulnérables par la crise sécuritaire.

Mots clés

Santé mentale – soutien psychosocial – sécurité – conflits – moyens de subsistance – cohésion sociale.

INTRODUCTION

« Une personne sur cinq vivant dans un environnement touché par un conflit est atteinte de troubles mentaux »¹. Cette assertion commande de transcender l'analyse des impacts matériels des conflits et de s'intéresser à leurs conséquences immatérielles, en particulier dans le contexte du Burkina Faso, confronté depuis 2015 à une crise multidimensionnelle. En effet, l'activité des groupes terroristes dans ce pays a exacerbé les tensions communautaires autour de l'exploitation des ressources naturelles, de la terre et autour de la dévolution du pouvoir local traditionnel ou politique. En 2022, le Burkina Faso était le premier pays africain le plus touché par les attaques terroristes avec 310 incidents enregistrés, selon l'indice mondial du terrorisme 2023 publié par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP). La crise sécuritaire a engendré une situation humanitaire alarmante. En effet, au 31 mars 2023, le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) a dénombré 2 062 534 personnes déplacées internes dont 17,59% d'hommes, 23,91% de femmes et 58,50% d'enfants. Au 30 juin 2023, le Bureau des Nations Unies pour l'aide humanitaire (OCHA)² indiquait de son côté que plus de 2,1 millions de personnes étaient des déplacés internes et 3,4 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire. La conjugaison des défis sécuritaires et humanitaire a provoqué une instabilité institutionnelle marquée par une succession de coups d'Etat³. La région des Cascades, tout comme la partie ouest du Burkina Faso qui a été pendant longtemps épargnée par les conflits armés, enregistre, depuis 2020, des incursions des groupes terroristes. La crise sécuritaire qui en découle y a exacerbé d'une part les fondements de la cohésion sociale déjà affectés par les conflits fonciers et la stigmatisation de certaines communautés et d'autre part la structure sociale et les leviers économiques. Environ 27 485 personnes se sont déplacées dans la région des Cascades⁴ du fait de la crise sécuritaire, abandonnant ainsi leurs moyens et espaces de production. Le niveau d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, déjà faible, 68,10% pour l'eau potable (niveau élémentaire) et 26,4% pour l'assainissement (niveau de base),⁵ a été encore réduit dans les zones d'accueil des PDI du fait de la pression démographique subséquente. En somme, la crise sécuritaire engage une désarticulation de la structure économique et sociale de la région, accentuant la vulnérabilité des communautés hôtes et des PDI.

Au titre des réponses à la crise sécuritaire, le gouvernement a renforcé les moyens logistiques et humains de l'Armée nationale pour contrer les attaques et démanteler les bases des groupes armés terroristes. En sus de la réponse militaire, des projets et programmes ont été développés soit pour renouer la cohésion sociale, soit pour atténuer la crise humanitaire subséquente à la crise sécuritaire.

Toutefois, au-delà des effets matériels, cette situation, aux dynamiques conflictuelles plurielles, affecte aussi bien la vie des déplacés internes que celles des populations hôtes, y compris les FDS, les VDP, les initiatives locales de sécurité ainsi que leurs familles. En effet, le risque de traumatisme est bien prégnant au sein des communautés et entités directement ou indirectement affectées par la crise sécuritaire. Ces traumatismes, s'ils ne sont pas jugulés, pourraient affecter la santé mentale et le bien-être psychosocial des populations vulnérables et par ricochet leurs moyens de subsistance. La vulnérabilité qui en résulte pourrait être à l'origine d'une résurgence de comportements violents, même après des processus de paix, entraînant des conflits cycliques. C'est pourquoi, le niveau de conflictualité au Burkina Faso appelle le questionnement ci-après : dans quelles mesures la crise sécuritaire et les conflits détériorent la santé mentale, le bien-être psychosocial et les moyens de subsistance des personnes directement ou indirectement affectées ou encore la cohésion sociale ?

1 Interpeace, 2022, Soigner les esprits pour cultiver la paix : combiner les programmes de SMSPS, de consolidation de la paix et de développement des moyens de subsistance – Cadre d'orientation à l'usage des professionnels. Genève/Nairobi.

2 [Burkina Faso | Rapports de situation \(unocha.org\)](https://www.unocha.org/burkina-faso)

3 Le coup d'Etat du 24 janvier 2022 ayant porté le Mouvement du peuple pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) I au pouvoir et celui du 30 septembre 2022 qui a consacré l'avènement du MPSR II.

4 Données de CONASUR, mars 2023.

5 Rapports bilans 2022 du Programme national d'approvisionnement en eau potable du Ministère en charge de l'eau.

Si le questionnement présente un intérêt certain, la littérature semble orientée soit vers la prévalence des troubles mentaux, soit vers les déterminants de ces troubles. En effet, Ouédraogo Arouna et autres⁶ ont travaillé sur la prévalence des troubles mentaux en population générale au Burkina Faso en 2017 et en 2018. En 2018, le taux de prévalence des troubles mentaux était de 41,43 % au Burkina Faso contre 42% en 2017. Il est significativement plus élevé chez les femmes que chez les hommes (46,24 % versus 35,01 % ; $p \leq 0,001$)⁷. En outre, les annuaires statistiques produits par le Ministère en charge de la santé montrent l'évolution des consultations auprès des centres de santé pour troubles mentaux. La comparaison des statistiques dévoile une évolution croissante des nombres de patients ayant consulté pour troubles mentaux entre 2020 et 2022, avec des taux de progression de 60,8% entre 2020 et 2021 et de 7% entre 2021 et 2022⁸. Relativement aux facteurs déterminants des maladies mentales, les différentes analyses s'accordent à reconnaître que le mal-être psychologique émane d'interactions complexes entre des facteurs biologiques et psychologiques personnels et des facteurs sociaux en lien avec l'environnement du malade. Trois catégories de facteurs émergent dans le cadre de l'évaluation d'un cas de maladie mentale : les facteurs prédisposants⁹, les facteurs précipitants¹⁰ et les facteurs de maintien¹¹.

Si ces cadres d'analyse qui ressortent de la littérature permettent d'évaluer l'amplitude des troubles mentaux et d'en établir les facteurs, il n'en demeure pas moins que les analyses portant sur l'impact de la conflictualité au Burkina Faso sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des populations ne sont pas encore foisonnantes. Globalement en Afrique, la question de la santé mentale semble délaissée alors que l'enjeu y relatif milite pour la prise en considération de cette composante par les Etats dans leurs politiques en matière de santé et de développement¹². D'où l'intérêt de la présente analyse qui, suivant une méthodologie orientée vers l'action, montre d'une part l'impact des conflits sur le bien-être psychosocial des populations (1) et d'autre part la manière par laquelle le mal-être des individus associé aux effets sociaux et économiques contribue à altérer le vivre-ensemble (2) ; avant de faire ressortir les pistes d'actions qui émergent des consultations (3).

Méthodologie

La présente analyse résulte d'une approche mixte : qualitative et quantitative. L'approche qualitative a été conduite par le truchement de la recherche action participative soutenue par une observation participante. L'approche quantitative a consisté en une étude SCORE réalisée par le Centre pour la paix durable et le développement démocratique (SeeD). Les données collectées ont fait l'objet d'une analyse systémique.

6 Ouédraogo A, Ouango JG, Karfo K, Goumbri P, Nanéma D, Sawadogo B. Prévalence des troubles mentaux en population générale au Burkina Faso. *L'Encéphale* 2018. doi: 10.1016/j.encep.2018.03.002 (Sous presse).

7 Ouédraogo A, Ouango JG, Karfo K, Goumbri P, Nanéma D, Sawadogo B. Prévalence des troubles mentaux en population générale au Burkina Faso. *L'Encéphale* 2018. doi: 10.1016/j.encep.2018.03.002 (Sous presse).

8 Ministère de la santé et de l'hygiène publique, *Annuaire statistique de 2020, 2021 et 2022*.

9 Les facteurs prédisposants sont des éléments qui font qu'une personne est plus vulnérable aux problèmes de santé mentale. Ils comprennent la génétique, l'état de santé et les circonstances de la vie (physique, social, et psychologique).

10 Les facteurs précipitants sont des événements organiques et psychosociaux qui se produisent peu de temps avant l'apparition d'un problème de santé. Les causes organiques peuvent inclure la consommation des drogues ou d'alcool, les maladies infectieuses, parasitaires et virales, les maladies neurologiques etc. Les causes psychosociales peuvent inclure la violence, les abus, le chômage et les conflits conjugaux, le manque d'affection, la maltraitance, la discrimination, le décès d'un proche etc.

11 Les facteurs de maintien sont des événements susceptibles de prolonger un problème de santé mentale. Il peut s'agir par exemple d'un conflit familial, la pauvreté, l'isolement social et la toxicomanie.

12 Kastler, F. 2011, La santé mentale en Afrique : un défi oublié ou une réponse institutionnelle inadaptée ?, dans : Dominique Kerouedan éd., *Santé internationale: Les enjeux de santé au Sud* (pp. 169-177). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.kerou.2011.01.169>.

L'approche Recherche action participative

Interpeace a conduit les consultations suivant une approche de *recherche action participative* (RAP) pour analyser l'impact de la crise sécuritaire et des conflits sur la santé mentale, le bien-être psychosocial et la cohésion sociale dans la région des Cascades. Celle-ci consiste à mettre les communautés (acteurs) au cœur du processus de consultation à l'effet de faire émerger leurs opinions et perceptions ainsi que leurs propositions d'actions pertinentes, à titre de réponses. Elle se fonde sur l'idée selon laquelle en soutenant l'ensemble des parties prenantes par leur participation significative à la compréhension des phénomènes à l'origine de leur mal-être, le processus de consolidation de la paix sera inclusif. Elle offre un cadre de recherche collectif dans lequel les populations participent à la recherche sur les obstacles à la paix durable et sur les solutions à apporter. Cette démarche s'appuie sur un processus prenant en considération les avis de toutes les couches de la société, de la base au sommet. De ce fait, il s'est agi pour l'équipe de faciliter des espaces de dialogue (*focus groups*) et de tenir des entretiens individuels pour assurer l'inclusivité de celui-ci. Le processus de recherche a été mené à travers 14 focus groups, dont cinq avec les personnes déplacées internes (trois à Banfora, un à Niangoloko et un à Tiefora), quatre avec les membres des communautés hôtes (deux à Banfora, un à Niangoloko et un à Tiefora), un avec les services techniques (Banfora), un avec les ONG et OSC (Banfora), deux avec les Dozos (Banfora et Tiefora) et un avec les leaders communautaires (Banfora). Plus qu'une méthode de collecte des données, les espaces de dialogue ont servi de cadre aux personnes affectées par la crise de verbaliser leurs perceptions et sentiments ainsi que leurs maux. Ces espaces ont également permis d'instaurer un dialogue entre communautés hôtes et PDI et entre les services techniques, ONG, OSC et leaders communautaires autour de l'épineuse question de l'impact des conflits sur la santé mentale et les relations sociales. Au terme du processus, le dialogue a permis aux parties prenantes de dégager, par elles-mêmes, une analyse partagée des souffrances vécues du fait de la crise sécuritaire et des conflits, des facteurs déclencheurs et des perspectives d'approches qui pourront servir de pistes de co-construction de solutions aux problèmes.

La collecte des données a été complétée par des entretiens individuels auprès des guides spirituels (marabout, féticheurs, maîtres coraniques, catéchistes), des spécialistes en santé mentale, des éducateurs (enseignants du primaire et du secondaire). Ces entretiens avaient vocation à approfondir la compréhension des manifestations des malaises psychosociaux et des recours qui s'offrent aux personnes souffrantes de troubles mentaux ainsi que des événements déclencheurs.

L'observation participante

Parallèlement aux entretiens individuels et discussions de groupe, l'équipe de collecte des données a procédé à une observation in situ. Il s'est agi d'évaluer les interactions entre les diverses parties au quotidien, celles entre l'équipe et les enquêtés et de prêter attention aux discours non officiels. Il s'est agi plus particulièrement d'appréhender l'écart entre les discours, comportements et pratiques en relation avec les faits relatés et les interactions observées au quotidien. Certaines plateformes et réseaux sociaux ont également été observés aux fins d'évaluer les dynamiques en cours relativement à l'état de bien-être psychosocial des populations.

La méthodologie « SCORE »

L'approche quantitative s'est reposée essentiellement sur une méthodologie dite « SCORE », un instrument d'évaluation et d'aide à la décision développé par SeeD en partenariat avec le PNUD à Chypre en 2012.

En effet, « SCORE » est un outil statistique participatif qui vise à quantifier des phénomènes psychologiques et sociaux, en vue de contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale, de la résilience, de la réconciliation et de la consolidation de la paix. C'est un outil polyvalent qui intègre les informations contextuelles fournies par la phase qualitative et qui se reflète dans le questionnaire utilisé pour la collecte des données.

La mise en œuvre du « SCORE » repose sur une approche participative reposant sur le dialogue et la collabo-

ration avec de multiples partenaires. Elle combine approche qualitative et quantitative en s'appuyant sur une méthodologie rigoureuse de recherche basée sur des méthodes d'analyse statistiques avancées. La méthodologie « SCORE » suit plusieurs étapes : (1) le calibrage participatif, (2) la conception du questionnaire, (3) la collecte des données quantitatives, (4) l'analyse et interprétation des résultats visant la production de recommandations et de programmes d'intervention (5).

L'indice « SCORE » permet de quantifier les niveaux de manifestation d'un phénomène social (e.g. sécurité physique, confiance dans les institutions, engagement civique...). Chaque indicateur mesure un phénomène particulier en se basant sur l'agrégation de plusieurs items (entre 3 et 10). L'indice « SCORE » permet alors de donner lieu à une mesure standardisée d'un phénomène entre 0 et 10. Un score de 0 correspondant à l'absence totale du phénomène au niveau individuel, régional ou sur l'ensemble de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale de ce phénomène.

Les conclusions des consultations réalisées, dans le cadre de la recherche action participative, ont servi à formuler les hypothèses en lien avec la question centrale de la recherche. Les questionnaires ont été formulés autour des différentes hypothèses. Les résultats « SCORE » avaient vocation de confirmer ou infirmer les conclusions de la phase qualitative et en offrant des indicateurs de mesures de l'état du bien-être ou du mal-être des populations, du niveau de la cohésion sociale, de la situation économique et alimentaire et d'accès aux moyens de production. L'enquête quantitative a couvert toutes les communes de la région des Cascades. Elle a touché 1036 personnes.

Cadre d'analyse des données

Les données qualitatives ont été analysées sous le prisme de l'analyse systémique. Selon cette approche, les phénomènes sont liés dans une chaîne de causes à effets inarrêtables au point de former un « boucle systémique ». Cette situation a mis en jeu un ensemble d'éléments en interaction en vue de générer des dynamiques permettant ainsi de cerner les liens de causalité, d'action et de rétroaction entre les différents pans mentionnés dans les discours des personnes interrogées. L'analyse des données recueillies a permis de mettre en exergue les logiques de réflexion et de compréhension des populations sur les discussions menées dans les focus groups. Elle s'est aussi appuyée sur les conclusions de la revue documentaire détaillée qui a été établie au préalable. Cette situation a notamment permis de mieux observer les points de vue développés pour ensuite les confronter et dégager des pistes de réflexion.

L'outil audiovisuel

Les consultations ont été filmées et les images ont servi à produire des capsules audiovisuelles projetées lors de l'atelier national de validation. Cette approche permet de garantir l'authenticité des propos avancés par les participants et sert de catalyseur lors des discussions. Elle permet aussi d'établir un dialogue virtuel entre différentes communautés en vue de renforcer la cohésion sociale. C'est un moyen permettant aux équipes d'engager les acteurs, de fournir des informations supplémentaires pour améliorer les principaux points d'attention, de clarifier les points discutés et de provoquer du débat. L'une des valeurs ajoutées de cet outil est la facilité de compréhension et d'adaptation qu'il offre aux groupes cibles qui l'utilisent.

Beaucoup d'acteurs engagés dans le processus ne s'expriment pas dans la langue française. Les films ont été produits en maintenant les citations originales des participants dans la langue locale avec un sous-titrage en français. Ce dispositif leur a permis de se reconnaître dans le processus et de se l'approprier. Une version définitive de la capsule vidéo accompagnera le rapport narratif.

CHAPITRE 1 : LA CRISE SECURITAIRE ET LES CONFLITS AU CŒUR DE L'AMPLIFICATION INSIDIEUSE D'UN MALAISE PSYCHOSOCIAL

La zone d'étude, la région des Cascades, présente des dynamiques conflictuelles similaires à celles qui prévalent dans la majeure partie du territoire national. Il est ressorti en effet des consultations que la région était marquée principalement par des conflits autour de l'exploitation des terres et des ressources naturelles. Toutefois, l'implantation des groupes armés terroristes à partir de 2020 a fait émerger d'autres manifestations conflictuelles telles que les attaques armées, la stigmatisation et les menaces à l'endroit de certains groupes communautaires, le vol de bétails et les compétitions autour de l'occupation des sites d'orpaillage artisanal. L'activité touristique qui était assez attractive dans la zone a pris un coup. Aussi, la région accueille un nombre important de personnes déplacées internes venant soit des régions du Nord et du Sahel, soit des villages affectés de la région des Cascades. Toutes ces nouvelles dynamiques ont provoqué insidieusement des malaises psychosociaux (1), du fait des facteurs déclencheurs (2). Nonobstant cette situation, les croyances religieuses et les valeurs culturelles soutiennent la résilience des personnes affectées par la crise sécuritaire (3).

1. Du constat des variantes de manifestations du mal être psychosocial...

De façon générale, les cas de troubles mentaux qui ressortent des consultations dans les centres de santé les trois dernières années se présentent comme suit :

Tableau 1 : Nombre de cas de troubles mentaux enregistrés en consultation externe dans les centres médicaux et hôpitaux au cours des trois dernières années

Types de troubles mentaux	An 2020	An 2021	An 2022
Retard mental	146	490	625
Psychose schizophrénique	11424	10398	11628
Troubles mentaux liés à la consommation de substances psychoactives	624	1660	1832
Dépression	1737	2808	2827
Névrose	646	715	707
Hystérie	2137	3038	3099
Démence	107	289	347
Tentative de suicide	307	440	411
Autres troubles mentaux	2346	11479	11999
Totaux	19474	31317	33475

Sources : Annales statistiques 2020, 2021, 2022.

Si les statistiques ci-dessous reflètent les cas déclarés auprès des services de santé, les consultations avec les populations affectées par la crise sécuritaire révèlent principalement trois manifestations de malaise psychosocial qui ne traduisent pas des états de démence, mais dénotent des souffrances psychologiques vécues. Ces souffrances relèvent de constats empiriques et non de diagnostics cliniques effectués auprès des individus. L'objet de cette analyse empirique vise à faciliter la définition d'outils adéquats de diagnostic et éventuellement de prise en charge. Les différentes manifestations de mal-être constatées peuvent être classifiées en trois catégories. Elles ne se présentent pas de la même manière : certaines sont plus évidentes, d'autres résultent d'analyses.

1.1 Le niveau du bien-être dans la région des Cascades

Pour mesurer le niveau de bien-être des populations, l'échelle de bien-être mental Warwick-Edinburgh (WEMWBS) a été utilisée¹³. Il s'agit d'un instrument largement reconnu et développé par l'Université de Warwick et de l'Université d'Édimbourg afin d'évaluer le bien-être mental des individus dans la population générale. L'échelle comprend typiquement 14 items formulés de manière positive, chacun se concentrant sur divers aspects de la santé mentale¹⁴. La WEMWBS a été utilisée ici car elle met l'accent sur les aspects positifs de la santé mentale et permettait ainsi « d'équilibrer » le questionnaire – la majorité des indicateurs contenus dans le questionnaire visant l'identification des symptômes de maladie mentale. Son utilisation offre en ce sens une perspective complémentaire dans la tentative de diagnostic menée. Le tableau ci-dessous présente les items utilisés pour mesurer le niveau de bien-être des individus et illustre les variations dans les réponses en fonction du statut de déplacé des répondants¹⁵.

Avez-vous ressenti ces sentiments au cours des deux dernières semaines ?	Hôtes	PDI
Je me suis senti(e) utile	70%	63%
Je me suis senti(e) relaxé(e)	59%	44%
Je me suis senti(e) proche des autres	76%	70%
Je me suis senti(e) plein(e) d'énergie	61%	56%
J'ai su faire face aux problèmes auxquels j'ai été confronté(e)	54%	38%
J'arrivais à réfléchir clairement	71%	65%
Je me suis senti(e) bien dans ma peau	63%	56%
J'ai eu confiance en moi	84%	80%
Je me suis senti aimé(e)	69%	71%
Je me suis intéressé(e) à de nouvelles choses	50%	41%
Je me suis senti joyeux(-se)	61%	49%

Figure 1. Echelle WEMWBS

L'agrégation de ces différents items a permis de construire un indicateur « bien-être » qu'il est ensuite possible de quantifier entre 0 et 10¹⁶. Plus le score s'approche de 10, plus l'individu présente des signes de bien-être. Des comparaisons peuvent ensuite être effectuées en fonction de diverses catégories sociodémographiques.

¹³ <https://warwick.ac.uk/fac/sci/med/research/platform/wemwbs/>

¹⁴ Pour cette étude, seuls onze items ont été retenus.

¹⁵ Cinq options ont été proposées aux répondants : sentiment « jamais » ressenti, « rarement » ressenti, « parfois » ressenti, « souvent » ressenti ou « toujours » ressenti au cours du dernier mois. Les pourcentages présentés dans le tableau sont la somme des réponses « souvent » et « toujours ».

¹⁶ Voir l'introduction pour plus de détails sur l'explication méthodologique de la construction d'un indicateur « SCORE ».

La figure suivante montre que **ce sont dans les zones urbaines que le niveau de bien-être est le plus faible**. Les habitants de la province de Léraba sont également moins « heureux » que ceux de la province de Comoé. Le niveau de bien-être des femmes est par ailleurs moins élevé que celui des hommes. Enfin, comme supposé par le tableau précédent, celui des populations hôtes est supérieur à celui des PDI. Conséquemment les ménages comptant des PDI en leur sein ont un niveau de bien-être plus faible que les autres ménages.

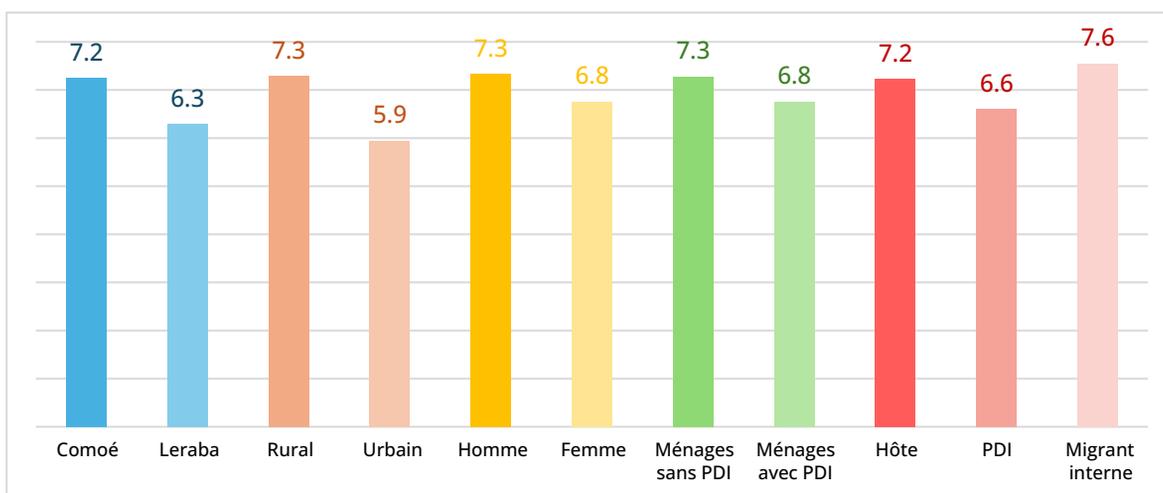


Figure 2. Distribution des scores de bien-être

1.2 Une pluralité de potentiels cas de stress post-traumatiques

Bien que les manifestations varient en fonction des expériences individuelles, les séquelles les plus récurrentes observées chez les populations sont surtout les troubles de stress post-traumatique (TSPT). La majorité des personnes enquêtées manifestent en effet de l'anxiété, de la tristesse, du désespoir, des troubles de sommeil, de la lassitude, de l'irritabilité.

Quatre syndromes des TSPT ont été identifiés dans la région des Cascades. Les tableaux suivants rendent compte des items composants chacun de ces profils cliniques¹⁷.

1. Syndrome d'évitement ou trouble de l'humeur	Hôtes	PDI
(Anxiété) Vous évitez les situations qui vous rendent anxieux(-se)	11.2%	15.2%
(Anxiété) Vous vous sentez nerveux (-se), anxieux(-se) ou inquiet(-ète)	2.9%	10.5%
(Anxiété) Vous ressentez de la panique ou de la peur	4.1%	12.0%
(Anxiété) Vous avez constamment peur d'être au centre de l'attention, d'être humilié(e), embarrassé(e) ou rejeté(e)	6.1%	11.3%
(Dépression) Vous sentir déprimé(e) et sans espoir	2.5%	10.6%
(Somatisation) Vous avez fait l'expérience de problèmes physiques comme des migraines, mal au ventre...	3.5%	4.4%

Figure 3. Profil clinique 1. Anxiété-Dépression.

Le premier profil illustre la présence combinée de symptômes anxieux et dépressifs, ainsi que la conversion de la détresse psychologique en symptômes physiques, un phénomène connu sous le nom de somatisation. Il est

¹⁷ Les pourcentages expriment le nombre de répondants ayant rapporté avoir ressenti les phénomènes décrits « quasiment tous les jours ».

marqué par une dysrégulation émotionnelle et intègre des éléments d'anxiété et de dépression, ainsi que des symptômes psychosomatiques, mettant en évidence une internalisation des troubles émotionnels. Ce profil génère des états de nervosité et d'inquiétude, des expériences de panique et de peur, un comportement d'évitement dans les situations anxigènes, une peur de l'humiliation et du rejet, des sentiments de dépression et de désespoir, ainsi que des manifestations physiques de détresse émotionnelle comme des migraines et des douleurs abdominales¹⁸.

« Plusieurs d'entre nous ici souffrent de plusieurs maladies à la fois. Moi, je suis malade depuis plusieurs jours (...). J'ai les ulcères, je manque de sommeil, mon cœur bat à tout moment, j'ai toujours peur, mes pensées me tourmentent »¹⁹.

Le profil indique une coexistence de symptômes anxieux (nervosité, peur, évitement) et dépressifs (sentiment de dépression et désespoir), suggérant une vulnérabilité à la fois aux troubles anxieux et dépressifs. Cette cooccurrence est courante et peut entraîner une complexité accrue dans le diagnostic et le traitement. La peur d'être au centre de l'attention et d'être jugé négativement dans les interactions sociales suggère une composante d'évitement social et d'anxiété sociale. Ces symptômes peuvent entraver significativement le fonctionnement social et professionnel de l'individu. La présence de symptômes physiques en réaction à la détresse émotionnelle indique une somatisation des troubles psychologiques. La somatisation peut souvent compliquer le diagnostic et la gestion des troubles émotionnels, car elle nécessite une approche intégrée traitant à la fois les aspects psychologiques et physiques.

2. Syndrome d'hyperactivité neuro-végétative ou trouble impulsif-réactif	Hôtes	PDI
(Impulsivité) Avoir du mal à contrôler mes réactions impulsives	0.4%	0.1%
(Impulsivité) Mon manque de patience et de contrôle m'a mis dans des situations difficiles	0.6%	0.6%
(Impulsivité) Avoir fait des choses de manière impulsive sans réfléchir aux conséquences	0.2%	1.1%
(Dysrégulation émotionnelle) S'être énervé(e) facilement lorsque les choses ne se passent pas comme prévu	1.2%	2.3%
(Dysrégulation émotionnelle) Avoir eu du mal à vous calmer lorsque vous avez été énervé(e) par quelque chose	0.1%	1.1%
(Consommation de produits) Fumer des cigarettes, pipes ou mâcher du tabac...	1.1%	1.7%

Figure 4. Profil clinique 2. Impulsif-réactif.

Les symptômes constituant ce profil sont principalement axés autour de l'impulsivité, de la difficulté à gérer la colère et les réactions émotionnelles, ainsi que des comportements potentiellement autodestructeurs, comme l'usage du tabac. Ce profil se distingue par une tendance marquée à agir de manière impulsive sans considération pour les conséquences, une patience limitée et une propension à l'irritabilité et à la frustration lorsque les choses ne se déroulent pas comme anticipé. L'impulsivité est un trait de personnalité caractérisé par des actions précipitées sans une évaluation adéquate des conséquences (impulsivité explosive). Elle est souvent liée à une satisfaction immédiate des désirs ou à une tentative d'éviter le malaise émotionnel, sans tenir compte des résultats à long terme. Le profil indique des défis significatifs dans la gestion des réponses émotionnelles, en particulier la colère et l'irritabilité associées à des situations particulières. Ainsi certains indi-

¹⁸ Les enquêtes qualitatives ayant permis d'identifier d'autres types de manifestations physiques liées à la détresse émotionnelle tel que : les douleurs musculaires, articulaires, les troubles de sommeil, les palpitations cardiaques, le manque d'appétit.

¹⁹ Focus group homogène avec des femmes déplacées internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

vidus peuvent avoir du mal à contrôler leurs impulsions et à modérer leurs réponses émotionnelles face à des déclencheurs liés au trauma vécu (les attaques et les déplacements forcés de la population) tels que les bruits forts ou encore les stress liés aux zones surpeuplées. La difficulté à se calmer après avoir été énervé suggère une faible capacité de régulation émotionnelle, un aspect clé dans diverses psychopathologies. Ce profil implique également des comportements à risque comme l'usage du tabac et pouvant suggérer une tendance à s'engager dans des activités potentiellement nocives ou autodestructrices, souvent utilisées comme mécanismes d'adaptation inappropriés pour gérer le stress ou l'anxiété.

3. Symptômes de dissociation ou trouble de l'identité	Hôtes	PDI
(Dissociation) Avoir eu le sentiment de prendre de la distance avec votre corps et que les choses autour de vous n'étaient pas réelles	0.2%	0.4%
(Dissociation) Avoir le sentiment que vous ne saviez plus vraiment qui vous étiez et ce que vous vouliez faire de votre vie	0.6%	4.8%
(Borderline Traits) Avoir eu le sentiment que vous ne saviez plus qui vous étiez ou que vous n'aviez plus vraiment d'identité	0.3%	3.8%
(Borderline Traits) Avoir eu le sentiment d'être « vide »	0.7%	5.0%
(Tendances suicidaires) Penser que ce serait mieux si vous n'étiez plus en vie	1.4%	5.5%
(Dépression) Peu d'intérêt ou de plaisir à faire des choses habituelles	2.3%	7.4%

Figure 5. Profil clinique 3. Trouble de l'identité.

Ce profil présenté suggère un état psychologique marqué par une perturbation de la perception de soi, caractérisé par des symptômes de dissociation, des caractéristiques de trouble de la personnalité limite (borderline), des tendances suicidaires et des symptômes dépressifs. Les éléments de ce profil reflètent une lutte avec l'identité de soi, un sentiment de vide, une aliénation de soi-même et du monde, un manque d'intérêt ou de plaisir dans les activités et des pensées suicidaires. « *On ne le dit pas. Mais, beaucoup parmi nous ont perdu goût à la vie* », reconnaît un père de famille déplacé interne à Niangoloko²⁰.

Le sentiment de ne plus savoir qui l'on est ou de manquer d'identité reflète souvent un trouble de l'identité, qui peut survenir dans des états dissociatifs. La dissociation est un mécanisme de défense où l'on peut se sentir détaché de son corps ou avoir l'impression que le monde n'est pas réel, souvent comme réaction à un stress ou un trauma excessif. Un sentiment persistant de vide est fréquemment rapporté par les individus avec des traits de personnalité borderline. Ce trouble est également caractérisé par des perturbations de l'image de soi, des relations instables et des efforts intenses pour éviter l'abandon réel ou imaginaire. Le manque d'intérêt ou de plaisir dans les activités habituelles est connu sous le nom d'anhédonie, un symptôme central de la dépression majeure. Les pensées suicidaires indiquent une détresse psychologique profonde et une perte d'espoir qui nécessitent une évaluation immédiate et souvent une intervention d'urgence.

Les attaques terroristes peuvent potentiellement remettre en question les croyances et les valeurs des individus, ainsi que leurs sentiments de sécurité et de stabilité dans le monde. Cette situation peut entraîner une remise en question de l'identité personnelle, culturelle ou sociale. Les individus peuvent par ailleurs être confrontés à des changements majeurs dans leur façon de percevoir le monde et les autres. Ils pourraient remettre en question leurs convictions, leurs relations et leurs objectifs de vie, ce qui peut influencer leur perception d'eux-mêmes et de leur place dans le monde.

20 Focus group mixte des personnes déplacées internes, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

4. Syndrome de reviviscence/mémoire traumatique ou trouble psycho-obsessionnel	Hôtes	PDI
(Psychose) Entendu des choses que les autres n'ont pas entendu ou des voix de personnes autour de vous	0.3%	2.6%
(Psychose) Avoir eu le sentiment que quelqu'un pouvait entendre vos pensées ou que vous pouviez entendre ce qu'un autre pensait	0.4%	2.3%
(TOC) Avoir eu des images, des pensées ou des besoins non plaisants de manière répétée	0.3%	0.9%
(TOC) Avoir eu le sentiment que vous deviez répéter des actes encore et encore sans qu'on vous le demande	0.4%	0.7%

Figure 6. Profil clinique 4. Psychotique-Obsessionnel.

Ce profil suggère un chevauchement symptomatique entre des expériences psychotiques et des caractéristiques de trouble obsessionnel-compulsif (TOC). Les hallucinations auditives, la croyance que les propres pensées peuvent être entendues par les autres ou que l'on peut entendre les pensées d'autrui, les pensées intrusives et désagréables récurrentes et les comportements compulsifs répétitifs définissent ce profil.

« Les combattants sont venus attaquer notre village. J'ai assisté, sans puissance, à l'assassinat de certains de mes amis et à l'enlèvement de certains jeunes. Je revis chaque instant la frayeur de ce jour. Je n'ai pas la tranquillité d'esprit, je n'arrive quasiment pas à dormir »²¹.

Les hallucinations, telles qu'entendre des voix que les autres ne peuvent pas entendre, sont des symptômes psychotiques souvent associés à divers troubles, y compris la schizophrénie. Ces expériences peuvent altérer significativement la perception de la réalité de l'individu. Le sentiment que les pensées propres peuvent être entendues par d'autres ou que l'on peut accéder aux pensées d'autrui évoque la symptomatologie des troubles psychotiques, y compris les idées de référence et la paranoïa. Les images, pensées ou besoins non plaisants répétitifs, ainsi que le besoin de répéter des actes, sont des caractéristiques du TOC, où les obsessions sont des pensées intrusives et anxiogènes, et les compulsions sont des comportements répétitifs effectués pour réduire l'anxiété associée aux obsessions.

Les profils cliniques

<p>Profil impulsif-réactif</p>  <p>Syndrome d'hyperactivité neuro-végétative</p> <p>Hypervigilance, Etat d'alerte et de contrôle, Sursaut, Insomnies, réveils nocturnes, Hypersensibilité, Irritabilité et colères explosives, Troubles de la concentration et de l'attention ...</p>	<p>Profil trouble de l'humeur</p>  <p>Syndrome d'évitement</p> <p>Evitement phobique de situations se rapportant au traumatisme, Evitement de la pensée, Développement d'un monde imaginaire, Evitement de toute situation douloureuse ou stressant, Emoussement des affects, Désinvestissement des relations interpersonnelles, Perte de l'anticipation positive de l'avenir ...</p>	<p>Profil trouble de l'identité</p>  <p>Syndrome de dissociation</p> <p>Etat de conscience altérée, Troubles de la mémoire, de la concentration, de l'attention, Sentiments d'étrangeté, d'être spectateur de sa vie, Dépersonnalisation, Compagnon imaginaire ...</p>	<p>Profil psycho-obsessionnel</p>  <p>Syndrome de reviviscence/mémoire traumatique</p> <p>Pensées récurrentes sur les violences, Ruminations, Souvenirs intrusifs de l'événement, Agissements soudains comme si l'événement allait se reproduire, Flash-backs, illusions et rêves répétitifs Cauchemars vécus intensément avec forte angoisse et détresse ...</p>
--	--	--	--

21 Focus group homogène avec des hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

Comme indiqués dans les tableaux ci-dessus, les quatre syndromes de troubles post-traumatiques sont beaucoup plus perceptibles chez les déplacés internes que chez les membres des communautés hôtes.

En raison des chocs et des épreuves provoqués par la crise sécuritaire, la santé mentale des personnes déplacées internes est inévitablement dégradée – comparativement à celle des populations hôtes. Le graphique suivant fait ainsi état de l'ensemble des symptômes de mal-être présentant des différences statistiquement significatives entre les répondants hôtes et PDI²².

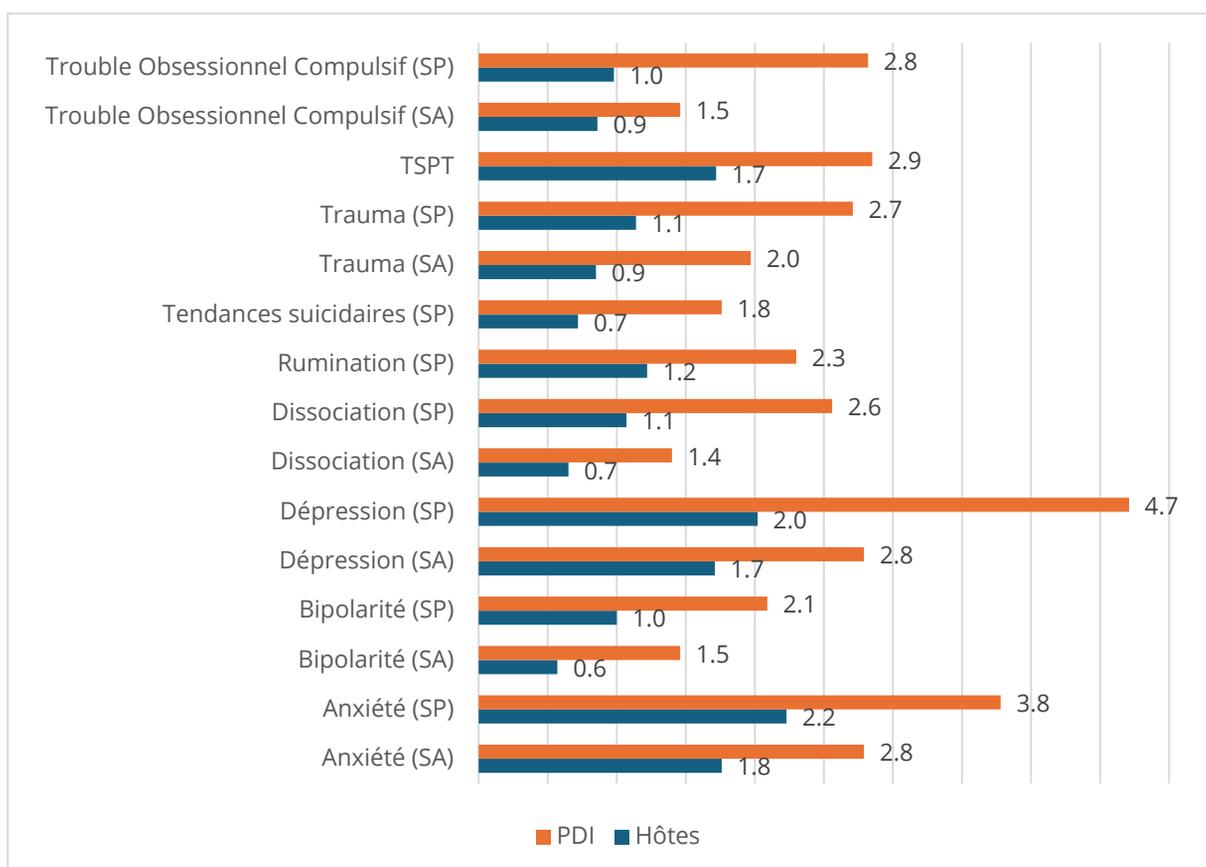


Figure 7. Comparaison des niveaux de santé mentale entre PDI et hôtes.

Les PDI présentent en général deux fois plus fréquemment des symptômes de traumatisme, de dépression ou d'anxiété. Ils ont par ailleurs des niveaux extrêmement élevés de tendances suicidaires. Par exemple, ils sont 6% à avoir pensé presque tous les jours au cours du dernier mois que « *ce serait mieux s'ils n'étaient plus en vie* ». Cette fréquence montre un symptôme sévère de risque de suicide chez 23 répondants (6% des 378 PDI interrogés).

Ce constat corrobore la conclusion de l'OMS, fondée sur la base de 129 études menées dans 39 pays, qu'une personne sur cinq (22 %) ayant connu la guerre ou une autre situation de conflit il y a 10 ans ou moins souffrira de dépression, d'anxiété, de stress post-traumatique, de troubles bipolaires ou de schizophrénie »²³.

Cependant, dans la région des Cascades, les personnes souffrantes ne sont pas conscientes qu'il s'agisse d'un mal qui appelle une thérapie. Toutes les personnes consultées qui manifestent ces syndromes considèrent

²² Situation passée (SP) signifie l'existence de symptômes dans le passé et Situation actuelle (SA) indique la présence de symptômes présents.

²³ [les-personnes-ges-face-aux-catastrophes-et-aux-crisis-humanitaires-lignes-directrices-pour-une-meilleure-pratique.pdf](https://www.helpage.org/fr/les-personnes-ges-face-aux-catastrophes-et-aux-crisis-humanitaires-lignes-directrices-pour-une-meilleure-pratique.pdf) (helpage.org)

que c'est un état normal qui résulte d'une épreuve vécue. Quasiment toutes n'en parlent pas et n'estiment pas nécessaire de consulter un médecin ou tradipraticien pour une prise en charge. Elles rangent ces malaises dans le lot de mélancolies. Elles reconnaissent tout de même que le malaise vécu altère leur qualité de vie et l'interaction avec les autres. « *On ne le dit pas. Mais, beaucoup parmi nous ont perdu goût à la vie* », reconnaît un père de famille déplacé interne à Niangoloko²⁴.

Les cas de stress post-traumatiques sont également observables chez les initiatives locales de sécurité, en l'occurrence les dozos et les membres de leurs familles. Certes, ces cibles sont psychologiquement mieux préparées à supporter les chocs psychologiques en lien avec les conflits, grâce aux séances initiatiques organisées en leur sein. Mais, force est de constater que les dozos vivent également des TSPT. Un chef dozo, à Banfora le reconnaît en ces termes : « *J'ai perdu plus de 20 Dozos. Cela occasionne beaucoup de détresses autour de nous. Nous essayons d'aider comme on peut, mais malheureusement les défis sont tellement énormes* »²⁵.

En outre, les stress post-traumatiques sont prégnants au sein des corps enseignants et des élèves, en raison des menaces dont ils sont objets dans les zones à fort défi sécuritaire. Ces stress se traduisent par la peur constante, les paniques et les insomnies. Un directeur d'école l'a relevé ainsi qu'il suit : « *Depuis l'avènement de la crise sécuritaire, il m'est donné de constater une psychose chez les enseignants et les élèves, se traduisant par la panique au moindre bruit, le manque de concentration, des absences régulières. Certains collègues avouent avoir des insomnies et manquent de sérénité. Au niveau des élèves, l'on constate beaucoup de déscolarisations précoces et les résultats scolaires sont décroissants* »²⁶.

1.3 Les interconnexions entre les quatre symptômes TSPT identifiés

Une analyse de réseau a ensuite été développée pour vérifier et confirmer l'existence des quatre profils identifiés dans un premier temps. Elle a également permis d'établir les symptômes passerelles, c'est-à-dire les facteurs qui tendaient à connecter un profil à un autre et ainsi à faire surgir des facteurs de comorbidité.

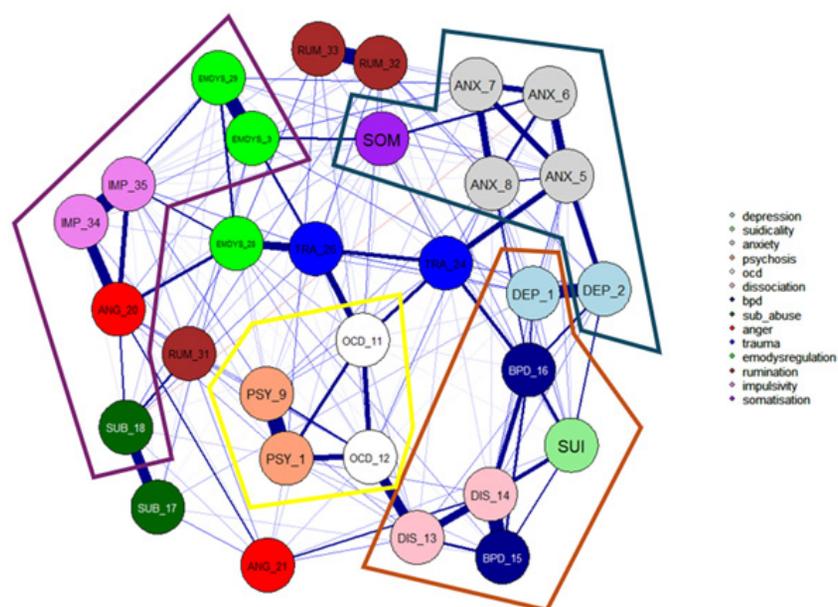


Figure 8. Résultats de l'analyse de réseau portant sur la symptomatologie générale.

24 Focus group mixte des personnes déplacées internes, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

25 Focus group avec les dozos, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

26 Entretien individuel réalisé à Niangoloko, région des Cascades, le 8 octobre 2023.

• *Les symptômes centraux.*

Comme décrit plus tôt, l'analyse de réseau permet d'identifier les symptômes les plus imbriqués et interconnectés. Ce sont deux items liés aux traumatismes qui sont les plus centraux dans le réseau du fait de leur co-occurrence avec d'autres symptômes. La **culpabilité personnelle liée aux expériences ou événements traumatiques** (TRA_26) semble être le symptôme le plus central dans le réseau. Celui-ci est relié aux obsessions (OCD_11), au sentiment d'être submergé (EMDYS_28), à la reviviscence des événements traumatiques (TRA_24) et à une irritabilité accrue lorsque les choses ne se passent pas comme prévu (EMDYS_30). La **reviviscence des événements traumatiques** (TRA_24) est également très centrale et reliée aux obsessions, à la culpabilité personnelle ainsi qu'aux sentiments de vide (BPD_16) et d'agitation (ANX_5). Une faible estime de soi (DIS_14) semble être un symptôme « passerelle » entre les sentiments de vide et de confusion identitaire (BPD_15), ainsi qu'entre la confusion identitaire et les sentiments de détachement (DIS_13). Ce symptôme est néanmoins moins interconnecté dans le réseau que les deux précédents. **Les symptômes associés aux traumatismes agissent comme des passerelles et des pivots pour la co-occurrence de l'ensemble des symptômes identifiés au sein de l'échantillon.** Ils sont donc des cibles stratégiques pour les interventions thérapeutiques puisqu'ils peuvent influencer plusieurs autres symptômes.

• *Les symptômes piliers.*

La **culpabilité personnelle liée aux expériences ou événements traumatiques** (TRA_26), **l'agitation** (ANX_5) et la **faible estime de soi** (DIS_14) peuvent être considérés comme des symptômes fondamentaux de la symptomatologie globale observée dans notre échantillon dans la mesure où ils indiquent les niveaux les plus élevés de force et d'influence attendue. En d'autres termes, ces trois symptômes sont les plus fréquemment connectés aux autres symptômes, ils disposent d'une grande force et sont donc susceptibles d'être significatifs dans l'explication de la santé mentale des individus. Enfin, ils ont un impact potentiel sur le réseau plus important que les autres symptômes et leur modification aurait potentiellement une implication plus significative que si n'importe quel autre symptôme était modifié. Ainsi, **gérer efficacement la culpabilité personnelle liée aux expériences ou événements traumatiques, l'agitation et la faible estime de soi pourrait entraîner une diminution substantielle de la sévérité globale des niveaux de santé mentale dans la population.**

• *Principaux enseignements de l'analyse de réseau.*

- La culpabilité personnelle liée aux expériences ou événements traumatiques, la faible estime de soi, la reviviscence des événements traumatiques et l'agitation sont des symptômes prédominants.
- Ils sont communément vécus par la population étudiée.
- Ils représentent des problèmes fondamentaux dans le paysage psychologique du groupe car ils apparaissent simultanément avec la majorité des autres symptômes, ils agissent comme passerelles entre les différents profils psychologiques et ils influencent la symptomatologie générale observée au sein de l'échantillon.
- Ils doivent servir d'indicateurs stratégiques pour les diagnostics futurs et les points focaux pour le développement des futurs protocoles d'intervention.

1.4 Des troubles psychologiques à la transmutation des comportements

En sus des malaises psychosociaux évoqués, les participants aux dialogues ont relevé des constats de changements de comportements qui peuvent renfermer des germes de troubles psychologiques. Il s'agit de l'émergence de susceptibilités inhabituelles, des replis sur soi et de l'hypervigilance.

• De l'émergence de susceptibilités inhabituelles

L'enfance est en principe marquée par l'insouciance et la naïveté. Cependant, force est de constater que dans la zone cible de la recherche, des comportements agressifs inhabituels ont été rapportés par les participants lors des consultations. Il ressort en effet que les enfants des communautés hôtes et des PDI ont tendance à manifester soit de l'hostilité, soit de l'irritabilité à la moindre contradiction. Un membre de la communauté hôte exprime ce constat en ces mots : « *mes enfants qui ne savaient pas se plaindre sont devenus des véritables plaintifs. Ils estiment que les étrangers occupent leurs espaces et s'impatientent du retour de ces derniers* ». Il ressort aussi des échanges que les enfants deviennent de moins en moins tolérants nonobstant l'attention particulière qui leur est accordée.

• Des tendances de replis sur soi

Les communautés hôtes de Banfora, de Niangoloko et de Tiefora relèvent que les PDI sont très réservées et s'ouvrent difficilement aux autres, nonobstant l'ininteruption du dialogue entre les deux communautés. Ces personnes déplacées reconnaissent avoir regretté les événements vécus dans leurs lieux d'origine. Par conséquent et pour prévenir toute tension avec les communautés hôtes, elles ont tendance à observer un repli sur elles-mêmes. Si une bonne partie des PDI se veut précautionneuse, d'autres cas de replis sur soi sont constatés. « *Les gens ont très mal au fond d'eux, dans leurs esprits et leurs âmes. Ce qui fait qu'ils ne sortent plus* »²⁷, reconnaît un membre de la communauté hôte, à Tiefora. Ces replis sur soi peuvent s'expliquer soit par des traumatismes, soit par des mesures de sécurité. Un chef de famille PDI a ainsi admis qu'il restait chez lui pour des mesures de sécurité.

« *J'étais conseiller de mon village. J'étais recherché par les hommes armés, ceux-là même qui nous ont chassés de nos villages. Actuellement, je crains pour ma vie, vu qu'ils parviennent à toujours rentrer dans nos grandes villes et enlever des gens. A chaque fois que sors de chez moi ici à Niangoloko, je crains toujours d'être enlevé. Donc, je préfère rester chez moi* »²⁸.

• De la confiance à l'hypervigilance.

« *Avant, nous aimions les étrangers. Mais maintenant, à cause de l'insécurité, nous craignons les étrangers* »²⁹. Cette affirmation d'un leader qui émane des communautés hôtes traduit l'état d'esprit qui prévaut chez un nombre important des populations hôtes. Certes, les mesures sécuritaires commandent désormais la vigilance. Cependant, les populations développent une vigilance excessive qui se transforme le plus souvent en peur d'autrui. Ces peurs d'autrui sont susceptibles de renfermer des cas de stress. Ces malaises sont observables aussi

27 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Tiefora, région des Cascades, octobre 2023.

28 Focus group homogène avec des hommes déplacés internes, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

29 Focus group homogène avec des hommes des communautés hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

bien chez les communautés hôtes que chez les membres des initiatives locales de sécurité. La présence d'un étranger est ainsi aperçue comme une menace à la sécurité et au bien-être de ces cibles.

En somme, le dialogue avec quatre composantes des populations de la zone d'études, les PDI, les communautés hôtes, les initiatives locales de sécurité, le corps enseignant et les praticiens de soutien psychosocial fait émerger trois variantes empiriques de malaises psychosociaux dans la zone d'études. Il s'agit des stress post-traumatiques, des maladies psychosomatiques et des troubles de comportements. Une bonne compréhension de ces manifestations de mal-être commande d'en analyser les potentiels facteurs déclencheurs.

2. ... à l'analyse des facteurs déclencheurs des malaises psychosociaux

La littérature fait souvent émerger trois types de facteurs déclencheurs relativement aux troubles mentaux : les facteurs prédisposants, les facteurs précipitants et les facteurs de maintien³⁰. En l'espèce, l'analyse fait ressortir principalement des facteurs précipitants et des facteurs de maintien.

2.1 Quid des facteurs précipitants dans le contexte sécuritaire de la région des Cascades ?

La crise sécuritaire et les conflits qui prévalent dans la région des Cascades apparaissent comme des facteurs précipitants de potentiels troubles psychosociaux, ci-dessus évoqués. Toutefois, si pour certains, le lien peut être établi de façon directe, d'autres manifestations résultent des corollaires de la crise sécuritaire tels que les bouleversements sociétaux, les déplacements.

2.1.1. Le bouleversement sociétal, l'épicentre du mal-être psychosocial

La région des Cascades, à l'image des autres régions du Burkina Faso, est en proie au terrorisme, après avoir été pendant longtemps épargnée. En 2023, cinq communes étaient touchées par les attaques terroristes, en l'occurrence les communes de Ouou, de Sidéradougou, de Mangodara et de Sidéradougou. En somme, la crise a touché environ 29,41% des communes de la région³¹. Les attaques terroristes ont exacerbé les conflits communautaires dans la zone. En effet, la région des Cascades a enregistré 107 cas de conflits communautaires en 2023, contre 175 cas en 2022³². La conjugaison de ces dynamiques conflictuelles a occasionné un déchirement des liens sociaux sous trois formes : la perte des siens, l'altération de la confiance horizontale et la désarticulation des mécanismes de protection des familles et des enfants. Ces facteurs n'ont pas manqué d'affecter le bien-être psychosocial des enquêtés.

• *La perte des siens à l'origine des troubles psychosomatiques*

Lors des consultations, l'un des principaux facteurs précipitants qui dégagent des discussions est la perte des siens. Celle-ci se traduit en premier lieu par des décès à la suite des attaques terroristes ou à l'occasion des conflits communautaires.

30 Voir supra page 7.

31 La région des Cascades totalise 17 communes dont trois communes urbaines.

32 ONAPREGECC, 2023, rapport annuel, 48 pages, p.21.

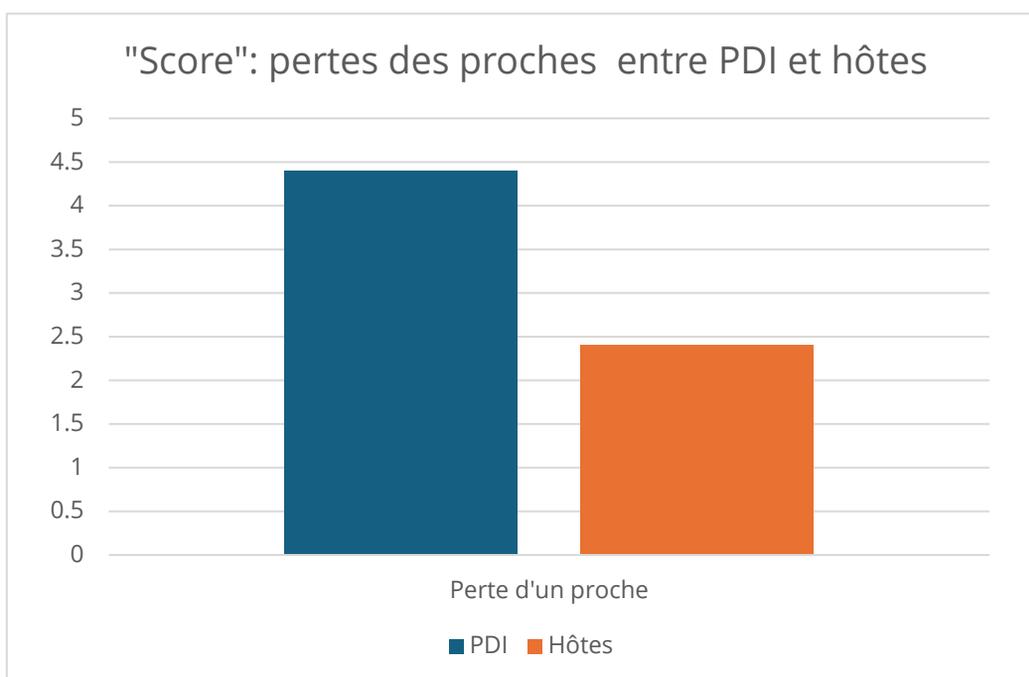


Figure 9. Comparaison perte des proches entre PDI et hôtes.

L'analyse du graphique montre que les PDI ont perdu plus de proches que les autres communautés dans la crise sécuritaire. Cette comparaison s'explique par les situations traumatisantes auxquelles ces populations ont été exposées dans leurs localités d'origine. Selon les données quantitatives, **plus de deux PDI sur trois affirment avoir perdu un ami proche ou un membre de leur famille**. Ils sont par ailleurs approximativement cinq fois plus nombreux à avoir été témoin d'une attaque violente que les hôtes. Comme le témoigne une veuve cheffe de famille : « *Lorsque la crise a commencé, ma famille et moi nous nous sommes enfuis. Avec la peur, mon mari est tombé malade puis est décédé. Quelque temps après, j'ai perdu mon fils. Aujourd'hui, il ne me reste que ma belle-fille et mes petits-enfants. La douleur est tellement forte qu'elle me pèse sur le cœur. J'ai des difficultés à trouver sommeil* »³³.

La perte de proches se traduit également par l'absence de nouvelles à la suite d'enlèvements réalisés par les groupes armés terroristes. Plusieurs participants aux consultations, principalement les PDI, reconnaissent que de nombreux jeunes et enfants ont été enlevés ou engagés dans les groupes armés terroristes. Les cas des engagements sont motivés par le souci de subvenir aux besoins de la famille ou pour défendre une certaine injustice sociale, sous-tendue par des idéaux religieux. Les propos des mères de familles déplacées sont concordants en la matière : « *Nos enfants sont enlevés. Ils sont enrôlés comme combattants. Nous ne savons pas aujourd'hui s'ils sont vivants ou pas. Cela nous tourmente toutes les nuits* »³⁴. Ce phénomène d'enrôlement forcé entraîne également une crise de confiance horizontale.

- ***L'accentuation de la crise de confiance horizontale, préjudiciable au bien-être psychosocial***

La région des Cascades connaît également une radicalisation endogène. Selon les propos d'un responsable de sécurité de la région, « *le terrorisme a pris naissance dans la région sous l'influence d'un fils de la zone, radicalisé*

33 Focus group homogène avec les femmes déplacées internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

34 Focus group homogène avec les femmes déplacées internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

depuis son retour des pays du Moyen-Orient où il a séjourné plusieurs mois plus tôt »³⁵. Ce dernier a mobilisé autour de lui un nombre important d'adeptes émanant de différentes familles implantées dans la région. Cette situation a provoqué d'abord un sentiment de trahison au sein desdites familles, les parents ayant cette observation avec leurs enfants et étant suspectés à leur tour par leur entourage. Ces effets affectent la confiance horizontale inter-famille, voir intercommunautaire. En effet, les résultats de l'analyse quantitative confirment la causalité ci-après : **plus la présence des groupes armés augmente dans une localité, plus les relations intergroupes ont tendance à se détériorer**. Le niveau de présence des groupes armés a été mesuré par différents items (voir figure suivante). Il ne s'agit pas d'une présence violente, matérialisée par des attaques, des kidnappings ou des assassinats ciblés par les groupes³⁶ mais plutôt d'une série de signaux qui informent sur le niveau d'intrusion des groupes armés terroristes sur les différents territoires. L'indicateur décrit donc le niveau d'infiltration et de présence au quotidien de ces groupes.

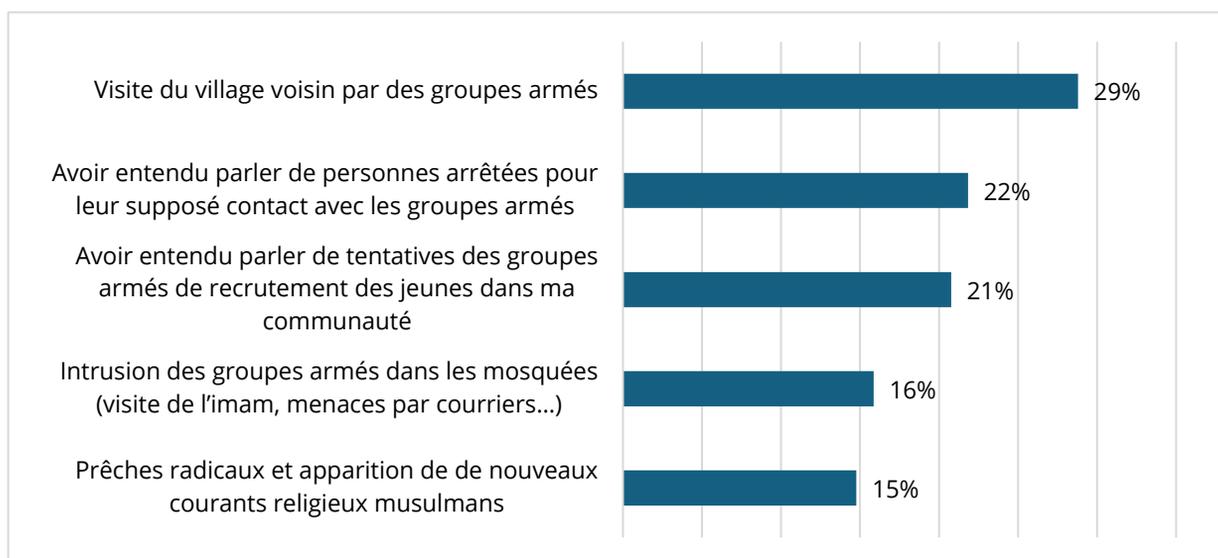


Figure 10. Niveaux de présence des GAT³⁷

Il est important de noter que le niveau de présence des GEV varie significativement entre les deux provinces (score de 2.5 à Comoé et de 1.1 à Léraba). Ainsi selon les personnes interrogées, les GAT sont deux fois plus présents dans la Comoé que dans la Léraba. Cette présence se matérialise par plus de visites dans les villages environnants, plus de personnes arrêtées parce que supposées être en contacts avec les groupes ou encore plus de tentatives de recrutement par exemple. Les suspicions qui en découlent suscitent une crise de confiance. Les propos ci-après, tenus par un père de famille, illustrent la profondeur de la crise de confiance horizontale.

« Nous sommes torturés par le simple fait de ne pas savoir pourquoi les autres nous en veulent. Nous avons peur et même nos fils nous ont trahis. Nous ne savons plus à qui se fier. C'est la méfiance totale entre nous. Nous ne nous faisons plus confiance »³⁸.

Par ailleurs, la méfiance s'est progressivement installée entre les PDI et les hôtes, laquelle a aggravé la vulnérabilité des premières, notamment leur bien-être. En effet, celles-ci ont reconnu, lors des consultations, qu'elles sont, quelques fois, suspectées d'être mêlées aux activités terroristes ou être à l'origine des troubles dans leurs zones d'origine. Cette crise de confiance est ainsi plus ressentie par les PDI que par les autres communautés. Elle accroît le stress et contribue également à une désarticulation des mécanismes de protection des familles et des enfants.

³⁵ Entretien réalisé avec un responsable de sécurité à Banfora, en juin 2023.

³⁶ Ces types d'actes violents commis par les GEV sont mesurés par d'autres indicateurs.

³⁷ Pourcentage de répondants affirmant que les phénomènes ci-dessus arrivent "souvent" et/ou "toujours" dans leur localité.

³⁸ Entretien réalisé avec un membre de la communauté hôte à Niangoloko, octobre 2023.

• **La désarticulation de la structure familiale, accélérateur de stress chez les femmes**

Les consultations conduites auprès des PDI et des membres des communautés hôtes ont fait émerger parmi les principaux facteurs déclencheurs du mal-être, le bouleversement de la structure familiale. En effet, plusieurs familles sont devenues uniparentales à la suite de la perte d'un des parents pendant les attaques terroristes. Ce constat est fait au niveau des PDI et des familles des initiatives locales de sécurité où certaines femmes sont contraintes de jouer le rôle de cheffes de familles. Celles-ci deviennent seules à porter les responsabilités et les charges des familles. Plusieurs d'entre elles en souffrent au point de manifester des stress permanents.

« Les hommes armés sont venus enlevés mon mari une nuit. Depuis lors, je suis sans nouvelle de lui. Je me suis réfugié à Banfora avec mes trois enfants. Penser à comment nourrir ces enfants me donne des insomnies »³⁹.

Les femmes sont plus exposées au stress lié à la déstructuration familiale pour deux raisons. En effet, certains hommes sont engagés auprès des Forces de défense et de sécurité (FDS) en qualité de volontaire de défense de la patrie⁴⁰ ou dans les rangs des initiatives locales de sécurité pour contribuer à lutter contre le terrorisme. D'autres ont été enrôlés, sous la contrainte ou suivant de processus de radicalisation, dans les groupes armés terroristes. Les femmes se retrouvent ainsi à jouer le rôle de chef de famille. Le stress qui en découle est accentué par le mal lié à la séparation ponctuelle ou définitive avec leurs conjoints. Pour la majorité de ces femmes, ces responsabilités vont également de pair avec le déplacement.

2.1.2. Les déplacements forcés des populations, porteurs de malaise psychosocial

La région des Cascades qui a été pendant longtemps épargnée par les attaques terroristes était l'une des régions de destination de personnes se déplaçant du fait de l'insécurité. Les dernières statistiques du CO-NASUR indiquent que la région totalisait 27 485 personnes déplacées internes en mars 2023. Si la majorité d'entre elles vient d'autres régions, il n'en demeure pas moins que les déplacés à l'intérieur de la région représentent une partie non négligeable. Le phénomène du déplacement n'est pas sans affecter la santé mentale des concernés. En effet, l'instabilité sociale qui en résulte affecte aussi bien la santé mentale des PDI que celle des membres des communautés hôtes. Elle touche le bien-être des personnes par le truchement de quatre facteurs : la rupture des liens avec les origines, la perte des biens, le sentiment de perte de dignité et le poids du surpeuplement dans les esprits des hôtes.

• **De la rupture avec les origines au stress du recommencement**

La crise sécuritaire a contraint des milliers de personnes à se déplacer de leurs zones d'origine vers la région des Cascades. Ce déplacement forcé emporte nécessairement une rupture de liens avec les origines. Il provoque un sentiment de déracinement et de déphasage. Les personnes déplacées ont le sentiment de tout recommencer, de tout reconstruire socialement et humainement sans toutefois avoir l'assurance de pouvoir s'attacher à leur terre d'accueil. Cette difficulté d'attachement renforce le sentiment d'être considéré comme un étranger et la perte d'identité. Elle est susceptible de générer un mal-être. Ce malaise a été exprimé par des PDI en ces termes :

³⁹ Focus group homogène de femmes à Banfora, octobre 2023.

⁴⁰ Institués par la loi n°028-2022/ALT du 17 décembre 2022, les volontaires pour la défense de la patrie sont des personnes physiques de nationalité burkinabè, auxiliaires des forces armées nationales et des forces de sécurité intérieure, servant de façon volontaire les intérêts sécuritaires du village, de la commune ou de toute autre localité sur le territoire national, en vertu d'un contrat avec l'Etat. La mission des VDP est de contribuer, au besoin par la force des armes, à la défense et à la protection des personnes et des biens du village, de la commune ou de toute autre localité sur le territoire national.

« Nous avons quitté nos villages et nous sommes devenus étrangers ici. Les gens ont peur de nous, on ne sait plus quoi faire ». « Ma famille est restée à Arbinda après notre fuite, le fait de ne pas savoir si je les reverrai un jour est une réelle souffrance pour moi »⁴¹.

Ces souffrances sont encore profondes dans la mesure où tous les déplacements sont associés à la perte des biens.

• La perte des biens au cœur de l'angoisse de survie

Les populations de la région des Cascades sont soumises à des degrés variés de dégradation des moyens de production – les PDI étant bien plus sujets à ce genre de chocs, une grande partie d'entre elles ayant dû quitter de force leurs terres et abandonner la totalité de leurs biens (dans certains cas, une partie du bétail ou d'autres types de biens ont pu être déplacés vers le nouveau lieu de résidence).

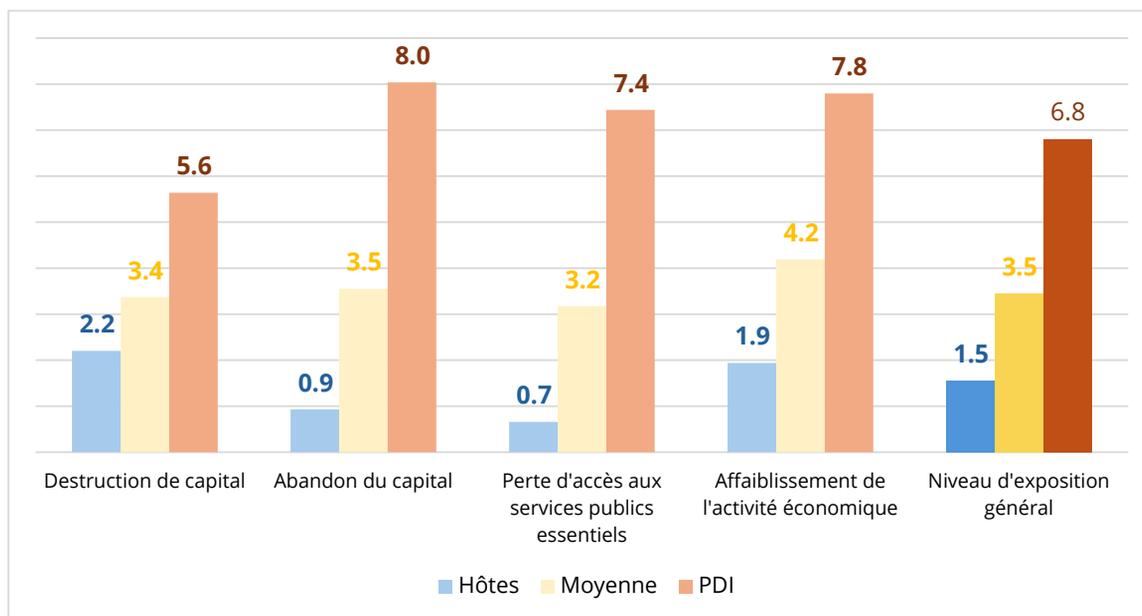


Figure 11. Scores liés à la perte des moyens de production.

Le graphique ci-dessus informe que les PDI ont un score élevé relativement à l'abandon de capital et l'affaiblissement de l'activité économique notamment. Mise en parallèle avec l'analyse qualitative, il semble raisonnable de considérer que la perte des moyens de production a un impact sur la capacité du ménage à générer des revenus et à nourrir sa famille, mais également sur la santé mentale des individus.

« Nous avons tout laissé. Nous avons tout perdu : nos biens, nos terres, nos animaux. Savez-vous à quel point cela fait mal ? »⁴², relate un participant des consultations organisées à Niangoloko, dans la région des Cascades, au Burkina Faso. En effet, les populations de cette partie du pays, déplacés et hôtes, ont perdu leurs biens de trois manières. Les groupes armés terroristes procèdent à la destruction des biens des populations en les incendiant. Ils spolient également certaines d'entre elles avant de les faire déguerpir. En outre, dans la fuite, à la suite des sommations des combattants radicaux, d'autres populations ont été contraintes d'abandonner leurs biens dans leurs zones d'origine. Par ailleurs, dans l'itinéraire du déplacement, des personnes ont dû céder certains de leurs biens soit pour supporter le coût du transport, soit pour se soustraire du contrôle des papiers

41 Focus group mixte des personnes déplacées internes, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

42 Focus group mixte des personnes déplacées internes, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

d'identité lors des contrôles policiers. Un déplacé interne affirmait en effet que « *j'ai été contraint de déboursier environ trois cent mille francs CFA pour mon déplacement et celui de ma famille du centre-nord à ici* ». Ces différentes pertes et les conséquences qui en découlent⁴³ précipitent et maintiennent les PDI dans l'angoisse. Elles renforcent également le sentiment de perte de dignité.

• **Le sentiment de perte de dignité**

Le dialogue avec les populations affectées par la crise sécuritaire a permis de dégager une corrélation entre le détachement avec les origines, la perte des biens et le sentiment de perte de dignité. En effet, les PDI qui se retrouvent dans leurs zones d'accueil sans aucun bien et sans activités développent, en majorité, des sentiments de perte de dignité. Cette situation est nourrie par les souffrances présentes, associées à l'absence de perspective d'emplois dans la zone d'accueil et le recours systématique à l'aide. Pour des personnes qui étaient très actives dans leurs zones d'origine, l'incapacité à se prendre en charge et à être utile à la communauté contribue fortement à éroder le bien-être psychosocial. Ce sentiment transparait dans les propos ci-après d'un père de famille à l'occasion des consultations : « *à cause de la souffrance, nous finissons par manger nos âmes* ». Dans le contexte burkinabè, « manger son âme » est l'expression d'un malaise très profond qui traduit le degré élevé de la perte de dignité. Cette expression est encore profonde lorsqu'elle émane d'un chef de famille. Elle conjugue à la fois la faible estime de soi et le désespoir. Si ce malaise est vécu en majorité par les PDI, les communautés hôtes n'en souffrent pas moins.

• **Le poids du surpeuplement dans les esprits des hôtes**

La région des Cascades totalisait, en 2019, 812 062 habitants⁴⁴, soit un accroissement de 88,55% par rapport au dernier recensement en 2006. Si cette augmentation peut s'expliquer par le taux de croissance global de la population, force est de constater que l'effet du déplacement forcé des populations semblait déjà perceptible en 2019. Quatre années plus tard, le nombre de déplacés internes représente environ 3,38%. Ce taux relativement faible prend plus d'importance lorsqu'il est rapporté aux zones à forte concentration de déplacés comme Banfora et Niangoloko. En effet, la ville de Banfora qui accueille environ 3/5 des déplacés de la région totalisait 117 200 habitants en 2019⁴⁵. Les PDI représentent aujourd'hui environ 14,07% de cette population. Au-delà des statistiques, il est ressorti des différentes consultations que les communautés hôtes ressentent une pression démographique. Si cette situation peut être en corrélation avec la pression sur les ressources⁴⁶, il reste que le sentiment de surpeuplement pèse psychologiquement sur les membres des communautés hôtes. Un des participants aux consultations a ainsi affirmé : « *La présence des PDI a changé les attitudes de nos enfants. Ceux-ci nous demandent souvent quand est-ce qu'elles vont partir* »⁴⁷. Pendant que les enfants s'impatientent pour le retour à la situation antérieure, les adultes, eux, s'accommodent certes, mais perdent insidieusement l'enthousiasme de la cohabitation. Un membre de la communauté hôte affirmait ainsi : « *Avant, nos sociétés aimaient les étrangers mais maintenant, à cause de l'insécurité, nous avons peur des étrangers* »⁴⁸. Cette crainte peut s'expliquer également par les chocs et trauma subis directement ou indirectement par les différentes couches de la population.

43 Voir supra page 28.

44 INSD, 2019, Recensement général des populations et de l'habitat, Ouagadougou, Burkina Faso. Voir supra page 24

45 Idem.

46 Voir infra pages 63 à 65.

47 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023. Voir infra pages 45 et 46.

48 Focus group mixte jeune de la communauté hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

2.1.3. Les chocs traumatiques des survivants de la crise sécuritaire

Comme tout conflit, la crise sécuritaire au Burkina Faso a occasionné des pertes en vies humaines et des blessés aussi bien au sein des Forces de défense et de sécurité et leurs supplétifs qu'au sein de la population civile. La violence provoque des chocs et trauma réels ou potentiels. L'analyse met en lumière une corrélation entre deux dynamiques traumatiques et le bien-être des populations : le vécu des expériences violentes et les menaces des GAT.

• *Le vécu des expériences de violence*

Déjà, les recherches en psychologie, en neurosciences et en sciences sociales ont montré que les expériences violentes, qu'elles soient physiques, émotionnelles ou psychologiques, peuvent avoir de graves répercussions sur le bien-être mental et physique des individus. L'étude présente permet de confirmer ces hypothèses et d'affirmer que l'exposition individuelle à des types de violences variées concourt à détériorer le bien-être des individus dans la région des Cascades. Comme le montre la figure ci-dessous, plusieurs types d'expériences violentes ont été mesurées⁴⁹.

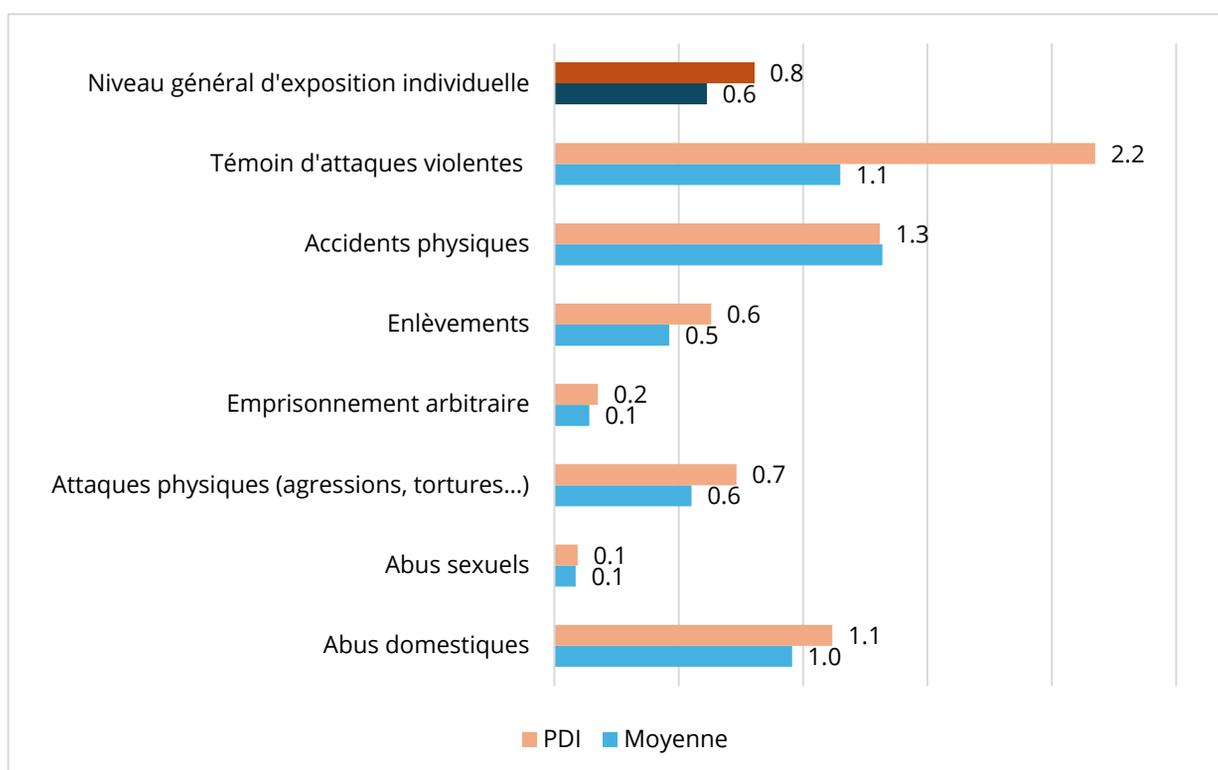


Figure 12. Exposition aux violences

Les personnes déplacées internes ont en général plus souvent été soumises à des événements violents que la moyenne. Ce niveau d'exposition est particulièrement élevé lorsqu'il s'agit d'avoir été témoin d'une attaque violente ou d'un assassinat. **Un répondant PDI sur cinq confie avoir été témoin d'une attaque violente**

⁴⁹ Il a été proposé à chaque répondant une liste d'expériences violentes et il leur a été demandé si chacun de ces événements leur était arrivé personnellement, si cela était arrivé à un proche ou si cela leur était arrivé personnellement ainsi qu'à un proche. En procédant ainsi, le niveau d'exposition à un type de violence augmente lorsque le nombre d'individus en ayant fait l'expérience augmente (c'est-à-dire lorsque l'on obtient un grand nombre de réponses du type « c'est arrivé à moi ainsi qu'à un proche »). Plus le score s'approche de 10, plus le type de violence est répandu dans la population (puisque plus de personnes y ont été exposés : les répondants et leurs proches).

ou d'un assassinat alors que les personnes hôtes sont 4%. Autrement dit, un PDI a cinq fois plus de chance d'avoir assisté à un acte violent qu'une répondant hôte.

« Actuellement on a peur de ce qui va nous arriver. J'ai perdu des amis que je pouvais sauver. Je suis reparti plus tard dans mon village, profitant d'un convoi escorté, pour chercher des vivres. J'ai revu les corps de mes amis morts et mangé par les chiens, les vautours. J'en garde des séquelles jusqu'aujourd'hui »⁵⁰.

L'affirmation ci-dessus émane d'un déplacé interne de Banfora, originaire de la commune d'Arbinda, dans la région du Sahel. En effet, certaines PDI ont assisté à des massacres des leurs par des groupes armés terroristes, d'autres ont découvert des cadavres en état de putréfaction. Il en résulte de forts traumatismes qui persistent plusieurs jours après. La douleur est encore grave lorsque ces personnes perdent des êtres chers dans des conditions tragiques telles que les tueries, les pendaisons, les incendies. Un participant aux consultations a reconnu en effet que la plupart d'entre eux sont traumatisés par ce qu'ils ont vécu des expériences de violence inédites. Pour lui, les enfants vivent encore plus ces traumatismes. Il déclare en effet que pour certains d'entre les enfants, un simple « *As-salamou alaykoum* ⁵¹ » d'un voisin peut provoquer une panique voire une frayeur⁵². Ces manifestations semblent renfermer de potentiels stress post-traumatiques chez des enfants. Un membre des communautés hôtes reconnaissait en effet que : « *avant, les enfants ne voyaient pas de cadavres. En revanche, c'est devenu fréquent aujourd'hui. Beaucoup, parmi eux, sont traumatisés dès le bas-âge* ». Ces stress sont associés également à une déscolarisation précoce pour la majorité des enfants des familles déplacées. Parallèlement, ces stress sont aussi prégnants chez les enseignants et élites administratives locales qui font l'objet de menaces des groupes armés terroristes.

• **Les menaces des groupes terroristes à l'origine des stress chez l'élite administrative locale et les populations**

Au Burkina Faso, la stratégie des groupes terroristes consiste en premier lieu à amenuiser la présence des services étatiques dans leurs zones d'influence avant de s'en prendre éventuellement aux populations civiles pour asseoir leur emprise. Cette approche fait des fonctionnaires les premières victimes. En effet, les enseignants, les autorités administratives déconcentrées et les élus locaux (conseillers municipaux) font très souvent objet de menaces, de recherches et d'enlèvements. Cette situation provoque de potentiels stress chez ces cibles. Les consultations ont effectivement permis de constater cette tendance. Les témoignages suivants en sont illustratifs.

« Lorsque les GAT sont arrivés dans notre établissement, ils ont filmé tous les enseignants présents ce jour, avant de leur intimer de quitter les lieux. Depuis lors, nous sommes tous paniqués. Nous ne savons pas ce qu'ils feront de nos images. Les enseignants craignent également d'y retourner enseigner, dans la mesure où ces groupes peuvent les reconnaître »⁵³.

« J'étais conseiller municipal de mon village. Je suis recherché par les hommes armés, ceux-là même qui nous ont chassés de nos villages. Actuellement, je crains pour ma vie, vu qu'ils parviennent toujours à rentrer dans nos grandes villes et à enlever des gens. A chaque fois que je sors de chez moi ici à Niangoloko, je crains toujours d'être enlevé »⁵⁴.

Les témoignages ci-dessus montrent l'angoisse qui découle des menaces. Ces angoisses affectent nécessaire-

50 Focus group homogène avec les hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

51 Salutation en arabe qui signifie « *que la paix soit sur vous* ».

52 Focus group homogène avec les hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023

53 Entretien individuel avec un enseignant à Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

54 Focus group homogène avec les hommes déplacés internes, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

ment le bien-être de des personnes qui en font l'objet. Leurs activités professionnelles et leurs libertés d'aller et de venir se trouvent touchées par ricochet. Si ce témoignage est d'ordre qualitatif, les données quantitatives confirment la tendance auprès des populations de la région des Cascades. Le graphique ci-après rend compte de la proportion d'individus qui se disent contraints dans leur mobilité quotidienne.

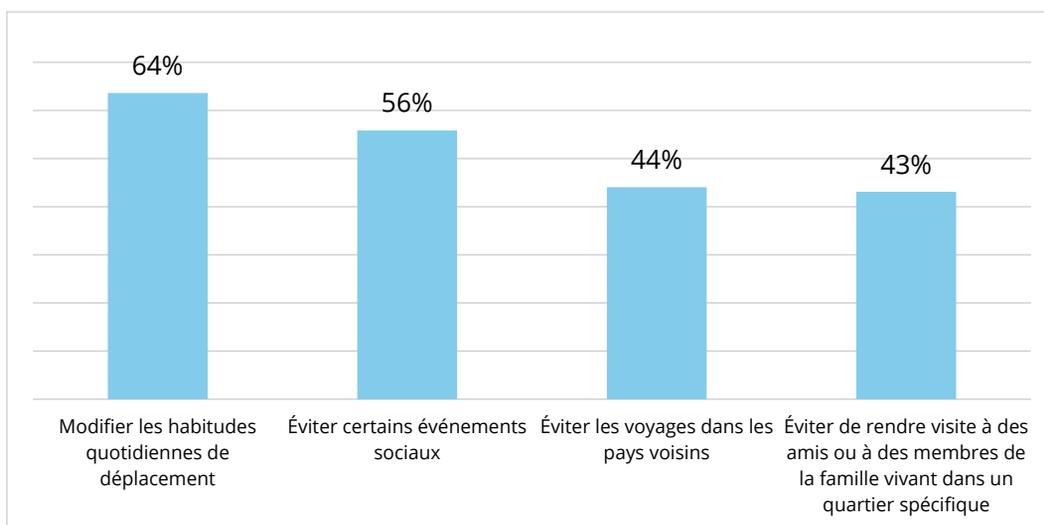


Figure 13. Fréquences illustrant une liberté de circulation contrainte

Environ 64% des personnes de la région des Cascades ont modifié leurs habitudes quotidiennes de déplacement et 56% préfèrent éviter les événements sociaux. De telles contraintes, associées à certains facteurs, précipitent le stress. En sus, d'autres facteurs concourent au maintien de ce stress en établissant des circonstances favorables.

2.2 Les conditions de vie et les relations verticales au centre des facteurs de maintien des malaises psychosociaux

Le développement ci-dessus montre comment la crise sécuritaire et ses ramifications ont précipité le malaise psychosocial des différentes composantes des populations de la région des Cascades. En sus de ces facteurs, d'autres concourent à maintenir les individus affectés dans une situation de troubles mentaux. Il s'agit principalement de la pression sur les moyens de subsistance d'une part et l'altération de la confiance verticale d'autre part.

2.2.1. L'effritement des moyens de subsistance, un frein au bien-être des populations

Au Burkina Faso, l'emprise des groupes armés sur certaines parties du territoire a réduit le potentiel de production du pays. Cette situation est aggravée par les vols de bétails. Les activités agricoles, l'élevage et l'orpillage artisanal se trouvent affectés. Ces trois secteurs figurent pourtant parmi les plus contributeurs au PIB du Burkina Faso. Associé au déplacement interne des populations, la situation sécuritaire a secrété une situation humanitaire alarmante. Selon OCHA, 6,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence en 2024⁵⁵.

55 OCHA, Burkina Faso, rapport de situation, 21 février 2024, <https://reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso/>.

La région des Cascades ne se démarque pas de cette réalité. Pour mesurer les capacités de subsistance des ménages de la région, la présente étude a fait appel aux niveaux de sécurité économique et alimentaire de chacun des ménages enquêtés. La sécurité économique mesure la capacité du ménage à subvenir aux besoins essentiels, à disposer de revenus stables et la capacité du ménage à ne pas avoir recours à une aide financière extérieure pour la satisfaction des nécessités du quotidien. La sécurité alimentaire mesure la capacité du ménage à subvenir aux besoins alimentaires des membres du ménage en termes de quantité et de qualité. Le graphique ci-après en présente les résultats.

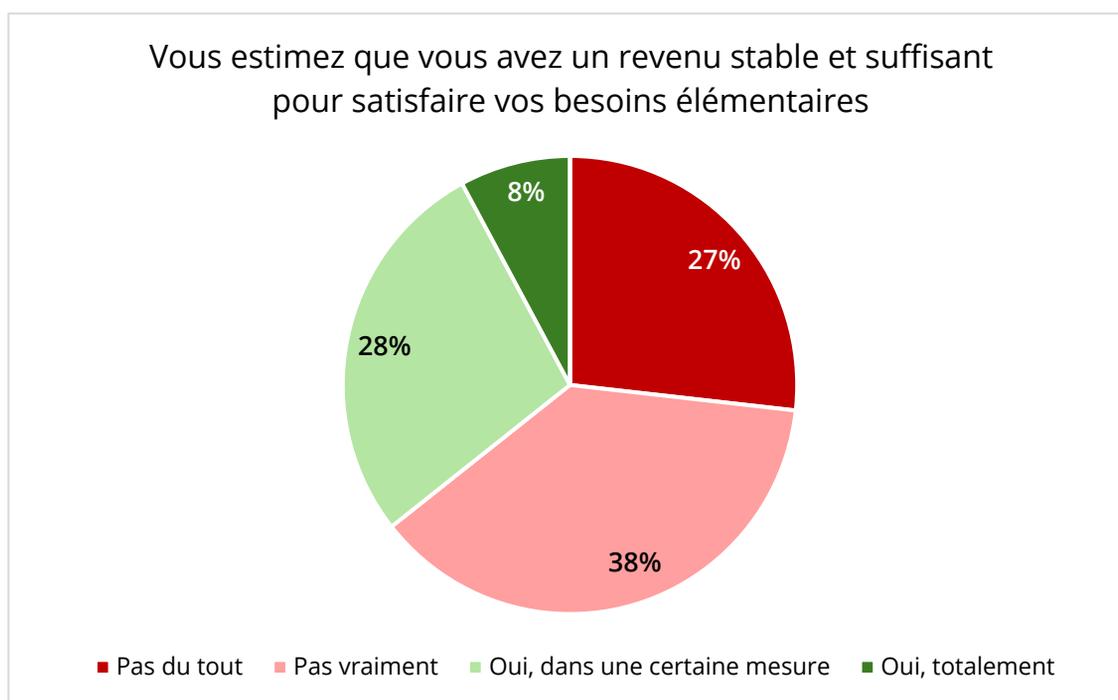


Figure 14. Fréquences associées à la stabilité économique du ménage

Environ 38% des ménages enquêtés affirment n’avoir pas vraiment de revenus stables et suffisants pour satisfaire leurs besoins élémentaires et 27% affirment n’en avoir pas du tout de stables et suffisants. Seulement 8% des ménages consultés en disposent. Si plusieurs facteurs, notamment le niveau de pauvreté du pays, peuvent expliquer cette situation, il n’en demeure pas moins que la crise sécuritaire en a exacerbé, à travers la réduction des opportunités en termes de moyens de production et la crise humanitaire qui en découle.

• Un bien-être pris en otage par l’absence d’opportunité d’emplois

Dans la région des Cascades, les populations pratiquent essentiellement l’agriculture, l’élevage et l’orpaillage artisanal. En outre, la production d’anacarde et les activités de séchage de mangues occupent une place importante. Toutefois, la présence des groupes terroristes dans la région a contribué à dégrader la qualité de la vie des populations. Ceux-ci ont rendu les terres cultivables inaccessibles. Ils ont procédé à la destruction de greniers, aux vols de bétails, de biens et de récoltes. Les sites aurifères sont également, en majorité, sous l’emprise des groupes armés terroristes. « Avant nos enfants allaient chercher l’or, maintenant ils sont tous assis à la maison sans rien faire et c’est frustrant, surtout que le commerce n’apporte plus rien de nos jours⁵⁶ ».

Cette situation a induit une réduction des moyens de production. L’amenuisement des opportunités de recours à des activités alternatives, cumulé à des niveaux de sécurité économique extrêmement faibles, tend à

56 Focus group homogène avec des hommes des communautés hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

faciliter chez les PDI l'adoption de pratiques d'adaptation précaires et non soutenables. Par exemple, un PDI sur trois dit avoir travaillé en échange de nourriture au cours de l'année (contre un sur dix chez les répondants hôtes). Ils sont deux fois plus nombreux à envoyer leurs enfants mineurs travailler pour gagner de l'argent (11% des PDI versus 4% des répondants hôtes) et enfin ils sont également deux fois plus nombreux à avoir dû effectuer des activités risquées pour gagner de l'argent (21% des PDI versus 10% des répondants hôtes). Il en résulte que la situation est plus préoccupante chez les PDI. Elle s'explique par le fait que celles-ci ont rejoint les zones d'accueil, spoliés de leurs biens, de leurs cheptels etc. Confrontées à la faiblesse des opportunités d'emplois dans les Cascades, les PDI ont vu leur qualité, déjà précaire, se dégrader davantage.

« Le chômage constitue une source d'inquiétude ici. Nous avons l'impression que tous les petits emplois qui sont censés nous être accessibles, sont déjà saturés »⁵⁷.

L'état de bien-être des jeunes et femmes affectés par la crise sécuritaire dans la région des Cascades confirme en effet la thèse selon laquelle le chômage et le non-emploi sont susceptibles de causer beaucoup de perturbations psychologiques chez les individus. Marie Carmen Plante estime par exemple que plus le chômage dure, plus il peut provoquer des troubles profonds sur les différents aspects de la santé mentale des jeunes⁵⁸.

• **Le déficit alimentaire, essence du malaise psychosocial**

La région des Cascades figure parmi les principales zones de production du Burkina Faso. Pour la saison 2022-2023, elle a cultivé au total 348 742 tonnes de céréales⁵⁹. Les principales productions supplémentaires sont le maïs (239 476 tonnes), le mil (5 922 tonnes), le riz (62 956 tonnes), le sorgho (39 977 tonnes), le sésame (17 027 tonnes), l'arachide (52 648 tonnes), le niébé (33 739 tonnes), l'igname et les patates (25 923 tonnes)⁶⁰. La capacité de la région, associée à l'importation de certains produits de la capitale ou de la Côte d'Ivoire, permet en principe de supporter le besoin en alimentation nonobstant la pression démographique inhérente au déplacement forcé de la population. Cependant, le faible pouvoir d'achat des personnes déplacées internes induit un déficit alimentaire en leur sein ; lequel affecte considérablement le bien-être de celles-ci. En effet, en période de soudure⁶¹, le prix des céréales de base se situait à un niveau moyen de 304 francs CFA le kilogramme⁶². Le sac de 100 kg des céréales de base (maïs blanc) s'établissait à environ 30 400 francs CFA. Ce tarif demeure inaccessible pour plusieurs familles déplacées internes dont les responsables sont, pour beaucoup, au chômage. En effet, en moyenne, un répondant sur deux estime que le ménage n'est pas capable de fournir assez de nourriture à ses membres. Deux répondants sur trois ne disposent pas d'un revenu suffisamment stable pour satisfaire les besoins élémentaires du ménage et un peu moins d'un individu sur deux estiment ne pas avoir assez d'argent pour acheter à manger. Les niveaux de sécurité alimentaire et économique moyens au sein de l'échantillon sont donc alarmants et ils « s'alignent » aux niveaux observés dans les autres localités de la région indiquant donc une dynamique générale et transfrontalière d'insécurité économique et alimentaire⁶³.

Ce déficit aurait pu être couvert par les interventions humanitaires. Cependant, dans la région des Cascades, la réponse humanitaire n'est pas assez développée. Outre l'Etat, à travers les services de l'action humanitaire, quelques organisations telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'ONG Acted, la Croix-Rouge et le Comité international pour

57 Focus group homogène avec des hommes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

58 Carmen Plante, Marie, 1984, la santé mentale des jeunes et le chômage, Santé mentale au Québec, vol 9 numéro 2, 17-25, <https://doi.org/10.7202/030234ar>.

59 Institut national des statistiques et de la démographie (INSD), 2023, Annuaire statistique de la région des Cascades, p.146.

60 Institut national des statistiques et de la démographie (INSD), 2023, Annuaire statistique de la région des Cascades, p. 146 à 152.

61 Au Burkina Faso, la période de soudure se situe juste avant les premières récoltes de la saison. Il s'agit généralement du mois d'août.

62 <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/bulletin-conjoint-dinformation-de-suivi-des-marches-au-burkina-faso-aout-2023>.

63 Voir les données pour les autres pays de la région.

l'aide d'urgence et le développement (CIAUD) Canada y interviennent⁶⁴. Les contributions restent néanmoins faibles au regard des besoins pluriels inhérents au déplacement forcé des populations. Cette situation a occasionné une insécurité alimentaire dans plusieurs familles de PDI. Elle provoque un stress permanent chez les responsables de familles, en majorité des femmes. Si au niveau des communautés hôtes, les familles sont pour la plupart entières, il en est autrement au niveau des PDI et des familles des initiatives locales de sécurité. Il est constaté qu'il y a plusieurs familles monoparentales au sein des deux dernières catégories. Cette responsabilité familiale, associée au chômage et au déficit alimentaire, accroît le stress et expose les intéressés à un mal-être profond. A Banfora, une veuve déplacée interne et mère de deux enfants dit : « *En plus de souffrir de l'absence de mon mari, il me faut trouver les moyens de nourrir les deux enfants. Les pensées me rendent malade. Mes jambes sont lourdes et je souffre d'ulcère* ». Cette situation est vécue également par les communautés hôtes qui accueillent les personnes déplacées internes. Un participant de Niangoloko a ainsi reconnu le déficit en ces termes : « *nous manquons de tout : plus de maisons, plus de terres cultivables, plus rien, on a tous perdu. Nous ne recevons pas d'aides pour le moment. Certaines personnes généreuses nous ont accueilli dans leur famille et nous nourrissent, mais pour combien de temps ?* »⁶⁵. Ces derniers propos, en plus de montrer le niveau du risque d'insécurité alimentaire sur le mal-être dans les familles hôtes, traduisent également la place du logement dans le bien-être des populations affectées par la crise sécuritaire.

• **La crise de logement : facteur exacerbant l'inconfort individuel et collectif des PDI**

Dans la région des Cascades, le gouvernement a pris l'option de n'installer aucun site d'accueil des PDI, faisant ainsi recours au dispositif préexistant de protection, en l'occurrence les services sociaux et les familles d'accueil⁶⁶. Si celle-ci semble stratégique pour les autorités, il n'en demeure pas moins qu'elle agit directement sur le bien-être des personnes affectées par la crise sécuritaire, les PDI en l'occurrence. En effet, la pression démographique décuple les besoins de logement. Juste après l'arrivée des premières PDI, les familles d'accueil dont la vocation⁶⁷ a été modifiée pour la circonstance ont vite montré leurs limites. Les PDI ont dû faire recours à la formule de baux avec les propriétaires autochtones. Des maisons construites avec des matériaux non définitifs occupent une grande place des offres de logements pour ces personnes. Si cette alternative montre une certaine solidarité entre communautés⁶⁸, il n'en demeure pas moins que l'absence d'emplois⁶⁹ et la perte des biens⁷⁰ ne permettent pas aux PDI d'honorer convenablement les loyers. Les populations déplacées, en quête d'abris, vivent dans le tourment de payer le loyer de maison cédée par les hôtes. Ces difficultés et incertitudes contribuent à maintenir, voire accroître, le niveau de stress et d'anxiété de ces personnes. Le chef d'une famille déplacée se confiait : « *à l'approche de chaque fin du mois, j'ai des palpitations car je ne sais pas comment honorer mon loyer. J'ai été contraint de déménager trois fois par défaut de paiement. Cette situation m'angoisse quasiment au quotidien* »⁷¹.

En sus des problèmes de logement, l'insuffisance des ouvrages hydriques et d'assainissement sont à l'origine d'angoisse également. Plusieurs maisons louées par les déplacés internes dans les « quartiers non-lotés »⁷² des centres urbains d'accueil ne disposent pas de toilettes. Ces derniers sont obligés soit d'utiliser les toilettes des

64 Interpeace, Etude de base du projet Laafia Weltaré : renforcement du bien-être psychosocial des personnes affectées par la crise sécuritaire pour la résilience et une paix durable au Burkina Faso, réalisée par le cabinet NAZAN, 2023.

65 Focus group homogène de PDI à Niangoloko, octobre 2023.

66 Entretien avec un travailleur social basé à Banfora, octobre 2023.

67 Les familles d'accueil constituent un dispositif communautaire de protection des enfants soutenu par l'Etat. Elles visent à abriter les enfants en situation de mobilité non protégée notamment.

68 Voir infra, page 59.

69 Voir supra, page 42 et 43.

70 Voir supra, page 25.

71 Focus group homogène hommes à Banfora, octobre 2023. Voir supra, page 24.

72 Il s'agit des quartiers précaires non viabilisés, constitués essentiellement des maisons construites avec des matériaux non définitifs (en banco).

voisins, soit de recourir aux espaces publics pour leurs besoins. Cette situation provoque un inconfort préjudiciable au bien-être desdites populations. Ce mal-être est, dans certains cas, exacerbé par de nombreuses maladies diarrhéiques et d'un nombre très élevé de cas de paludisme dans les villes d'accueil. Cette situation appelle à une action de prise en charge multidimensionnelle de la part de l'Etat et de ses partenaires. Cependant, la perception d'une faible réponse de l'Etat altère la confiance verticale entre les populations et celui-ci et affecte, par ricochet, le bien-être des individus.

2.2.2. De l'altération de la confiance verticale au désespoir

Selon Confucius⁷³, « ... la confiance engendre l'espoir. L'espoir engendre la paix ». Cette assertion trouve toute sa pertinence dans le contexte du Burkina Faso, et dans la région des Cascades en particulier, où les personnes affectées par la crise sécuritaire attendent des réponses de l'Etat. Leur vulnérabilité se trouve affectée, pour certains, par les engagements non tenus des services étatiques et, pour d'autres, par la crainte de la réprobation des forces étatiques.

• *Le sentiment d'abandon par l'Etat au centre du désespoir*

A la suite des consultations, environ 90% des participants ont réaffirmé leur confiance aux autorités de la Transition⁷⁴. Toutefois, certaines couches socio-professionnelles, tout en gardant confiance en l'Etat, manifestent à son égard quelques griefs, de nature à provoquer et à entretenir un désespoir, préjudiciable au bien-être psychosocial. Il en est ainsi des enseignants et des PDI.

En effet, les enseignants consultés affirment avoir reçu des instructions fermes de rejoindre leurs postes, notwithstanding la présence suspectée des groupes armés terroristes, et ce sans aucun accompagnement sécuritaire et sans aucune forme de soutien. Ils voient cette situation comme un abandon de l'Etat. Un directeur d'un collège d'enseignement général exprime ce malaise en ces termes : « ... nous nous sentons abandonnés par nos supérieurs, par l'Administration. A un moment donné, moi-même je me suis senti abandonné. Mais, en tant que premier responsable de l'établissement, je me dois d'être fort. J'ai beaucoup encaissé »⁷⁵. Ce sentiment d'abandon par l'Etat aggrave insidieusement le bien-être des personnes et entretient un désespoir relativement aux perspectives. Cette situation n'est pas singulièrement rattachée au corps enseignant. Elle est vécue également par les personnes déplacées internes.

Pour cette dernière catégorie, les besoins pluriels provoqués par la crise sécuritaire aboutissent à de fortes attentes à l'égard des personnes qui incarnent l'autorité de l'Etat. Celles-ci portent en elles des germes de désespoir aussi longtemps qu'elles ne sont pas satisfaites. « Nous avons reçu la visite du ministre en charge de l'action humanitaire. Des promesses de soutien ont été formulées à l'occasion. Mais, depuis six mois, nous sommes sans réponses. Nous avons été abandonnés à notre sort. Nous ne savons plus vers qui nous diriger. L'Action sociale fait de son mieux. Elle ne peut cependant pas faire tout, toute seule »⁷⁶, affirme une participante aux consultations.

Cette pluralité de besoins face aux moyens limités de l'Etat provoque des attentes non comblées dont l'accumulation alimente un désespoir au sein des PDI par rapport aux réponses à leurs préoccupations. Celles-ci sont par ailleurs exacerbées par la crainte de réprobation des Forces de défense et de sécurité ou de leurs supplétifs.

73 De son vrai nom Kong Qiu, Confucius (nom latinisé) est un philosophe chinois (551 avant Jésus Christ à 479 avant Jésus Christ).

74 Les questions ont concerné la période de septembre 2022 à octobre 2023.

75 Entretien individuel réalisé avec un enseignant, à Niangoloko, octobre 2023.

76 Focus group homogène avec les femmes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

• **Le bien-être à l'épreuve de la perception des populations à l'égard des forces combattantes**

La crise sécuritaire a provoqué une forte stigmatisation et des représailles à l'endroit des communautés peuhles dans la région des Cascades. En effet, la particularité de cette région réside dans la forte crise communautaire subséquente à l'avènement du terrorisme. Les membres des communautés peuhles y ont été systématiquement indexés comme étant à l'origine du phénomène. « *Au-delà d'une certaine distance de la ville, tout membre des communautés peuhles s'expose à l'agression des VDP ou de certains membres des communautés hôtes* »⁷⁷. Ces personnes clament leur innocence et voient leur confiance en l'Etat s'effriter progressivement en raison du manque de protection juridique et social face au sentiment d'injustice assez prégnant à leur égard. Un leader peuhl affirmait ainsi : « *je passe tout mon temps à travailler pour libérer mes parents accusés injustement et mis en détention provisoire. C'est à croire que nous ne sommes plus des citoyens burkinabè. Pouvez-vous imaginer le choc moral que nous subissons en cette période, surtout dans cette partie du Burkina Faso* » ?⁷⁸. Les peuhls, contraints de quitter la région des Cascades, vivent, pour la plupart d'entre eux, un triple stress : le déplacement forcé, la perte des biens et le sentiment de délaissement de l'Etat. Cette dernière dimension est encore plus profonde dans le contexte des Cascades. Les communautés victimes, en plus de développer un sentiment d'abandon de l'Etat, affirment avoir l'impression qu'elles sont persécutées soit par les FDS, soit par la chaîne pénale. Cette situation altère la confiance de ces citoyens à l'égard de l'Etat. Ces personnes perdent par conséquent l'espoir d'une alternative meilleure. Ce pessimisme entretient le mal-être des populations. « *Chaque jour, je reçois plusieurs de mes parents suspectés ou accusés alors qu'ils sont innocents. Si ceux qui sont censés les protéger les persécutent, alors, ils ne peuvent aller bien. Nous sommes doublement angoissés* »⁷⁹, reconnaît un leader communautaire qui s'est engagé à apporter, à travers son association, un soutien aux communautés stigmatisées. Si de telles initiatives émergent, il faut se poser la question des recours qui s'offrent aux personnes affectées par la crise sécuritaire dans le cadre de la prise en charge psychosociale.

3. Quid des recours qui s'offrent aux personnes souffrantes ?

Les manifestations de mal-être psychosocial constatées ne font pas systématiquement l'objet de recours vers des services de prise en charge. Il ressort cependant des consultations que trois pistes s'offrent aux personnes souffrantes de malaises ou troubles psychosociaux : le recours aux aînés (1) ; les ressorts religieux et culturels (2) ; les mécanismes institutionnels (3) de prise en charge de santé mentale et soutien psychosocial.

3.1 Le recours aux aînés

Face aux problèmes de nature personnelle, les individus ont toujours tendance à se confier aux proches de confiance. Il peut s'agir des confidences exprimées dans le cadre de l'amitié ou de la parenté. Pour le cas spécifique des personnes affectées par la crise sécuritaire dans la région des Cascades, il ressort des consultations que le premier recours qui s'offre à ces personnes est celui vers les aînés. Les femmes sont les plus nombreuses à avoir à utiliser une telle pratique qui leur permet de trouver de réconfort.

77 Entretien individuel réalisé à Banfora, juin 2023.

78 Entretien individuel réalisé avec un leader peuhl, Bobo Dioulasso, juin 2023.

79 Entretien individuel, Bobo Dioulasso, juin 2023.

« J'ai beaucoup souffert de la perte de mon mari dans ce conflit. J'ai pu trouver réconfort auprès de ma sœur aînée qui est par ailleurs ma confidente. C'est à elle que j'explique tous mes problèmes, la souffrance interne que je vis. Elle m'écoute attentivement et me prodigue des conseils. Après chaque séance de confidences, j'arrive à retrouver la paix du cœur »⁸⁰.

Ce type de recours de nature familiale est moins développé chez les hommes. Il demeure un outil de thérapie familiale très répandu dans la région des Cascades. Plusieurs femmes souffrantes de dépression, de stress, de mélancolie aigüe, reconnaissent y avoir recours. Les femmes âgées sont reconnues dépositrice de pouvoirs naturels de consolatrice. Elles sont également réputées discrètes et digne de confiance. Dans un contexte d'érosion de la confiance interpersonnelle du fait des suspicions, le recours aux aînés s'avère être l'une des pratiques sociales les mieux adaptées de traitement interne des problèmes psychosociaux. « Le soutien familial à travers les conseils et l'accompagnement des personnes âgées aide beaucoup dans les cas de crise de dépression ou de panique ⁸¹». Il peut servir également de piste pour renforcer le dialogue intergénérationnel. Après le recours aux aînés, la foi et les pratiques culturelles se présentent comme plausibles aux yeux des personnes souffrantes de mal-être psychosocial.

3.2 Les ressorts religieux et culturels : refuges des personnes affectées par la crise sécuritaire

A l'image du Burkina Faso, la région des Cascades rassemble trois principales religions : l'islam (81,5% de la population), le christianisme (7,8% de la population) et l'animisme (8,5% de la population)⁸². Si ces statistiques ne prennent pas en considération les personnes déplacées dans la région, après le recensement général des populations en 2019, il n'en demeure pas moins que la configuration n'a pas évolué sensiblement au moment de la collecte des données. Les consultations ont permis d'observer que la foi constitue un véritable facteur de résilience des personnes affectées par la crise sécuritaire. Toutes les personnes consultées ont reconnu que la foi en Dieu est le principal support qui leur permet d'accepter les événements et de trouver la paix du cœur. Trois croyances permettent aux personnes souffrantes d'être résilientes : la croyance que toute situation est une épreuve de Dieu (1) ; la foi que seule la prière peut permettre de surmonter les épreuves (2). Parallèlement, d'autres personnes souffrantes ont recours au fétichisme et aux tradipraticiens (3). Au-delà de la foi, « la pudeur » attachée à certaines cultures forge une résistance à l'expression des signes de mal-être (4).

3.2.1. La foi comme moyen de résilience psychosociale

Suivant une approche historiciste, l'interprétation des troubles mentaux est tiraillée entre le religieux et la pensée rationnelle médicale : maladie mentale, médecine et religion se retrouvent tantôt en alliance, tantôt en conflit⁸³. Une constante demeure. Caroline Werbrouck estime que 50% des patients s'appuient activement sur la religion pour faire face à leur pathologie⁸⁴. Les consultations menées dans la région des Cascades font émerger la place centrale de la foi comme facteur de résilience psychosociale.

80 Focus group homogène des PDI femmes, Banfora, octobre 2023.

81 Focus group homogène des PDI femmes, Banfora, octobre 2023.

82 INSD, Annuaire statistique 2022 de la région des Cascades, publié en décembre 2023.

83 Werbrouck, Caroline, 2010, Intelligence de la foi et accompagnement spirituel en psychiatrie : une rencontre improbable ? In : *Intelligence de la foi et engagement social*, p 15- 28, Bruxelles : Presses universitaires Saint-Louis, Bruxelles.

84 Idem.

« Nous nous demandons souvent pourquoi c'est à nous que cela arrive. Mais on s'en remet toujours à Dieu. Tout malheur qui nous arrive est une épreuve de Dieu »⁸⁵.

Cette assertion d'un responsable parmi les PDI traduit l'esprit général qui prévaut chez les personnes souffrant psychologiquement et émotionnellement de la crise sécuritaire dans la région des Cascades. Dans cette zone de collecte des données, l'idée centrale consiste à croire que « les événements traumatisants sont l'œuvre de Dieu ». Cette conception, en dépit de son ressort spirituel, facilite l'acceptation de ceux-ci et atténue par conséquent les effets y relatifs. Suivant une approche quantitative, environ sept personnes sur dix ont affirmé avoir développé leur résilience grâce à la foi. « C'est une œuvre de Dieu, notre créateur. Il saura également nous sortir de cette épreuve, au moment opportun⁸⁶ », reconnaît une veuve déplacée interne. La foi religieuse s'avère être un réconfort moral pour les personnes affectées à ces périodes difficiles, comme le confirme un leader religieux des personnes déplacées : « Pour nous, la religion reste le seul grand moyen pour garder espoir d'un meilleur lendemain »⁸⁷. Les différentes confessions religieuses (l'animisme, l'islam et le christianisme) ont été des cadres pour comprendre les épreuves, trouver un sens à la souffrance et cultiver l'espoir en dépit des circonstances difficiles. Cette conception spirituelle des facteurs déclencheurs du mal-être psychosocial, en plus de renforcer la résilience des personnes affectées par la crise sécuritaire, oriente les recours vers la prière.

3.2.2. La prière comme rempart des personnes souffrant de mal-être psychosocial

Outre les services de soutien psychosocial et psychiatriques, les familles ont tendance à recourir aux « prières de délivrance » pour les personnes atteintes de troubles mentaux. Pour le cas spécifique de la région des Cascades, le malaise vécu par les PDI, les membres des communautés hôtes, les initiatives locales de sécurité ou encore les corps enseignants sont généralement perçus ou ressentis dans l'intimité. Les cas de pathologie avérée ne sont pas expressément rapportés. Des consultations, il ressort que les personnes souffrantes ont soit recours à la prière individuelle, soit à l'intercession de leaders religieux.

« De plus en plus, je reçois des coreligionnaires déprimés ou en stress du fait de la situation actuelle du pays. Le plus souvent, je leur recommande des versets coraniques à réciter régulièrement à l'effet d'apaiser leur cœur »⁸⁸.

Au-delà des consultations de leaders religieux, les lieux de culte et les leaders religieux ont contribué, à travers des prières et des séances de thérapie individuelle et collective aux fins d'apporter un soutien psychosocial des PDI. Selon, l'un des leaders religieux, l'objectif est de permettre aux personnes manifestant des troubles émotionnels ou toute forme de détresse, après avoir été exposées à des événements traumatiques, de trouver des ressources spirituelles nécessaires pour soutenir leur résilience.

3.2.3. Le recours au fétichisme et aux pratiques traditionnelles

Tout comme la science, les communautés burkinabè s'accordent sur le fait que toute personne exposée à un événement au cours duquel elle a perdu un être cher ou a vu un proche être gravement atteint dans son intégrité physique s'expose à des troubles psychologiques et/ou somatiques. Localement, l'expression qui traduit littéralement cette réalité est la suivante : « l'âme de l'individu a quitté son corps ». C'est pourquoi, des pratiques traditionnelles sont généralement réalisées pour guérir l'individu. Ces pratiques visent surtout à apporter un soutien psychosocial aux personnes qui subissent des traumatismes, après des événements tragiques ou en temps de deuil. La forme de telles pratiques varie d'une communauté à une autre. Il peut s'agir d'une théra-

85 Focus group homogène avec des hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

86 Focus group homogène avec des hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

87 Focus group homogène avec des hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

88 Entretien individuel avec un Maître coranique à Banfora, octobre 2023.

pie de famille, des rituels ou encore des décoctions. La région des Cascades ne se démarque pas de telles pratiques. Celles-ci existent dans toutes les communautés. La particularité de la région réside surtout dans les pouvoirs surnaturels des initiatives locales de sécurité, les Dozos en l'occurrence. Un guérisseur traditionnel Dozo évoquait ainsi les pouvoirs en leur possession, en ces termes : « *Nous sommes aujourd'hui un pilier fort pour le soutien psychologique, la cohésion sociale et un bouclier de protection pour nos communautés* »⁸⁹. Il le confirme en ces termes : « *Sur le volet surnaturel, nous faisons des rites et administrons des produits traditionnels aux personnes souffrantes afin d'apaiser leurs cœurs et de guérir leur mal-être* »⁹⁰.

3.2.4. La pudeur, facteur frénateur des manifestations du mal-être

Selon les données quantitatives, les PDI constituent la composante sociale qui a le score le plus faible, en termes de bien-être. Elles sont constituées en majorité de mossis et de peulhs venant des régions du Sahel, du Nord et du Centre-Nord.

Des consultations, il ressort que des membres de certaines communautés, nonobstant les évènements traumatiques qu'elles ont vécus, n'affichent, ni verbalisent aucun indice de mal-être psychosocial. L'analyse de cette forme de résistance, constatée au sein d'une seule et même communauté, a permis de comprendre que la conception de la pudeur est un support essentiel dans le cadre de la résilience psychosociale.

« J'ai perdu mon mari et mes enfants. Mais, je ne pleure pas, je ne manifeste pas de mélancolie parce que chez nous, il n'est pas admis de manifester publiquement sa vulnérabilité »,⁹¹ affirme une veuve déplacée interne.

Cette forme de résilience, si elle a le mérite de ne pas affecter les relations humaines, n'en est véritablement pas une. En effet, la non-expression des signes de mal-être ou de troubles psychologiques n'est pas, en l'espèce, synonyme de bien-être psycho-social. Les personnes concernées demeurent souffrantes intérieurement. Ce qui peut provoquer l'isolement ou une dépression insidieuse. Cette éventualité peut tout de même être nuancée dans la mesure où la vulnérabilité psychologique dépend d'un individu à un autre. C'est dans ce contexte que les mécanismes institutionnels de prise en charge psycho-sociale trouvent toute leur pertinence, surtout, dans le cadre du diagnostic.

3.3 Les mécanismes institutionnels de prise en charge psychosociale

Le gouvernement burkinabè a érigé, au rang des priorités, la prise en charge psychosociale des personnes affectées par le terrorisme dans le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD). Il est prévu dans cette politique la prise en charge psychosociale des FDS blessées en opération et leurs familles, ainsi que les familles des FDS portées disparues ; le personnel de l'Administration du territoire victime d'actes de terrorisme ; les PDI et les victimes de catastrophes⁹².

Si cette orientation politique s'est traduite par la mise en place de dispositifs spécifiques de prise en charge psychosociale dans les corps des FDS (1), il reste qu'au niveau déconcentré, aucune réforme n'a été entreprise pour améliorer l'offre de services en la matière : les services sociaux et les services psychiatriques sont chargés, au-delà de leurs charges quotidiennes, de couvrir les besoins psychosociaux des personnes affectées par la crise sécuritaire (2).

89 Focus group homogène avec les Dozos de la communauté hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

90 Focus group homogène avec les Dozos de la communauté hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

91 Focus group homogène avec les femmes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

92 Burkina Faso, 2023, Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD), pages 31 – 33.

3.3.1. L'introduction d'un système de prise en charge psychosociale des FDS et de leurs familles

Depuis l'avènement du terrorisme et ses corollaires au Burkina Faso, les FDS et leurs suppléants sont les personnes les plus affectées. La crise a fait environ 1200 victimes parmi elles et plusieurs centaines de blessés physiques et psychiques⁹³. Au-delà des personnes des FDS, leurs familles sont affectées émotionnellement soit en raison de la perte des leurs, soit à cause des blessures subies par ceux-ci. Face à cette situation, des initiatives ont été développées au sein des FDS pour la santé mentale et le soutien psychosocial des agents déployés sur le terrain et ceux blessés en opération. Ces initiatives sont de trois ordres :

• *Le dispositif de « pairs aidants »*

Ce dispositif est mis en place au sein de la Gendarmerie nationale du Burkina Faso et déployé progressivement dans les unités des autres corps des FDS. Il a consisté à identifier d'abord, parmi les agents de terrain, des personnes qui présentent des aptitudes de soutien et d'accompagnement de leurs collègues. Celles-ci sont ensuite encadrées sur les approches de premiers secours psychologiques. Elles sont enfin déployées dans les différentes équipes aux fins de leur permettre d'assurer les premiers soutiens psychosociaux avant les référencements, s'il y a lieu. Les pairs aidants sont donc chargés d'apporter le soutien psychosocial et les premiers secours.

• *Le renforcement de l'expertise interne de soutien psychosocial et en santé mentale*

A partir de 2017 et suivant les besoins de prise en charge psychologique, l'Etat burkinabè procède systématiquement au recrutement de psychologues et les affecte dans les administrations en ayant exprimé le besoin. En 2023 par exemple, le ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale a procédé au recrutement de 30 psychologues cliniciens au profit des différentes administrations demandeuses⁹⁴. Par ailleurs, dans le cadre des recrutements des cadres de la police nationale ou des officiers de l'armée, une proportion est toujours réservée aux psychologues, en réponse aux besoins de prise en charge psychosociale des agents déployés sur le terrain de la lutte contre le terrorisme. D'autres hauts fonctionnaires, déjà en service, sont répartis en stage de perfectionnement à l'effet d'améliorer leurs compétences en matière de prise en charge psychosociale de leurs collègues souffrant de troubles psychiques.

En outre, le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité organise périodiquement des séances de formation à l'endroit des médecins des unités des FDS et les attachés de santé sur les approches de soutien psychosocial et de santé mentale adaptées aux personnels des armées et de la police⁹⁵.

Par ailleurs, il a été mis en place, auprès de la Présidence du Burkina Faso, une agence de soutien aux veuves et orphelins et victimes de la guerre (ASVOVIG), dont le rôle est de canaliser et de fédérer les actions et initiatives en faveur des blessés, veuves et orphelins. Celle-ci vient notamment en soutien à l'Aumônerie de l'armée et au Service de santé de l'armée qui sont chargés de la prise en charge psychosociale des blessés en opération, des veuves et orphelins des soldats tombés au cours de la sécurisation du territoire national.

Si des efforts sont menés au niveau central relativement à la prise en charge psychosociale des membres des FDS blessés en opération et leurs familles, il reste qu'au niveau local, particulièrement dans la région des Cascades, de telles initiatives n'ont pas cours. Dans cette partie du Burkina Faso, le soutien psychosocial et la

93 Entretien réalisé avec un officier de l'Armée, Ouagadougou, juillet 2023.

94 Voir dans le site de recrutement de l'Etat : www.concours.gov.bf.

95 Entretien réalisé avec un cadre du Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité, février 2024.

santé mentale des personnes affectées par la crise sécuritaire sont portés par les services traditionnels ayant compétences en la matière.

3.3.2. Une architecture institutionnelle réorganisée pour porter de nouveaux enjeux de santé mentale et de soutien psychosocial

L'avènement du terrorisme a exacerbé les conflits dans la région et a occasionné des déplacements internes, associé à l'arrivée de populations venues d'autres régions. Si la région ne dispose pas de centre d'accueil et de prise en charge des membres des FDS blessés en opération, il n'en demeure pas moins que les PDI et les communautés hôtes manifestent également des malaises psychiques. Cependant, trois principaux services de l'Etat, appuyés par des ONG, offrent des services de soutien psychosocial et de santé mentale dans la région : les services de santé ; les services sociaux généraux et les services sociaux de l'établissement pénitentiaire.

• L'offre des services de santé

Dans la région des Cascades, le système de santé a la même architecture organisationnelle que celle des autres régions. La région dispose d'un Centre hospitalier universitaire implanté dans le chef-lieu de la région. C'est le seul centre de santé qui héberge un service psychiatrique. En matière de santé mentale, les services de santé agissent sur trois dimensions. Ils participent d'abord aux activités promotionnelles, à travers la vulgarisation des bonnes pratiques, les sensibilisations. Ensuite, ils contribuent aux activités de prévention des situations de crise. Pour ce faire, le service psychiatrique travaille en étroite collaboration avec les services sociaux de la région des Cascades. Enfin, les services de santé interviennent, suivant leur vocation, dans la dimension curative. A cet effet, ils procèdent à des prises en charge psychiatriques ou psychologiques.

Lors des consultations, les participants ont admis dans leur majorité avoir recours aux services de santé particulièrement pour les soins des maladies somatiques et psychosomatiques. Pour les troubles psychiques, surtout pour les potentiels cas de stress, plusieurs participants avouent n'avoir ni recours, ni constaté des recours aux services psychiatriques, sauf pour les cas de folies objectivement constatées. Ce déficit s'explique pour certains par les coûts élevés des services de santé et pour d'autres par la mauvaise perception attachée aux problèmes de troubles mentaux.

• De l'offre des services sociaux à l'action humanitaire

Dans la forme, la dénomination des services de l'action sociale a connu une mutation pour prendre en considération les effets humanitaires de la crise sécuritaire. Il s'est agi, depuis la réorganisation du département ministériel en charge de l'action sociale, de la prise en considération de la protection et la promotion des personnes déplacées internes et autres personnes affectées par le terrorisme et les conflits communautaires. Pour ce faire, les services déconcentrés en charge de l'action humanitaire organisent la réinsertion des personnes déplacées internes dans leurs zones d'origine ou d'accueil et la coordination de la prise en charge intégrée des PDI et autres personnes affectées par la crise sécuritaire⁹⁶.

Pour mettre en application ces orientations politiques dans la région des Cascades, l'option a été prise de surseoir à l'érection d'un site d'accueil des PDI à proprement dite. L'option des familles d'accueil et celle de la libre installation ont été retenues. Un registre des PDI a été établi. Les services sociaux offrent aux PDI et autres personnes affectées par la crise sécuritaire le soutien psychosocial ainsi que les moyens de subsistance

96 Décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 2 décembre 2022 portant attributions des membres du gouvernement.

(alimentaires, santé et kits de dignité). Ils sont appuyés, dans la région des Cascades, par les ONG et agences onusiennes.

L'ensemble des personnes affectées par la crise sécuritaire, consultées dans le cadre de la présente étude, ont affirmé avoir recours aux services sociaux. Elles reconnaissent cependant que les besoins excèdent les capacités desdits services.

CHAPITRE 2 : UN VIVRE ENSEMBLE AUX ALLURES D'UNE MARCHÉ SUR DES ŒUFS

Les nombreuses menaces et attaques des groupes armés terroristes ainsi que les conflits communautaires à travers le pays ont porté un coup sur tous les secteurs de la vie des communautés, fragilisant ainsi la cohésion sociale. Dans la région des Cascades, les consultations ont permis de relever que nonobstant la reconfiguration sociale, du fait du déplacement forcé des populations, il est constaté un vivre ensemble harmonieux. Toutefois, certains indicateurs, s'ils ne sont pas jugulés, sont de nature à affecter cette cohabitation pacifique.

1. Du constat d'un vivre ensemble harmonieux...

Trois indicateurs ont été agrégés pour illustrer le niveau de cohésion sociale. La conception « traditionnelle » de la cohésion sociale s'appuie sur deux types de dimensions : les relations entre les individus et leurs institutions montrant le degré d'intégration verticale tandis que les relations intragroupes et intergroupes dévoilant l'intégration horizontale. Ici, le concept de cohésion sociale doit être entendu comme l'état plus ou moins harmonieux des relations intergroupes au sein d'une localité. En d'autres termes, l'accent est principalement mis sur la nature des interactions entre les différents groupes sociaux plutôt que sur la relation des individus avec leurs institutions. Le graphique ci-après montre le « SCORE » des relations intergroupes dans la région des Cascades.

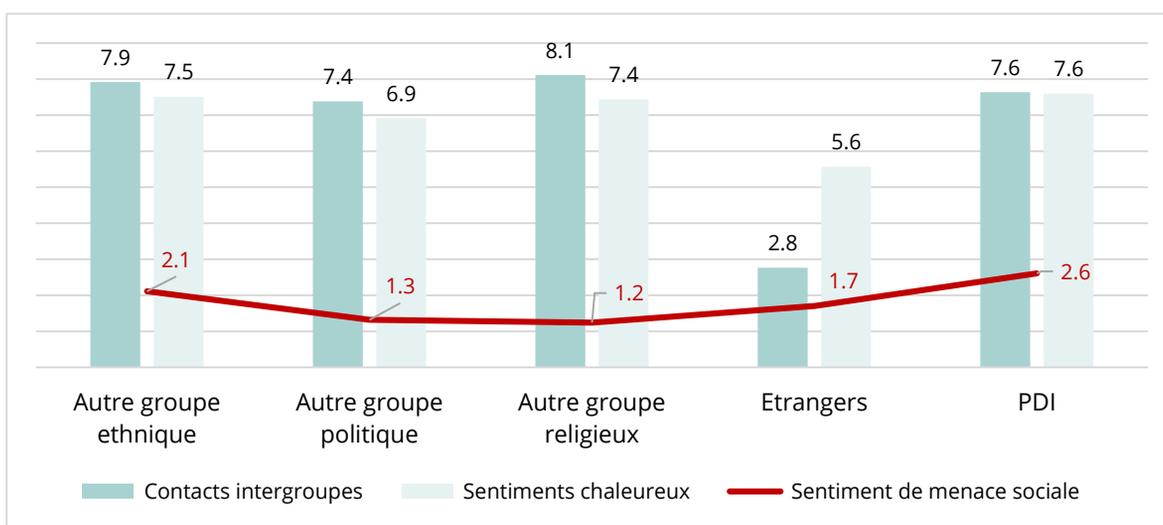


Figure 15. Scores relatifs aux relations intergroupes

De l'analyse du graphique ci-dessus, le niveau de contacts intergroupes et sentiment chaleureux dans la région est assez élevé et le niveau de sentiment de menace sociale est faible. Cette situation montre que le niveau de cohésion sociale est très appréciable. Ces données quantitatives sont corroborées par l'approche qualitative. En effet, il est ressorti des différentes consultations que, nonobstant les conflits communautaires et l'avènement du terrorisme, le vivre-ensemble demeure harmonieux dans la région des Cascades. Cette situation est soutenue par certaines valeurs des communautés telles que l'hospitalité et la solidarité.

1.1 L'hospitalité et la cohabitation : les ressorts du vivre-ensemble dans la région des Cascades

Depuis le début de la crise sécuritaire au Burkina Faso, la région des Cascades est particulièrement l'une des régions qui accueille, dans un premier temps, les PDI venant des zones à fort défi sécuritaire, en l'occurrence les ressortissants des régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel, et dans un second temps, les PDI de l'intérieur de ses limites territoriales, notamment des zones affectées par cette crise. Le nombre des PDI s'est ainsi accru au fil des années, passant de 268 en 2020⁹⁷ à 27 484 en 2023⁹⁸. Si cette croissance s'explique par l'aggravation de la crise humanitaire, elle peut également être la résultante de l'hospitalité des habitants de la région qui favorise l'accueil et l'installation des PDI et des conditions favorables à leur intégration.

1.1.1 L'accueil et l'installation des PDI : un indicateur de relations sociales apaisées

Dans d'autres régions comme le Centre-Nord et le Sahel, les PDI sont accueillies et installées dans des sites érigés à cet effet. Dans la région des Cascades en revanche, la stratégie a consisté à utiliser les familles d'accueil. Elle a reçu un écho favorable des hôtes de la localité. Ainsi, les données quantitatives montrent une propension acceptable à accueillir les PDI, soit un score de 7 pour les zones rurales et un score de 6.4 pour les zones urbaines, comme l'indique le graphique suivant.

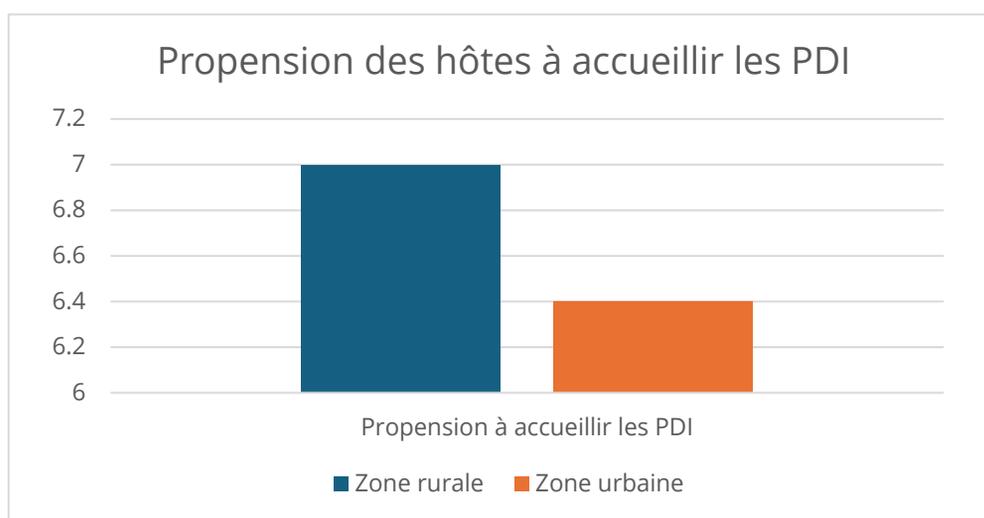


Figure 16 Score propension des hôtes à accueillir les PDI

A Banfora, par exemple, certaines PDI sont accueillies dans des familles et d'autres ont bénéficié des maisons en bail.

97 Des chiffres publiés par OCHA, le 19 février 2020.

98 Des chiffres publiés par OCHA, le 31 mars 2023.

« Certaines personnes généreuses nous ont accueillis dans leurs familles et apportent tout le soutien nécessaire à notre survie : alimentation, hébergement, hygiènes etc. »⁹⁹.

Si certains hôtes ont accepté d'héberger les personnes déplacées du fait de l'insécurité, d'autres leur ont cédés leurs maisons dans les quartiers périphériques de la ville. Il s'agit par exemple du quartier Bounouna qui accueille près de 2000 PDI. Ces personnes y habitent dans les maisons « non loties » construites par les hôtes. Même si certains hôtes ont cédé leurs maisons, sous la forme de bail, il n'en demeure pas moins que cette approche peut être appréhendée comme un indicateur de relations sociales apaisées. En effet, lors des consultations, des PDI ont reconnu avoir fait l'objet de persécution, de spoliation et de rejets au cours de leur parcours de mobilité. Leur installation, par milliers, dans plusieurs localités de la région (Banfora, Niangoloko, Tiefora etc.) est synonyme d'une acceptation et de relations apaisées entre les communautés vivant dans la région et les étrangers, d'autant plus qu'il est observé une bonne intégration des personnes déplacées du fait de l'insécurité.

1.1.2. Une bonne intégration des PDI, synonyme de cohésion sociale

Un constat corollaire à celui relatif à l'accueil et à l'installation des PDI est celui de l'intégration des personnes déplacées du fait de l'insécurité dans les communes de la région des Cascades. En effet, dans toutes les zones de collecte des données, celle-ci est positive. Plusieurs indicateurs corroborent ce constat.

D'abord, selon les données de l'approche quantitative (« SCORE »), 86% des personnes interrogées affirment que « les personnes des deux groupes se réunissent et se mélangent lors d'événements sociaux (par exemple, funérailles, mariages, réunions, etc.) ». Par ailleurs, plus d'un répondant hôte sur deux (55%) affirment entretenir des sentiments chaleureux à l'égard des PDI.

Ensuite, les PDI et les hôtes cohabitent dans les mêmes espaces de vie sans incidents. Ils prennent ainsi conscience de la nécessité d'avoir une cohabitation paisible et de procéder à la réduction des distances.

« Nous réalisons qu'il faut que nous restions soudés, que nous nous tenions la main, que nous nous rapprochions les uns des autres afin de réduire les distances. Nous avons ainsi compris qu'il nous appartient, nous autochtones, de faire le pas vers les PDI pour un rapprochement et permettre de ramener la sérénité¹⁰⁰ ».

Aussi, de nombreuses PDI, nonobstant leur statut, ont pu s'insérer dans la vie socio-professionnelle dans leurs zones d'accueil. Les consultations ont permis de constater que plusieurs chefs de famille ont développé leurs activités propres qui leur procurent des revenus susceptibles de couvrir leurs besoins, qu'elles soient commerciales, de transformation et d'écoulement des anacardes, de l'orpaillage et de quelques métiers tels que la menuiserie et la maçonnerie. Les cas d'insertion socioprofessionnelle sont plus nombreux dans les grands centres urbains tels que Banfora et Niangoloko. Grâce à cette intégration, des familles déplacées internes ont pu acquérir des logements et y habiter en toute quiétude.

En outre, l'accès aux services sociaux de base peut être appréhendé comme un indicateur d'intégration des PDI dans leur zone d'accueil. En effet, les services techniques déconcentrés ont établi des conditions favorables à l'inscription des élèves déplacés internes dans les écoles. Un quota est réservé à ces élèves, même si de telles dispositions ne sont pas sans affecter la perception des hôtes. Par ailleurs, les services sociaux, appuyés par certaines ONG, facilitent l'accès des PDI aux services de santé minimum. Le graphique ci-après illustre la perception des enquêtés relative à l'accès aux services publics.

99 Focus group homogène avec les femmes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

100 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôtes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

	Pas offerts du tout	Offerts mais pas du tout satisfaisants	Offerts mais pas vraiment satisfaisants	Offerts et plus ou moins satisfaisants	Offerts et très satisfaisants
Services d'éducation	3%	8%	5%	25%	54%
Services de santé	8%	12%	12%	20%	46%
Infrastructures routières	14%	42%	21%	18%	5%
Services communaux	14%	42%	21%	18%	5%
Accès à Internet	13%	27%	22%	22%	15%

Figure 17. Accès aux services publics.

Enfin, l'intégration des PDI se manifeste à travers la bonne entente entre communautés et le partage des ressources. « Pour ce qui de notre cohésion, on s'entend bien pour le moment, on utilise les mêmes puits d'eau ; nos femmes et nos hommes communiquent régulièrement sur nos différents problèmes ; nos enfants se marient entre eux »¹⁰¹.

Au regard de ce qui précède, il semble que les PDI jouissent d'une bonne intégration dans la région des Cascades grâce aux concours des hôtes, de l'écosystème économique et social. Ce qui dénote également un esprit de solidarité favorable à un vivre-ensemble.

1.2 La solidarité comme ciment du vivre-ensemble dans les Cascades

Environ 27,2% des populations de la région des Cascades vivent en dessous du seuil de pauvreté¹⁰². Le calcul de cette proportion a été faite sur la base des données de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) de 2018 et de celles du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2019. L'incidence donc de la pauvreté s'est accrue avec le déplacement des populations du fait de l'insécurité et des conflits communautaires. Toutefois, les consultations conduites auprès des différentes communautés font remarquer l'effectivité d'une solidarité en leur sein. Celle-ci se traduit soit par l'entraide, soit par l'offre d'opportunités d'emplois.

1.2.1 L'entraide, le socle du vivre-ensemble et du bien-être individuel et collectif

Des consultations, il ressort que les autochtones sont les premiers secours humanitaires des PDI dans la région des Cascades. « Les autochtones, quelques ONG et associations nous apportent de l'aide »¹⁰³. En effet, l'entraide et la solidarité envers les PDI existent et se pratiquent quotidiennement dans ces communautés. Les participants des PDI et ceux des communautés hôtes ont mentionné dans les espaces de dialogues, les divers soutiens apportés comme les vivres, les dotations, les habitations, le tutorat, etc. « Nous essayons de rendre la vie des PDI parmi nous moins difficile en évitant les conflits. Moi, j'ai apporté quelques fois à manger à des voisins PDI ».¹⁰⁴

A l'analyse, l'entraide sociale, telle que pratiquée entre communautés hôtes et PDI dans la région des Cascades, agit sur la cohésion sociale, le développement des moyens de subsistance et sur le bien-être individuel et collectif. En effet, sur la cohésion sociale, l'entraide a établi un lien étroit entre les autochtones, aussi dému-

101 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

102 INSD, 2023, Profil de pauvreté de la région des Cascades, octobre 2023.

103 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

104 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

nis, et les PDI, vulnérables. Il en résulte un sentiment de communauté et d'appartenance. L'entraide a facilité l'intégration des PDI. Elle renforce également les moyens de subsistance de ces personnes. À côté du déficit de l'action humanitaire, l'apport des autochtones a permis aux PDI de disposer de ressources pour subvenir aux besoins primaires tels que l'alimentation. Dans le sens du bien-être, l'entraide a permis à certains membres des communautés de se sentir utiles, capables d'aider les autres. Ce sentiment améliore leur estime de soi et renforce leur bien-être psychosocial. Inversement, l'aide reçue des hôtes traduit, pour les PDI, une acceptation et renforce la confiance horizontale et, par ricochet, le bien-être individuel et collectif. Au-delà de l'aide matérielle, certaines communautés font mieux en proposant des opportunités d'emplois aux PDI.

1.2.2 L'offre d'opportunités d'emplois au profit des PDI : gage de résilience sociale

Des consultations, il est ressorti que plusieurs membres des communautés ont affirmé avoir offert des opportunités d'emplois aux personnes déplacées internes. Il s'agit essentiellement des travaux ménagers, des emplois de commerce et des emplois dans de petites unités de production. Les femmes PDI et les jeunes sont les cibles vers qui les propositions d'emplois sont le plus souvent orientées. Ces offres sont généralement formulées par les femmes et les hommes des communautés hôtes.

Par ailleurs, les travaux dans les sites d'orpillage sont ouverts aux jeunes issus des familles déplacées. Plusieurs PDI ont reconnu que grâce aux travaux de leurs enfants dans ces sites, elles arrivent à couvrir les besoins primaires de leurs familles.

« Quand nous sommes arrivés, ce sont nos enfants qui ont, pendant longtemps, pris en charge les dépenses de subsistance de la famille, grâce à leurs travaux dans les sites d'orpillage »¹⁰⁵.

Cette forme de soutien affecte la cohésion sociale d'une part et les moyens de subsistance d'autre part. En effet, l'ouverture vers les PDI à travers les offres d'emplois renforce la confiance et l'intégration des deux communautés. Aussi, elle permet de soutenir les moyens de subsistance de ces cibles vulnérables. Cette situation demeure néanmoins fragile au regard de certains indicateurs.

2. ... menacé par des germes conflictogènes

« Pour l'instant, il n'y a pas de conflits ouverts entre les PDI et les communautés hôtes. Cependant, cette cohésion sociale apparente peut receler des tensions entre les deux communautés en raison de plusieurs facteurs »¹⁰⁶, déclare un travailleur social, en service à Banfora. Cette affirmation est corroborée par l'analyse des différentes données collectées à l'occasion des consultations menées auprès des communautés vivant dans la région des Cascades. Il en ressort en effet que le vivre ensemble est menacé par l'expression des malaises psychosociaux (1) et la pression sur les moyens de production (2).

2.1. Un vivre ensemble insidieusement affecté par l'expression des malaises psychosociaux

L'analyse systémique effectuée après les consultations a permis de montrer que les déplacements constituent le point de départ du problème et que les conditions dans lesquelles ces déplacements ont eu lieu ont provoqué un profond mal-être psychosocial au sein des communautés rencontrées, notamment les PDI. En effet, selon les populations, les déplacements sont très souvent accompagnés de violences physiques et verbales,

105 Focus group homogène avec des hommes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

106 Entretien individuel réalisé auprès d'un travailleur social, à Banfora, octobre 2023.

d'atrocités, du sentiment de perte de la dignité, du désespoir, du déchirement des liens sociaux, de la stigmatisation, de rackets, etc. Ces chocs et traumatismes ont provoqué des comportements des personnes affectées qui ne sont pas de nature à renforcer la cohésion sociale. Il s'agit des replis sur soi, de l'hypervigilance et des susceptibilités inhabituelles.

2.1.1 Des distanciations sociales aggravées par les replis sur soi

L'une des manifestations du stress post-traumatique les plus répandues est le repli sur soi. Il est ressorti dans quasiment toutes les consultations que le repli sur soi est assez prégnant chez les PDI. « *Les gens ont très mal au fond d'eux, dans leurs esprits et dans leurs âmes. Ce qui fait qu'ils ne sortent plus. Ils restent renfermés chez eux, à longueur de journée* »¹⁰⁷. De telles attitudes ne sont pas de nature à réduire les distances horizontales entre les différentes communautés. Elles contribuent en revanche à établir des conditions favorables à l'isolement social. Cette situation pourrait se prolonger et occasionner un anéantissement des liens relationnels. Les consultations ont en effet fait émerger le constat d'une pluralité de personnes devenues introverties à cause des traumatismes subis. Il en ressort également que les femmes et les personnes âgées sont les plus enclines au repli sur soi.

*« Mon mari était parti au champ lorsque les hommes armés sont arrivés, ils ont tiré partout et nous avons dû fuir, depuis lors (mars 2023) je n'ai plus de ses nouvelles. A mon arrivée ici, je ne pouvais pas sortir de la maison ni même me rendre aux toilettes seule, j'avais très peur. Maintenant ça va mieux mais j'ai toujours du mal à me rapprocher de mes voisins »*¹⁰⁸.

Les enfants sont cependant moins enclins à l'isolement social. Cette situation explique que ces derniers s'intègrent mieux dans les zones de collecte des données.

A l'analyse, l'isolement social, prolongé dans le temps, ne permet pas d'engager et de maintenir de relations sociales durables. Il en résulte que non seulement celles-ci sont affectées, mais aussi les traumatismes subis ne trouvent pas de réponses induites par les interactions. En effet, l'isolement social est parfois jugé inadapté par les communautés hôtes, ce qui ne facilite pas leurs interactions. « *Les PDI sont renfermés, nous devons chaque fois aller vers eux, il y'en a qui sont tellement perturbés qu'ils sont agressifs dans leurs paroles et gestes* »¹⁰⁹.

L'isolement social consécutif aux troubles psychologiques est aujourd'hui une véritable menace à la cohésion sociale. Cette situation pourrait également provoquer une hypervigilance des autres qui serait préjudiciable à la confiance horizontale.

2.1.2 Une confiance horizontale altérée par une hypervigilance et des susceptibilités inhabituelles

La cohésion sociale se nourrit de la confiance horizontale et verticale. Ainsi, lorsque la confiance horizontale est affectée, la cohésion sociale se trouve également affaiblie. Ce risque est potentiellement présent dans les relations sociales des personnes affectées par la crise sécuritaire dans la région des Cascades. En effet, il est ressorti de l'observation des participants et des consultations que les membres des communautés manifestent des suspicions à l'égard d'autres. Ces suspicions alimentent la méfiance entre individus et entre communautés ; laquelle explique le développement d'une certaine hypervigilance qui se manifeste, suivant le constat effectué dans les zones à fortes concentration de PDI, par la scrutation des faits et gestes de ces der-

107 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

108 Focus group homogène avec les femmes déplacées internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

109 Focus group mixte communauté hôte, Niangoloko, région des Cascades, octobre 2023.

nières. L'observation accrue qui en découle provoque des suspicions susceptibles d'alimenter des frustrations. En effet, il en résulte des reproches de divers ordres qui peuvent toucher à la dignité de certaines personnes.

« Plusieurs d'entre nous ont constaté que les épis de maïs et de mil sont coupés dans les champs, et d'autres ont surpris des PDI en train de le faire, quand on veut parler, ils disent qu'ils ont faim et n'ont pas de quoi manger. On veut aider, mais on ne pourra pas tenir longtemps avec des actes pareils »¹¹⁰.

Par ailleurs, un chef de famille déplacé interne reconnaissait en effet l'impact de l'hypervigilance sur le vivre-ensemble, en ces termes : « de ce qui nous revient souvent, nous sommes suspectés pour plusieurs griefs dont des vols et autres. Pour se prémunir de toute éventualité, nous préférons rester chez nous. Nous avons connaissance des inconvénients des tensions communautaires. Donc nous préférons en prévenir en restant chez nous »¹¹¹.

A l'analyse, l'hypervigilance affecte non seulement la confiance entre les communautés, mais elle renforce également la distance entre celles-ci. Comme ressorti du verbatim ci-dessus cité, l'observation et la suspicion provoquent des replis communautaires. Cette situation ne facilite pas le dialogue et le renforcement des relations sociales, d'autant plus que la présence des déplacés internes accroît la pression sur les moyens de subsistance.

2.2. La pression sur les moyens de production au cœur de l'essoufflement des supports de la cohésion sociale

Comme indiqué ci-dessus, la cohésion sociale est soutenue dans la région des Cascades, nonobstant l'avènement de la crise sécuritaire et ses corollaires, par des valeurs telles que l'hospitalité et la solidarité¹¹². Cependant, le déplacement des populations et l'inaccessibilité de certaines zones de production ont provoqué une pression sur les moyens de production tels que le foncier, la production des produits locaux etc. La concurrence qui en découle affecte la cohésion sociale en érodant la solidarité, l'hospitalité et l'entraide.

2.2.1. La pression sur le foncier : un écorcheur de l'hospitalité et du vivre-ensemble

La région des Cascades enregistre un nombre important de conflits communautaires¹¹³ liés principalement au foncier. Pour l'année 2023, le nombre a atteint 107 contre 50 en 2022, soit une augmentation de 114%. Les tensions autour du foncier contribuent à réduire fortement l'accès aux terres cultivables et habitables. Cette pression est exacerbée par la présence des PDI, du fait de l'accroissement des besoins. De l'avis des communautés hôtes, les ressources disponibles peinent déjà à couvrir leurs besoins, ce qui occasionne parfois des tensions et même des rivalités entre elles et les PDI. Celles-ci sont surtout observables d'une part autour des logements dans les centres urbains et d'autre part autour des activités génératrices de revenus.

La crise de logement, subséquente à la pression sur le foncier urbain, provoque souvent des tensions entre les PDI et les autochtones liées soit au manque d'habitations, soit aux difficultés de paiement des loyers. Les relations sociales entre PDI et hôtes ont donc plus tendance à se dégrader dans les zones urbaines. Par exemple, **91% des répondants urbains considèrent que l'arrivée des PDI provoque des pressions sur les logements** (ils sont 52% dans les zones rurales).

110 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

111 Entretien individuel réalisé avec un responsable des PDI, Banfora, juin 2023.

112 Voir supra, pages 56 et 59.

113 ONAPREGCECC, 2023, Rapport annuel de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires. Voir supra, pages 40 et 42.

Inversement, l'obligation d'acquitter le loyer, couplée avec la faiblesse des revenus des PDI, constitue une source de tensions entre les deux communautés. « *Ils nous louent leurs maisons mais on a intérêt à payer leur argent à la fin du mois sinon ils vont nous chasser. Pourtant nous manquons d'activités pour générer des ressources et supporter les charges* »¹¹⁴. Des consultations, il en ressort que les PDI voient ainsi cette situation comme un manque d'hospitalité et de solidarité des hôtes. Certaines PDI estiment que même si les autochtones ne leur font pas de mal, ces derniers manquent de compassion à leur égard et ne leur manifestent pas vraiment de l'hospitalité. Cette situation détériore la qualité des relations sociales entre les deux communautés.

Par ailleurs, l'inaccessibilité de certaines zones rurales, du fait de l'insécurité, a réduit les potentialités en termes de superficies exploitables qui s'offrent aux populations dans plusieurs localités de la région des Cascades. Les autochtones se concentrent sur les mêmes terrains exploitables et accessibles. Cette concentration provoque déjà des tensions entre hôtes autour du foncier. L'arrivée des PDI, constituées en majorité d'agriculteurs, accroît la demande des terres cultivables. La pression qui en découle aboutit à des tensions comme l'explique ce participant à un focus group : « *il y a trop de conflits fonciers dans notre zone, ce qui affecte la solidarité avec les PDI. Les espaces ne nous suffisent pas. Donc, on ne peut pas leur en donner* »¹¹⁵. Le refus de cession ou de partage de terres cultivables, quoique motivé, est appréhendé par plusieurs PDI comme un manque de solidarité. Cette situation fragilise la cohésion entre les autochtones et déplacés internes.

2.2.2. La concurrence autour des activités de commerce : une menace à l'entraide

La région des Cascades est une zone de production et de vente de produits maraîchers et l'anacarde notamment. Les activités commerciales y sont développées. Depuis l'avènement de la crise sécuritaire, le commerce est devenu accessible aussi bien par les PDI que par les autochtones, en raison de l'amenuisement des superficies cultivables. Il en résulte une rivalité entre hôtes et déplacés internes. Cette situation semble avoir affecté les élans d'entraide et de solidarité dans les zones urbaines telles que Banfora et Niangoloko. En effet, les hôtes estiment que les initiatives des PDI limitent l'importance de leurs activités. En conséquence, ils leur refusent certaines faveurs.

« *Certaines personnes nous refusent leurs locaux pour éviter la concurrence, disent-ils. Or ce que nous vendons nous voulons nous débrouiller pour notre pitance quotidienne* »¹¹⁶ Ces propos montrent bien l'effet de la concurrence sur l'entraide, facteur de cohésion sociale dans la zone.

Certes, en soutien aux moyens de subsistances des communautés rurales, l'Etat et ses partenaires ont lancé pendant longtemps des projets de développement axés sur des filières comme l'anacarde, le riz, le coton, le tourisme, afin de soutenir l'autonomisation des jeunes et des femmes. Cependant, la crise sécuritaire et le changement subséquent de priorités, en termes de politiques publiques et d'orientation programmatiques¹¹⁷, ont conduit à la suspension de nombreux projets en aide aux populations. Ce déficit, associé à la compétition autour des moyens de production, affecte négativement les relations sociales dans la région des Cascades et augmente les tensions.

114 Focus group homogène avec des hommes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

115 Focus group homogène avec des hommes de la communauté hôte, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

116 Focus group homogène avec des hommes PDI, Banfora, région des Cascades, octobre 2023.

117 L'accent a été mis sur la reconquête et la sécurisation du territoire.

CHAPITRE 3 : VERS UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR LA RESILIENCE PSYCHOSOCIALE ET LA PAIX

Les dynamiques ci-dessus développées informent l'interdépendance entre le bien-être psychosocial, la cohésion sociale et les moyens de subsistance. Les trois dimensions s'influencent mutuellement. Les moyens de subsistance agissent sur le bien-être psychosocial des individus ainsi que sur la cohésion sociale. Si le bien-être individuel est mis à mal, il affecte les relations sociales et les capacités de production de l'individu. Lorsque la cohésion sociale est menacée, elle détériore le bien-être des individus. Les résultats issus des analyses quantitatives menées pour identifier les liens entre santé mentale, cohésion sociale et capacités de subsistance sont montrés dans le modèle suivant.

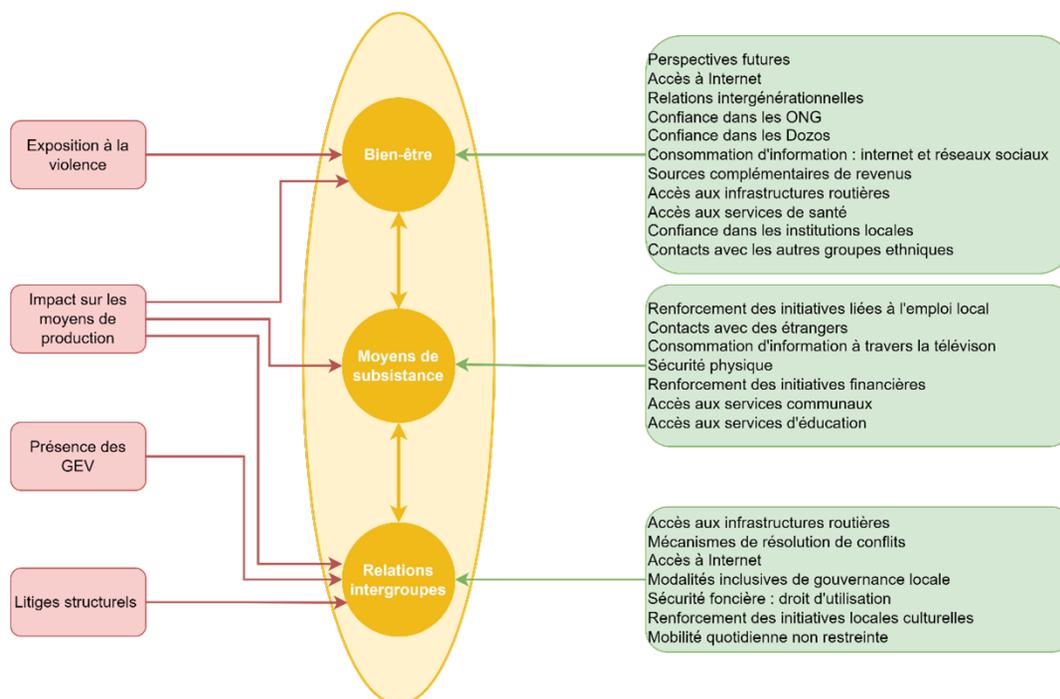


Figure 17. Modèle de résilience du système de santé mentale, cohésion sociale et capacités de subsistance.

L'interconnexion des trois dimensions appelle donc, dans une perspective de consolidation de la paix, à une approche holistique qui prend en considération une prise en charge intégrée (santé mentale/soutien psychosocial – cohésion sociale – moyens de subsistance) (1) ; l'adéquation entre les innovations et le contexte social et culturel de la zone (2) et la synergie des acteurs communautaires et institutionnels pour le bien-être de l'individu (3).

1. Une corde à trois fils : santé mentale/soutien psychosocial – Cohésion sociale – Moyens de subsistance

Sur la base des interconnexions ci-dessus identifiées, il sied d'envisager, dans le cadre de la prise en charge des personnes affectées par la crise sécuritaire, une approche qui intègre la santé mentale, le soutien psychosocial, la cohésion sociale et le développement des moyens de subsistance. Pour ce faire, les dynamiques en cours dans la région suggèrent d'agir sur la prévention et la gestion du stress post-traumatique (1), sur les relations sociales (2) et sur le relèvement socio-économique des populations vulnérables (3). L'approche systémique aurait dû permettre d'établir un cercle vertueux et d'identifier un point d'entrée sur lequel agir et toucher en conséquence les autres dimensions. Des limites d'une telle conception émergent de l'analyse ; d'où l'intérêt d'envisager une approche intégrée qui associe les trois dimensions (4).

1.1. Agir sur la prévention et la gestion du stress post-traumatique

L'analyse des résultats des consultations informe que toutes les catégories de personnes affectées par la crise sécuritaire sont touchées mentalement à des degrés divers. Qu'il s'agisse des PDI, des hôtes, des initiatives locales de sécurité ou des fonctionnaires de l'Etat, le stress post-traumatique est très prégnant. Il est nourri par des facteurs différents¹¹⁸ et se manifeste sous plusieurs formes. Le mal est insidieux, mais il prend de l'ampleur. A travers l'observation des participants, les membres de l'équipe de collecte des données ont pu relever des indicateurs de stress, tels que l'agitation, l'irritation, le désespoir, etc., auprès de l'ensemble des personnes observées. Ces manifestations affaiblissent le bien-être des personnes et affectent leur engagement citoyen et leurs capacités de production. Cette situation appelle donc au renforcement des réseaux de soutien dans la communauté. Ceux-ci pourraient développer des approches axées sur la psychothérapie, le renforcement des compétences socio-émotionnelles, les consultations familiales, la psychoéducation etc. Ces approches pourront compléter les initiatives, déjà en cours dans la région, portant sur l'action humanitaire, les soutiens sociaux et psychologiques. La conjugaison de toutes ces actions pourrait améliorer la stabilité psychologique des individus victimes de la crise sécuritaire et des conflits, de sorte à les rendre plus aptes à développer des activités sociales et économiques et à améliorer les relations sociales qu'ils entretiennent avec les autres.

1.2. Améliorer la qualité des relations sociales

Tous les participants ont admis que la situation sécuritaire, conjuguée avec les conflits communautaires pré-existants, a contribué à déchirer les liens sociaux, soit à l'intérieur des communautés, soit entre deux ou plusieurs d'entre elles. Si des griefs objectifs ont motivé ces distanciations sociales, il n'en demeure pas moins que des comportements individuels ont par ailleurs affecté le vivre-ensemble. Plusieurs personnes qui semblent être touchées par un stress aigu observent un repli sur soi et sont très rarement en contact avec les autres. Les relations sociales s'en trouvent affectées. Les consultations ont également permis de faire émerger des indicateurs tels que l'hypervigilance et les susceptibilités qui altèrent la confiance entre communautés, préjudiciable à la cohésion sociale. Si de telles situations ne sont pas jugulées, elles pourraient affecter les efforts de paix et de développement des acteurs étatiques et non-étatiques. Des ressources endogènes telles que l'arbre à palabre, la parenté à plaisanterie, le recours aux aînés pourraient permettre de jeter les bases pour recoudre les liens sociaux. Néanmoins, il est impératif d'y adjoindre le dialogue communautaire, à travers des activités de brassage telles que la journée des communautés, les thérapies multifamiliales pour guérir à la fois les troubles mentaux et les distanciations sociales.

Par ailleurs, la pluralité des cas d'isolement traduit un mal-être qui se déteint sur les relations sociales. De

118 Voir supra, pages 28 à 4 ??? Le second chiffre est combien ?.

telles situations renferment des blessures inhérentes à la perte de proches ou de biens, ou des peurs liées à la précarité de la situation sécuritaire. Elles cachent également des traumatismes subis par les individus. C'est pourquoi, il sied également d'associer, aux activités de dialogue, l'éducation à la paix. Certains participants aux consultations estiment aussi que la situation commande le renforcement de l'engagement citoyen afin de rétablir la confiance verticale affaiblie par les sentiments d'abandon.

1.3. Soutenir le relèvement socio-économique des personnes rendues vulnérables par la crise sécuritaire

De l'analyse des résultats des consultations, il en ressort que l'effritement des moyens de subsistance affecte d'abord le bien-être psychosocial des individus. Ensuite, la pression sur les ressources naturelles et les moyens de productions qui résulte de la concentration des populations liée au déplacement détériore les relations sociales entre PDI et hôtes. Ainsi, l'amélioration des moyens de subsistance des personnes vulnérables permettra, selon les communautés, de diminuer les pressions économiques et de circonscrire les conflits latents et l'érosion de la cohésion sociale. C'est pourquoi, il est important de s'appuyer sur des éléments positifs de la cohabitation comme la culture de l'entraide et la disponibilité des emplois ponctuels du secteur informel et dans les unités de transformations de mangues et d'anacardes pour développer des activités de soutien aux moyens de subsistance.

En outre, les participants aux consultations suggèrent de promouvoir, dans la région des Cascades, des pôles de croissance en mettant les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au cœur de leur dynamisation. Pour ce faire, il serait opportun de procéder à l'aménagement de plaines cultivables pour les activités agricoles et maraîchères communes. L'approche de champs communs ou champs de la paix pourrait être explorée. Elle permettra non seulement de lancer des emplois, mais aussi d'améliorer la sécurité alimentaire et les relations intercommunautaires.

Aussi, les membres des communautés consultées, en majorité les femmes, soutiennent que la mise sur pied ou le soutien de micro-projets, en l'occurrence les activités génératrices de revenus, les formations aux métiers, la réhabilitation et l'exploitation commune des ouvrages d'eau potable, pourront soutenir la résilience des PDI et des hôtes. Il s'ensuit que la qualité de la cohabitation pourrait s'améliorer par ricochet.

1.4. L'approche intégrée pour répondre à l'improbable cercle vertueux

L'analyse ci-dessus montre un lien étroit entre les trois dimensions : santé mentale – soutien psychosocial, cohésion sociale et moyens de subsistance. En effet, celles-ci sont interconnectées de sorte que la détérioration de l'un affecte l'autre. Cette situation aurait pu permettre d'identifier un cercle vertueux de sorte qu'en agissant sur l'un, et par effet de contagion, les deux autres dimensions s'en trouvent automatiquement améliorées. Paradoxalement et nonobstant les liens causaux entre ces trois dimensions, celui-ci ne peut être établi. En effet, en agissant exclusivement sur la santé mentale, l'individu deviendra stable ; ses rapports avec les autres membres de la communauté peuvent s'améliorer. Mais, ses moyens de subsistance ne progresseront pas automatiquement sans un soutien parallèle en la matière. Aussi, en agissant exclusivement sur eux, l'individu pourrait voir la qualité de sa vie s'améliorer. Cependant, sans des actions spécifiques parallèles, le soutien aux moyens de subsistance ne pourrait par lui garantir une stabilité émotionnelle et psychique ainsi qu'une meilleure qualité des relations avec les autres. Par ailleurs, en orientant les actions vers l'amélioration des relations intergroupes, il sera difficile de rétablir le bien-être psychosocial et de faire avancer les moyens de subsistance.

C'est pourquoi, pour répondre aux défis inhérents à l'interconnexion entre santé mentale- soutien psychoso-

cial, cohésion sociale et moyens de subsistance, il est impératif d'envisager une approche qui intègre à la fois des outils de prise en charge psychosociale, une approche de resserrement des liens sociaux et une activité de développement des moyens de subsistance. Les solutions ne doivent donc pas être alternatives, mais plutôt cumulatives. Elles doivent également tenir compte des réalités sociales et culturelles de la zone d'intervention.

2. Innover en s'adaptant aux réalités socio-culturelles de la zone cible

Des consultations, il ressort que plusieurs des mécanismes de prise en charge endogène ainsi que certaines valeurs permettent d'atténuer les problèmes de santé mentale et de prévenir et de gérer les conflits. Les participants en ont énuméré certains tels que l'arbre à palabre, les sessions de conciliation des autorités traditionnelles, de même que les dialogues et comités intercommunautaires qui permettent de prévenir et de gérer les conflits et de favoriser les relations intergroupes. Ils ont également fait ressortir des pratiques telles que le recours aux aînés et aux prières qui permettent d'apaiser les cœurs et d'améliorer la santé mentale.

Toutefois, ces pratiques et mécanismes ne permettent pas, de façon isolée, de prendre en charge les trois dimensions santé mentale, soutien psychosocial – cohésion sociale – moyens de subsistance. Pour y répondre, il s'agira d'envisager des outils qui s'inspirent, intègrent ou prennent en considération les mécanismes et pratiques existants tout en apportant une plus-value en termes d'approche intégrée.

Une articulation « arbre à palabre pluricommunautaire - dialogue intergénérationnel – champ communautaire » offrira par exemple une perspective intéressante de conception de protocole. L'arbre à palabre offrira un cadre de dialogue sur les griefs et facteurs de conflits afin de faire émerger des solutions consensuelles. Le dialogue intergénérationnel servira de cadre pour un counseling familial et de soutien psychologique. Les champs communautaires permettront de soutenir les moyens de subsistance. Cet exemple offre une piste d'innovation qui permettrait d'associer plusieurs mécanismes traditionnels. Une autre piste consisterait à s'inspirer des réalités socio-culturelles pour adapter des approches existantes comme la psychothérapie, en y incluant l'éducation à la paix, etc.

Par ailleurs, l'entraide est ressortie comme un facteur qui renforce la cohésion sociale et les moyens de subsistance. Elle est beaucoup prônée dans les habitudes communautaires dans la région des Cascades, au regard du contexte particulier de cohabitation des PDI avec les hôtes. Plusieurs témoignages des membres des communautés hôtes confirment la culture de l'entraide : « *Nous essayons de rendre la vie des PDI parmi nous moins difficile, en évitant les conflits. Moi, j'ai apporté quelques fois à manger à mes voisins PDI* »¹¹⁹.

« *Il n'y a pas de conflits entre nous et les autochtones. Mais nous espérons plus de soutien de leur part* »¹²⁰. Ces deux éléments semblent, selon l'analyse des communautés, des leviers qui peuvent être actionnés à travers la sensibilisation pour l'octroi de portions de terres cultivables aux PDI, le lancement d'opportunités de travail réunissant à la fois les PDI et les autochtones et l'amélioration des modèles d'épargne et de soutien communautaire existants. Ces composantes qui associent cohésion sociale et moyens de subsistance pourraient inspirer des initiatives innovantes et intégrées.

119 Focus group homogène avec des hommes déplacés internes, Banfora, région des Cascades, octobre 2023. Voir supra pages 20 à 33.

120 Ibid.

3. De l'individu à la société : soigner efficacement pour une résilience collective

Les consultations ont fait émerger différentes dynamiques qui affectent soit les individus, de façon directe, soit les familles en tant qu'entités protectrices de l'individu ou encore la communauté ou les institutions.

• *Du besoin de renforcer la résilience psychosociale des individus*

L'analyse du contexte de la région des Cascades montre que les individus ont été exposés directement ou indirectement à la violence physique et émotionnelle. Plusieurs d'entre eux ont perdu leurs biens et leurs proches. Ils gardent ainsi en eux des blessures émotionnelles ou psychiques. Il s'ensuit que certains perdent espoir en l'avenir et d'autres manifestent des signes de troubles psychologiques. Cette situation demande une intervention orientée d'abord vers l'individu à l'effet de restaurer sa santé mentale d'une part et de soutenir le développement de ses moyens de subsistance d'autre part.

• *De la nécessité de recoudre les liens familiaux*

Il ressort des consultations que des familles ont été déchirées par les effets de plusieurs facteurs : l'adhésion des enfants aux groupes armés terroristes, la pratique d'activités avilissantes pour la survie¹²¹ etc. Certaines familles d'accueil enregistrent des tensions et conflits internes du fait de la pression des PDI. Des réponses doivent être adressées aux familles aux fins de recoudre les liens et prévenir la transmission des traumatismes et hostilités aux générations futures.

• *De l'impératif de réconcilier les communautés*

Au Burkina Faso et dans la région des Cascades en particulier, la crise sécuritaire a accentué le clivage entre les communautés. En effet, certaines communautés accusent d'autres d'être à l'origine des conflits. Cette situation nourrit des sentiments de vengeance et exacerbe les conflits intercommunautaires. Par ailleurs, la pression sur les ressources naturelles provoque des tensions entre les communautés hôtes et les PDI. Cette situation peut engendrer des liens malsains, réduire les opportunités de surmonter les clivages, perpétuer les cycles de vengeance et de conflit, exacerber la suspicion et l'intolérance et empêcher la collaboration au service du développement communautaire¹²². C'est pourquoi, les interventions doivent s'orienter vers la prévention et la gestion des conflits intercommunautaires, mais également vers la réconciliation entre les différentes communautés.

• *De l'opportunité de renforcer les capacités des institutions*

Face aux besoins multiples et multidimensionnels, les services techniques n'arrivent pas à apporter des réponses adéquates, à raison du déficit de ressources humaines et financières. Dans la région des Cascades, les responsables de l'Action sociale, soutenus par les ONG nationales et internationales, sont chargés par exemple du soutien social et économique des déplacés internes. Par ailleurs, la confiance verticale entre les personnes affectées par la crise sécuritaire et les structures qui incarnent l'Etat semble s'éroder en raison du

¹²¹ Certaines femmes sont obligées de s'adonner à la prostitution afin de s'occuper de leurs enfants.

¹²² Interpeace (2022). Soigner les esprits pour cultiver la paix : combiner les programmes de SMSPS, de consolidation de la paix et de développement des moyens de subsistance – Cadre d'orientation à l'usage des professionnels, Genève/Nairobi.

déficit de protection et du sentiment d'abandon. Les interventions doivent s'orienter également vers la capacitation des institutions et le renforcement de la confiance entre les citoyens et l'Etat.

• **De l'obligation d'une approche multi-systémique**

Lors des consultations, les participants ont égrené plusieurs besoins qui ne se rapportent pas à un seul secteur. En effet, d'un individu à un autre, les besoins varient. Ils touchent la sécurité alimentaire, l'assainissement, le logement, les emplois, l'action humanitaire. Rapportés au niveau communautaire, les besoins portent notamment sur l'accès aux services sociaux de base, la prévention et la gestion des conflits, le soutien économique et globalement la sécurité. A l'analyse, ceux des personnes touchées par la crise sécuritaire et les conflits sont multidimensionnels et ne correspondent pas à une catégorie précise de personnes. Les besoins sont également interconnectés. Une seule intervention ne peut par conséquent répondre à l'ensemble d'entre eux.

Ainsi, les différents besoins exprimés demandent plusieurs compétences et plusieurs secteurs d'activités portés par des services techniques différents tels que l'agriculture, l'humanitaire, la formation professionnelle, la justice etc. Ces services, soutenus par les ONG nationales et internationales, interviennent chacun dans un domaine et de manière cloisonnée. Cette approche ne permet pas de prendre en charge les besoins des individus et, globalement, ceux de la société.

Pour lever ces obstacles, Interpeace recommande une perspective de résilience multi-systémique¹²³. Celle-ci est un cadre conceptuel établi qui permet d'évaluer les besoins complexes des populations touchées par des conflits et d'y répondre¹²⁴. Elle réunit différentes formes de résilience (notamment la résilience des moyens de subsistance, la résilience communautaire, familiale, psychologique et institutionnelle, et la résilience pour la paix) pour un cadre général qui prend en considération la nature interdépendante des différents systèmes et des synergies qu'ils génèrent. Pour aborder la programmation intersectorielle de manière multi-systémique, il est nécessaire de réunir les acteurs concernés de façon à tirer pleinement parti de leurs avantages, atouts et capacités respectifs, et de viser un impact collectif ainsi que des résultats résilients.

4. Opérationnalisation de l'approche intégrée : des axes pour inspirer les politiques publiques

Les leviers de résilience identifiés par l'analyse ont être regroupés afin de faire émerger des points d'entrée sur lesquels articuler les interventions pour renforcer le cercle vertueux et assurer le fonctionnement stable du nexus¹²⁵. En adoptant une démarche holistique, cette stratégie souligne l'importance d'une approche intégrée associant santé mentale, la cohésion sociale et le renforcement des capacités de subsistance pour faire face à la crise sécuritaire. Les six axes d'intervention, envisagés comme les fondations de cette stratégie globale, doivent donner lieu à la mise en œuvre d'actions coordonnées pour ainsi renforcer la capacité collective à s'adapter aux défis de la crise régionale.

123 Interpeace, 2022. Soigner les esprits pour cultiver la paix : combiner les programmes de SMSPS, de consolidation de la paix et de développement des moyens de subsistance – Cadre d'orientation à l'usage des professionnels, Genève/Nairobi.

124 Lordos, A., Hyslop, D. (2021), « The Assessment of Multisystemic Resilience in Conflict-Affected Populations », in Ungar, M., « Multisystemic Resilience: Adaptation and Transformation in Contexts of Change », Oxford Scholarship Online, <<https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/oso/9780190095888.001.0001/oso-9780190095888-chapter-23>>.

125 Tous les leviers de résilience évoqués dans cette section ont été identifiés par l'analyse de résilience. Chacun d'eux figure dans le modèle (voir figure 4). Ils ont ici été regroupés en thématiques pour faciliter l'interprétation et paver les premiers éléments pour une approche transversale.

Axe 1. Renforcer le droit à la sécurité¹²⁶

Les indicateurs « sécurité physique » et « mobilité quotidienne non restreinte » renvoient tous deux au niveau de protection perçus par les populations et dans une certaine mesure demande de considérer la gouvernance sécuritaire¹²⁷. Ils agissent sur le nexus. Le premier indique dans quelle mesure un individu se sent en sécurité dans sa localité. Il informe sur le sentiment d'être à l'abri de la violence au quotidien, sur le sentiment d'être protégé par les Forces de défense et de sécurité (FDS) ou encore sur la possibilité de marcher seul la nuit dans sa communauté. La mobilité quotidienne non restreinte illustre les possibilités offertes aux individus de continuer à vaquer à leurs activités habituelles malgré la situation sécuritaire. La figure ci-dessous rend compte de la proportion d'individus qui se disent contraints sur cette question.

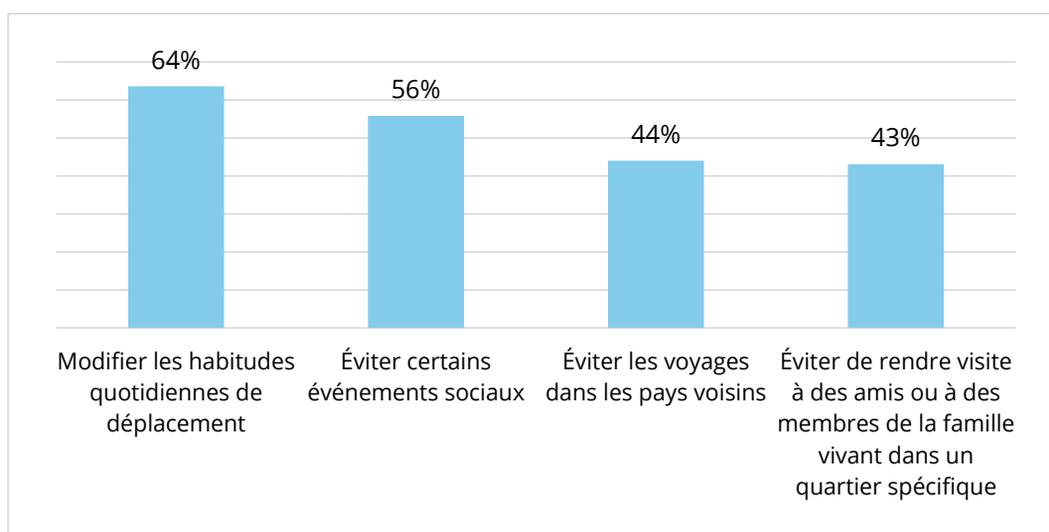


Figure 18. Fréquences illustrant une liberté de circulation dans certaines localités

Un individu qui se sent davantage en sécurité aura tendance à voir ses moyens de subsistance moins affectés qu'un individu craignant l'environnement local. Les analyses montrent que la sécurité physique est négativement corrélée aux suspicions de présence des GEV ou encore à l'exposition aux attaques de ceux-ci. La menace des groupes armés contraint les individus dans leurs activités productives (il devient plus difficile de se rendre aux champs, de faire paître le troupeau dans leurs zones habituelles ou encore de se déplacer au marché pour vendre la production et échanger). Par-delà la menace des GEV, la sécurité physique est également négativement corrélée à la compétition autour des ressources naturelles : l'existence de litiges non résolus et de disputes entre les groupes au sein de la localité pouvant entraver les activités productives.

Assurer la possibilité pour les individus d'effectuer leurs occupations habituelles contribue à rendre les interactions sociales entre les groupes sociaux davantage harmonieuses. En effet, cette mobilité est nécessaire pour permettre aux personnes d'entretenir des relations sociales au sein de leur groupe (visiter des amis ou membres de la famille) mais elle est également un moteur de la mixité sociale. Les individus non contraints dans leurs déplacements quotidiens ont davantage la possibilité de participer à des événements culturels rassemblant les différents groupes sociaux.

En résumé, la mise en œuvre de diverses initiatives locales pour restaurer le sentiment de sécurité est un levier crucial pour la résilience des communautés dans la mesure où celles-ci auront un effet positif sur la capa-

¹²⁶ SeeD et Interpeace, (2021), « Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso. Enquête SCORE sur le secteur de la sécurité », https://api.scoreforpeace.org/storage/pdfs/PUB_Burkina21_Final-Report_PRINT_fr.pdf.

¹²⁷ Hagberg S. et al., (2020), Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso, LACET.

cité des ménages à subvenir à leurs besoins et permettront par ailleurs de renforcer le vivre ensemble. Cette approche doit veiller à préserver les conditions de production malgré la menace sécuritaire. Elle peut se matérialiser par la mise en œuvre de modalités visant à rapprocher les activités commerciales et agricoles des zones sûres et à mettre en place des corridors ou des routes sécurisées pour ne pas contraindre les activités commerciales (notamment pour les femmes) par exemple.

Axe 2. Assurer la fourniture de services publics essentiels

La présence de l'Etat est une condition élémentaire pour la résilience des communautés. D'abord, comme de nombreuses recherches l'ont montré, les groupes armés investissent prioritairement les zones « désertées » par celui-ci¹²⁸. C'est en effet dans ces localités que les narratifs de groupes sont les plus « performants ». L'absence perçue de l'Etat et de ses institutions laisse un espace vacant pour les groupes armés qui peuvent alors se présenter comme des autorités et des prestataires de services alternatifs¹²⁹. Par ailleurs, la présence de celui-ci est source de résilience car la garantie de services offre des secours essentiels aux populations vulnérables. L'analyse a mis en lumière cinq types de services comme leviers de résilience.

	Pas offerts du tout	Offerts mais pas du tout satisfaisants	Offerts mais pas vraiment satisfaisants	Offerts et plus ou moins satisfaisants	Offerts et très satisfaisants
Services d'éducation	3%	8%	5%	25%	54%
Services de santé	8%	12%	12%	20%	46%
Infrastructures routières	14%	42%	21%	18%	5%
Services communaux	14%	42%	21%	18%	5%
Accès à Internet	13%	27%	22%	22%	15%

Parmi les cinq types de services publics identifiés, les infrastructures routières, les services communaux (qui incluent les services sanitaires tels que les égouts, les déchets et les toilettes publiques) et internet sont les moins satisfaisants.

Le développement des services de santé et d'éducation sont des piliers essentiels pour la résilience des communautés dans des contextes de crise sécuritaire et de déplacements massifs de populations. En effet, les populations déplacées sont confrontées à des risques sanitaires accrus, tandis que la pression sur les services de santé dans les communautés d'accueil peut conduire à une réduction de l'accès et de la qualité des soins pour tous, compliquant davantage les efforts pour maintenir des systèmes de santé résilients face aux menaces d'extrémisme violent¹³⁰. Comme pour l'éducation, l'accès à des services de santé décentes permet de renforcer le capital humain. Ceux-ci renforcent la résilience des individus face aux diverses adversités et participent au développement global de la société (des citoyens en bonne santé travaillent mieux et ont plus de chances d'améliorer leurs capacités de subsistance).

Les infrastructures routières comme l'accès à internet facilitent les capacités de communication et de coordination, essentielles en temps de crise. Par exemple, le développement et l'efficacité de stratégies sécuritaires locales (de type comités de vigilance, système de coordination avec les FDS, etc...) reposent largement sur l'accessibilité des routes comme sur la mise à disposition de moyens de communication efficaces (type groupes WhatsApp). De plus, l'impraticabilité de certaines routes ou corridors nuisent aux échanges – les individus

128 Hassan, Hamdy Abdelrahman, A New Hotbed for Extremism? Jihadism and Collective Insecurity in the Sahel (December 21, 2020). Asian Journal of Peacebuilding, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3752833>.

129 Andreea Stoian Karadeli, Terrorism Joint Analysis Group (T-JAG), CA: NATO STRATCOM COE, 2020. <https://www.stratcomcoe.org/download/file/fid/84849>.

130 Demuynck M., (2022), "Mass Displacement and Violent Extremism in the Sahel: A Vicious Circle", ICCT Policy Brief, August 2022.

ayant tendance à éviter de se rendre au marché par exemple. Pour ces raisons, l'amélioration des conditions de déplacement et de communication constituent des leviers de résilience essentiels pour les populations puisqu'elles contribuent simultanément au renforcement de la situation sécuritaire et économique locale.

Axe 3. Améliorer les relations avec les institutions proches des citoyens

La confiance dans les acteurs locaux (telles que les ONG, les Dozos et les autorités locales¹³¹) est fondamentale pour la cohésion sociale et la qualité de vie locale. Ce faisceau d'indicateurs renvoie à la cohésion sociale verticale et plus précisément aux relations entre citoyens et acteurs institutionnels locaux. Il confirme l'importance du lien vertical entre les populations et leurs institutions locales – celui-ci étant essentiel pour encourager la collaboration communautaire et la mise en œuvre efficace des programmes d'intervention ajustés aux besoins locaux.

La confiance dans la gouvernance locale peut faciliter l'engagement communautaire dans une perspective de renforcement de la sécurité. Le rôle des maires y est particulièrement important dans la prise en charge territoriale des défis liés à la sécurité¹³². Des institutions locales davantage appréciées et proches de ses citoyens peuvent contribuer à la résilience communautaire à travers la mise en place de dispositifs établis sur la collaboration entre les populations et les acteurs locaux (entre citoyens et Dozos par exemple ou avec les autorités préfectorales). En effet, l'efficacité des mesures de contre-insurrection reposent sur leur alignement avec les besoins et la confiance des populations locales¹³³. Cette collaboration peut ensuite générer des effets à l'échelon supérieur et impliquer une interaction plus efficace entre institutions centrales et locales sur le plan sécuritaire¹³⁴. Par ailleurs, la confiance dans la gouvernance locale peut également participer à la résilience des moyens de subsistance particulièrement dans des contextes d'exposition à des chocs climatiques notamment dans la mise en place de système d'alertes précoces collectifs et plus généralement dans la transmission de ressources et d'informations cruciales¹³⁵.

Les résultats des analyses tendent à confirmer que la résilience communautaire passe par des systèmes de gouvernance améliorés établis sur des approches *bottom-up*. Pour être mises à l'échelle de manière efficace, les différentes mesures de prévention et d'adaptation aux catastrophes doivent reposer sur des principes de diversité, de participation, de connectivité, de décentralisation et de flexibilité¹³⁶. Ces résultats demandent ainsi un renforcement des interactions entre les citoyens et leurs institutions locales et la mise en œuvre d'actions concertées et inclusives pour favoriser la résilience locale face aux menaces des groupes armés.

131 Cet indicateur comprend les collectivités territoriales et le corps préfectoral.

132 Koné, B. et S. Hagberg 2019. « La commune rurale à l'épreuve : des maires face aux insécurités multiples au Mali », *Mande Studies* 21: 71-89.

133 Charbonneau B., (2021), Counter-insurgency governance in the Sahel. *International Affairs.*, 97:6, <https://doi.org/10.1093/ia/iab182>.

134 Maiangwa, B. (2013). West Africa's Terrorist Challenge and the Dynamics of Regional Response. *Insight on Africa*, 5, 1 - 18. <https://doi.org/10.1177/0975087813515979>.

135 Sissoko, K., Keulen, H., Verhagen, J., Tekken, V., & Battaglini, A. (2011). Agriculture, livelihoods and climate change in the West African Sahel. *Regional Environmental Change*, 11, 119-125. <https://doi.org/10.1007/S10113-010-0164-Y>.

136 Carabine, E., & Wilkinson, E. (2016). How Can Local Governance Systems Strengthen Community Resilience? A Social-Ecological Systems Approach. *Politics and Governance*, 4, 62-73. <https://doi.org/10.17645/PAG.V4I4.746>.

Axe 4. Promouvoir les opportunités liées à l'acceptabilité sociale des modes de traitement des problèmes locaux

Cet axe relève également de la gestion des affaires locales mais renvoie davantage au rôle des autorités traditionnelles¹³⁷, notamment la prise en charge des litiges locaux. Le traitement inclusif des problèmes communautaires locaux et la capacité de celles-ci à rendre leurs décisions acceptées par la population constituent des moteurs de résilience. Comme le montre les figures ci-dessous, la gestion des problèmes fait majoritairement l'objet d'un consensus au sein de la population de la région des Cascades.

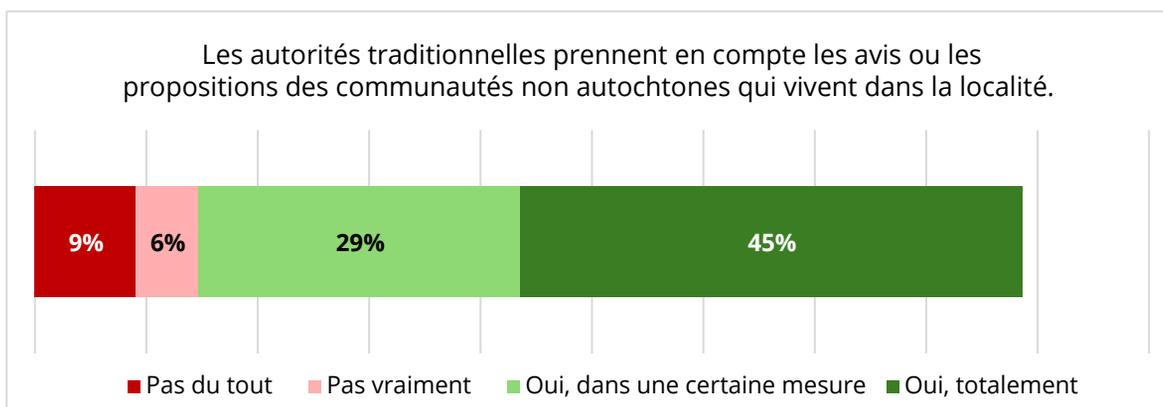


Figure 19. Fréquences illustrant l'acceptabilité des modes de résolution des litiges (1).

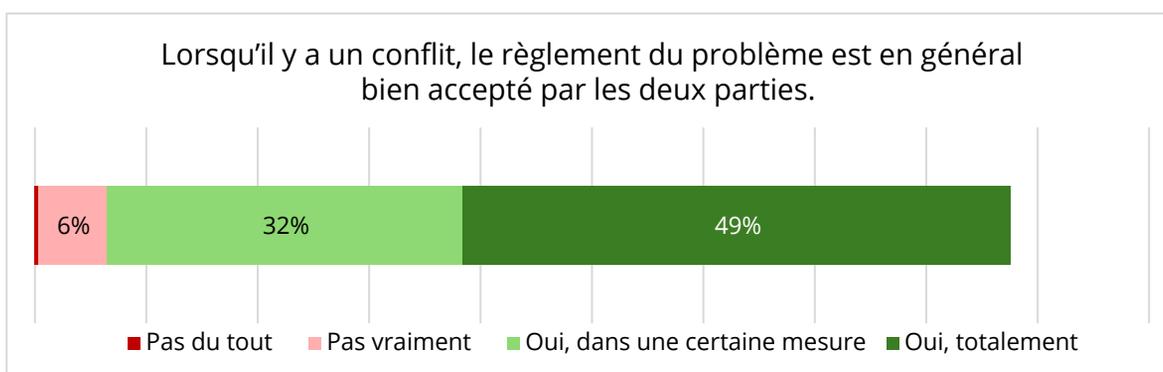


Figure 20. Fréquences illustrant l'acceptabilité des modes de résolution des litiges (2).

Les modes de traitement locaux des conflits constituent une opportunité pour la résilience des communautés locales. Dans la mesure où la gestion des affaires locales par les autorités traditionnelles et où les différents dispositifs mis en place pour arbitrer les conflits sont acceptés par la population, ces derniers doivent être maintenus et renforcés pour faire face aux défis grandissants générés par la crise sécuritaire et humanitaire – notamment ceux liés à la gestion des ressources naturelles et à la question du logement. Tant qu'aucune solution viable n'est mise en œuvre pour limiter l'expansion des groupes armés, il est envisageable de considérer que les communautés locales vont devoir faire face à l'essor de la concurrence autour de l'occupation de l'espace. En ce sens, les autorités locales vont potentiellement être de plus en plus sollicitées pour amortir les chocs provoqués par les situations de crise.

¹³⁷ Tandis que l'axe 3 relève plutôt des actions liées à la gouvernance des élus locaux et des représentants de l'Etat.

Parce que les tensions locales sont sources de déstabilisation des relations intergroupes et potentiellement vectrices de repli communautaire, il est essentiel pour les autorités traditionnelles de prendre en charge ces problèmes de manière inclusive et d'assurer l'acceptabilité sociale des décisions rendues lors des résolutions de litiges – notamment entre éleveurs et agriculteurs. Dans la mesure où elles sont en première ligne dans le traitement de ces conflits, celles-ci sont essentielles pour la paix sociale et le maintien du cercle vertueux entre santé mentale des individus, cohésion sociale et capacités de subsistance.

Axe 5. Encourager la mixité sociale avec les nouveaux arrivants

La fréquence des interactions sociales entre les membres de différents groupes sociaux agit comme un facteur de résilience pour le système santé mentale, cohésion sociale et moyens de subsistance – plus particulièrement lorsque ce sont les échanges entre groupes ethniques et avec les étrangers qui sont encouragés.

<i>Dans votre localité, lorsque vous pensez à vos interactions avec les autres groupes, est-ce qu'il vous arrive de parler et d'échanger avec...</i>	Comoé		Léraba	
	Pas d'opportunité de rencontre	Très souvent	Pas d'opportunité de rencontre	Très souvent
Membres d'autres groupes ethniques ivoiriens différents du votre	4%	47%	9%	42%
Autres ressortissants des pays de la CEDEAO (e.g. Côte d'Ivoire, Mali...)	53%	12%	34%	28%
Ressortissants des pays hors-CEDEAO	68%	6%	63%	14%

Figure 21. Fréquences illustrant les interactions entre groupes sociaux.

De manière générale, la région des Cascades est un lieu de mixité socioculturelle puisque la grande majorité des individus interrogés affirment avoir régulièrement l'occasion d'échanger avec des individus issus d'autres groupes ethniques (ils sont moins de 4% à Comoé et 9% à Léraba à considérer qu'ils n'ont jamais l'opportunité d'interagir avec des individus n'appartenant pas à leur groupe ethnique). C'est à Léraba que les personnes ont le plus souvent l'occasion d'interagir avec des ressortissants étrangers. L'analyse montre que l'essor des contacts intergroupes permet d'améliorer le bien-être et les moyens de subsistance.

Les interactions entre groupes ethniques sont particulièrement corrélées avec l'inclusivité de la gouvernance locale et avec l'accès à des infrastructures routières. Ces deux dynamiques illustrent d'une part la mise à disposition de « dispositifs physiques » pouvant faciliter les interactions entre les groupes sociaux : de meilleures infrastructures routières encouragent la mobilité géographique, les déplacements et donc les rencontres avec les autres groupes. Ensuite, l'inclusivité de la gouvernance locale mentionne la mise à disposition de « dispositifs politiques » facilitant les interactions sociales. Plus les leaders locaux considèrent les intérêts et opinions des groupes minoritaires, plus la localité établit des conditions de mixité sociale et d'échanges interculturels. La figure ci-dessous liste une diversité d'initiatives menées localement¹³⁸ qui ont pour fonction de résoudre les conflits en favorisant notamment les échanges entre les différentes communautés.

Arbre à palabres (mécanismes de résolution de conflits dans le village)	51%
Sessions de conciliation des autorités traditionnelles	47%
Dialogues et comités intercommunautaires	36%
Comités de dialogue et suivi réunissant les différentes communautés	36%

¹³⁸ Les pourcentages illustrent la proportion de répondants affirmant que ces initiatives existent dans leur localité et qu'elles sont vraiment efficaces.

Les arbres à palabres comme les sessions de conciliation des autorités traditionnelles sont des modalités considérées comme efficaces par les répondants et qui devraient donc être développées pour viser à résoudre les litiges qui mettent à mal la cohésion sociale localement. Par ailleurs d'autres initiatives pourraient être mises en œuvre à travers différents canaux : canal culturel (organisation d'évènements collectifs autour du partage des cultures de chacun), canal territorial (mixité au sein des quartiers), canal productif (systèmes d'entraide intercommunautaire dans les champs). Elles sont particulièrement importantes dans les contextes d'afflux de nouveaux arrivants, où la coexistence pacifique nécessite des efforts concertés.

Axe 6. Développer des configurations économiques locales propices aux opportunités individuelles

Le lancement d'un environnement économique local dynamique, offrant des opportunités d'emploi et soutenant les initiatives collectives économiques est essentielle pour la prospérité et la stabilité des communautés. Des efforts doivent être engagés pour assurer la stabilité économique du marché local, les individus devant pouvoir être capables de sécuriser leurs moyens de production (en multipliant leurs sources de revenus par exemple) et bénéficier d'opportunités économiques pour échanger. La mise en œuvre d'initiatives de types coopératives, microfinancement, de même que de programmes d'appui à l'insertion sont autant de moyens de sécuriser les moyens de subsistance existants mais également de favoriser l'entrepreneuriat local et l'innovation, garants de la résilience économique des individus. La figure ci-dessous rend compte des différentes initiatives menées dans les localités de la région des Cascades. Celles-ci peuvent relever de la dimension culturelle (par exemple l'organisation d'ateliers communs ou d'évènements sportifs), elles peuvent être liées à l'emploi (programme d'insertion, cours d'alphabétisation) ou encore s'inscrire dans une perspective davantage financière (coopératives, tontines, programmes de microfinancement).

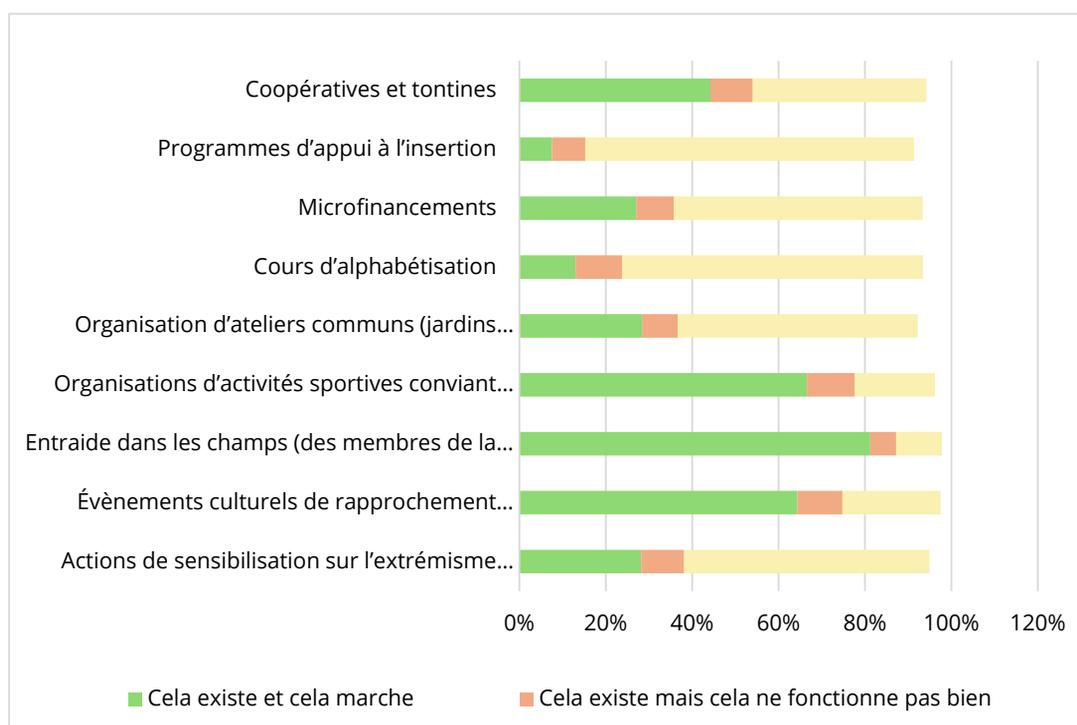


Figure 22. Initiatives locales de renforcement socioéconomique.

La figure montre qu'il existe une marge de progrès conséquente dans le développement de ces types d'initiatives – les efforts pouvant être mis en œuvre soit pour éventuellement mettre en place ces dispositifs ou soit pour informer sur l'existence de ceux-ci. Il y a par exemple près de trois répondants sur cinq (58%) qui ne savent pas s'il existe ou non des opportunités de microfinancement à leur disposition. Si ces initiatives n'existent pas, il faut essayer de les mettre en œuvre ; si elles existent, il faut alors impérativement s'évertuer à mettre en place des campagnes d'information. Dans une même perspective, 70% des répondants ne savent pas s'il existe des cours d'alphabétisation autour de chez eux.

Ces initiatives fonctionnent comme des facteurs de résilience : plus elles sont disponibles moins les populations sont vulnérables face aux effets de la crise sécuritaire et humanitaire. Elles sont importantes parce qu'elles permettent de favoriser l'épanouissement des moyens de production. Parce que les capacités de subsistance influencent (et sont influencées) par la cohésion sociale et par la santé mentale, le développement d'initiatives locales socioéconomiques est d'autant plus essentiel qu'il permet de renforcer la sécurité économique et alimentaire des ménages mais il exerce par ailleurs un impact positif sur les relations intergroupes et sur la santé mentale des individus.

5. Opérationnalisation de l'approche intégrée : suggestions d'initiatives locales alignées aux axes d'interventions

Axe 1. Renforcer le droit à la sécurité

Formation et équipement des comités de vigilance locaux : équiper et former des groupes locaux aux techniques de surveillance, de signalement d'activités suspectes et de gestion de crises, en collaboration avec les forces de l'ordre.

Programmes de sensibilisation à la sécurité personnelle et collective : organiser des ateliers de formation pour les citoyens sur les mesures de prévention de la violence et de sécurisation personnelle.

Installation de systèmes d'alerte rapide : Mettre en place des technologies ou des systèmes traditionnels d'alerte pour prévenir les communautés des menaces imminentes.

Axe 2. Assurer la fourniture des services publics essentiels

Mise en place de cliniques mobiles : déployer des cliniques mobiles pour garantir des services de santé de base dans les zones difficiles d'accès.

Programmes éducatifs itinérants : établir des unités d'enseignement mobiles pour les enfants dans les zones où les écoles ont été fermées ou sont inaccessibles.

Renforcement des infrastructures hydrauliques : construire ou réhabiliter des puits et des systèmes d'irrigation pour garantir l'accès à l'eau potable.

Axe 3. Améliorer les relations avec les autorités locales

Forums de dialogue communautaire : organiser régulièrement des rencontres entre les habitants et les représentants locaux pour discuter des préoccupations et des besoins des communautés.

Formations conjointes sur la gouvernance locale : proposer des sessions de formation pour les élus et les leaders communautaires sur les meilleures pratiques en matière de gouvernance inclusive et transparente.

Projets de développement communautaire participatif : encourager la collaboration entre les autorités locales et les communautés pour la planification et l'exécution de projets locaux.

Axe 4. Promouvoir les opportunités liées à l'acceptabilité sociale des modes de résolution des conflits

Ateliers de médiation et de résolution de conflits : mettre en place des ateliers pour encadrer des médiateurs locaux capables d'intervenir efficacement dans les conflits.

Campagnes de sensibilisation sur les droits et les obligations civiques : éduquer les communautés sur les lois et les procédures juridiques pour encourager une résolution légale des conflits.

Lancement de comités de réconciliation : établir des comités inclusifs qui travaillent à rétablir la paix et la confiance entre les groupes en conflit.

Axe 5. Encourager la mixité sociale avec les nouveaux arrivants

Événements culturels intercommunautaires : organiser des festivals et des activités culturelles et sportives qui réunissent diverses communautés.

Programmes d'échange entre communautés : établir des échanges entre différentes communautés pour favoriser une meilleure compréhension mutuelle et déconstruire les préjugés.

Initiatives d'éducation interculturelle dans les écoles : intégrer des modules sur la diversité culturelle dans les curriculums scolaires pour sensibiliser dès le jeune âge.

Axe 6. Développer des configurations économiques de développement local

Incubateurs d'entreprises locales : soutenir l'établissement de petites entreprises par des programmes d'incubation et de mentorat adaptés aux contextes locaux.

Coopératives agricoles : encourager le lancement de coopératives pour améliorer la production agricole et l'accès aux marchés.

Formations professionnelles et techniques : offrir des formations adaptées aux besoins locaux pour augmenter l'employabilité et soutenir l'entrepreneuriat.

CONCLUSION

L'analyse menée révèle qu'une perturbation s'installe lorsque le bien-être mental est altéré par des troubles de stress post-traumatiques (TSPT). Le TSPT est un trouble psychique qui peut se développer après qu'une personne a été exposée à un événement traumatisant. Dans le contexte de la présence de groupes armés extrémistes au Sahel, les individus peuvent être particulièrement vulnérables au TSPT en raison de la nature violente et imprévisible des conflits. Être victime d'agressions physiques, d'enlèvement ou de séquestration, témoin d'un assassinat ou encore contraint à un déplacement forcé et à l'abandon de ses biens sont autant de situations qui peuvent générer des symptômes de TSPT.

Ces symptômes peuvent inclure des flashbacks, des cauchemars, une anxiété sévère, ainsi que des pensées incontrôlables sur l'événement. Ils peuvent avoir un impact significatif sur la vie quotidienne des individus, affectant leurs relations personnelles, leur capacité à travailler et à fonctionner normalement. Il est important de noter que ces troubles ne sont pas limités aux victimes directes des événements traumatisants, mais peuvent également concerner les personnes qui ont été témoins des événements ou qui ont été impliquées dans les opérations de secours.

Pour mesurer les niveaux de traumatismes au sein de l'échantillon, l'étude s'est notamment appuyée sur l'utilisation de l'échelle DSM-5 (PCL-5)¹³⁹.

Avez-vous ressenti les symptômes suivant au cours du dernier mois ? ¹⁴⁰	% Population hôte	% Population PDI
Vous avez repensé à des situations qui vous ont gravement traumatisé dans le passé (ex. incendie, agression, viol, meurtre...)	4%	24%
Vous avez fait des rêves sur des choses qui vous ont traumatisé par le passé	5%	17%
Vous vous êtes vraiment énervé lorsque vous avez repensé à des choses stressantes qui vous sont arrivées dans le passé	3%	16%
Vous avez eu des réactions physiques lorsque vous avez pensé à ces expériences stressantes (par exemple, le cœur qui bat vite, des problèmes pour respirer, transpirations...)	3%	15%
Vous avez vraiment essayé d'éviter de repenser à ces expériences stressantes	16%	27%
Vous avez du mal à vous souvenir des situations qui vous ont traumatisé par le passé	4%	4%
Vous avez eu des sentiments négatifs à propos de vous-même, des gens autour de vous et de ce qui vous entoure	3%	6%
Vous avez eu des sentiments négatifs comme la peur, la colère, l'horreur, la honte...	6%	17%
Vous avez pris des risques et fais des choses dangereuses qui auraient pu vous blesser.	2%	5%
Vous avez été très alerte et sur vos gardes	9%	18%

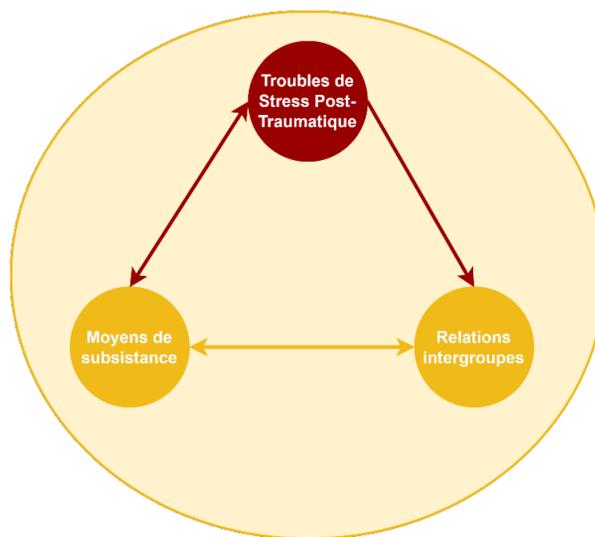
¹³⁹ Weathers, F.W., Litz, B.T., Keane, T.M., Palmieri, P.A., Marx, B.P., & Schnurr, P.P. (2013). The PTSD Checklist for DSM-5 (PCL-5). Scale available from the National Center for PTSD at www.ptsd.va.gov.

¹⁴⁰ Cinq options ont été proposées aux répondants : symptôme « jamais » ressenti, « rarement » ressenti, « parfois » ressenti, « souvent » ressenti ou « toujours » ressenti au cours du dernier mois. Les pourcentages présentés dans le tableau sont la somme des réponses « souvent » et « toujours ».

Vous avez le sentiment que vous avez eu du mal à vous concentrer	4%	12%
Vous avez des problèmes de sommeil, du mal à vous endormir	9%	22%

Figure 23. Pourcentages liés aux troubles de stress post-traumatique (échelle DSM-5 (PCL5))

L'incidence des TSPT s'avère être un facteur perturbateur majeur, altérant l'équilibre entre les trois dimensions du système puisqu'en plus d'être délétère pour la santé mentale, il semble également néfaste pour les capacités de subsistance et affecte négativement la cohésion communautaire. Comme le montre la figure ci-contre, **le développement de phénomènes de TSPT a pour conséquence d'établir une interaction récursive négative avec les moyens de subsistance et avec les relations intergroupes.** Les situations de TSPT dégradent la sécurité alimentaire et économique des individus et les relations intergroupes qui en retour contribuent à toujours à aggraver les symptômes de TSPT. Par ailleurs, l'analyse de réseau a permis d'identifier **la culpabilité personnelle liée aux expériences ou événements traumatiques et la reviviscence des événements traumatiques comme étant des éléments centraux de la symptomatologie générale agissant comme des passerelles pour la co-occurrence de l'ensemble des symptômes identifiés au sein de l'échantillon¹⁴¹.**



Enfin, **la récurrence de symptômes de TSPT est bien plus élevée chez les répondants PDI que chez les populations hôtes** – les répondants PDI ayant été plus que les autres confrontés aux actions des GEV. Il est donc essentiel de prêter attention à ce phénomène, en particulier dans la région des Cascades et plus largement dans la région du Sahel, où les groupes armés gagnent du terrain et soumettent de plus en plus de personnes à des situations traumatisantes. En effet, les principaux phénomènes corrélés à l'indicateur de TSPT¹⁴² illustrent les conséquences néfastes de l'exposition des individus aux exactions des groupes armés. Dès lors, tant qu'aucune solution viable n'est mise en œuvre pour stopper l'expansion des groupes armés dans la région, les communautés d'accueil, comme celle de la région des Cascades, continueront à être confrontées à l'arrivée de personnes déplacées présentant ces symptômes de TSPT.

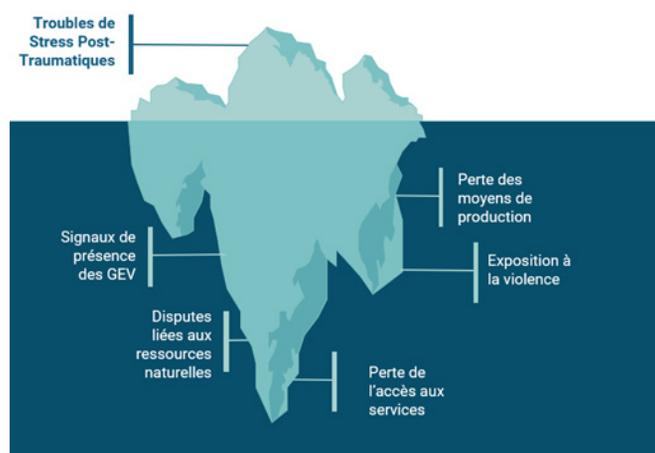


Figure 24. Relation entre TSPT et dynamiques sécuritaires.

¹⁴¹ Voir les résultats de l'analyse de réseau présentés dans le point 3 de cette section.

¹⁴² Indicateurs principalement corrélés à l'indicateur TSPT : perte des moyens de production (0.49), disputes liées aux ressources naturelles (0.39), perte de l'accès aux services publics (0.39), exposition à la violence (0.32), signaux de présence des GEV (0.31).

Parce que l'existence de symptômes TSPT met en péril l'équilibre entre cohésion sociale, santé mentale et moyens de subsistance, parce qu'ils sont les principaux facteurs de comorbidité au sein de la symptomatologie générale, parce qu'ils sont principalement identifiés chez les PDI ayant été exposés aux menaces et violences des GEV, parce que ces exactions vont grandissantes et que par conséquent les déplacements de populations traumatisées dans la région va s'accroître également, il est en conséquent impératif d'appréhender de manière clinique et globale le problème de TSPT. **La situation demande une prise en charge intégrée et approfondie du TSPT, qui ne menace pas seulement la santé mentale individuelle, mais ébranle également les fondements de la subsistance et de la solidarité communautaire.**

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles

Ammour, 2020, How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel, Africa Center for Strategies Studies.

Anssavo W. et al., 2019, Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma, Institute for Security Studies.

Audu S.D., 2013, "Conflicts among Farmers and Pastoralists in Northern Nigeria Induced by Freshwater Scarcity", *Developing Country Studies*, Vol.3, No.12.

Bagayoko N., 2022, « Sahel : une crise aux contours multidimensionnels », dans : L'Académie des sciences morales et politiques éd., *Annuaire français de relations internationales*. 2022. Éditions Panthéon-Assas, « Hors collection », p. 233-247.

DOI: 10.3917/epas.ferna.2022.01.0233.

Carabine, E., & Wilkinson, E. 2016, How Can Local Governance Systems Strengthen Community Resilience? A Social-Ecological Systems Approach. *Politics and Governance*, 4, 62-73. <https://doi.org/10.17645/PAG.V4I4.746>.

Charbonneau B., (2021), Counter-insurgency governance in the Sahel. *International Affairs.*, 97:6, <https://doi.org/10.1093/ia/iiab182>.

Carmen Plante, Marie, 1984, la santé mentale des jeunes et le chômage, *Santé mentale au Québec*, vol 9 numéro 2, 17-25, <https://doi.org/10.7202/030234ar>.

Demuynek M., 2022, "Mass Displacement and Violent Extremism in the Sahel: A Vicious Circle", ICCT Policy Brief, août 2022.

Downing A.S., Spijkers J., Norström A., Preiser R., 2020, "Resilience and sustainable peace. Managing climate related security & development risks in the anthropocene", *Global Resilience Partnership and Guidance for Resilience in the Anthropocene: Investments for Development (GRAID)*.

Griffin T.E., 2020, Lake Chad: Changing Hydrography, Violent Extremism, and Climate-Conflict Intersection Expeditions with MCUP, pp. 1-30.

Hagberg S. et al., 2020, Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso, LACET ?

Harriet A. and others, 2015, *Drivers of Violent Extremism: Hypotheses and Literature Review* (London: Royal United Services Institute, 2015).

Hassan G, Ventevogel P, Jefee-Bahloul H, Barkil-Oteo A, Kirmayer LJ. Mental health and psychosocial wellbeing of Syrians affected by armed conflict. *Epidemiology and Psychiatric Sciences*. 2016;25(2):129-141. doi:10.1017/S2045796016000044.

Hassan, Hamdy Abdelrahman, 2020, A New Hotbed for Extremism? Jihadism and Collective Insecurity in the Sahel (December 21, 2020). *Asian Journal of Peacebuilding*, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3752833>.

Hwong, A. et al. 2015, "Scaling up mental healthcare in the Republic of Niger: priorities for and barriers to service improvement", *BJPsych International*, 12(S1). Available at: <https://doi.org/10.1192/s2056474000000763>.

Interpeace, 2023, Etude de base du projet Laafia Weltaré : renforcement du bien-être psychosocial des personnes affectées par la crise sécuritaire pour la résilience et une paix durable au Burkina Faso, réalisée par le cabinet NAZAN.

Interpeace, 2022, Soigner les esprits pour cultiver la paix : combiner les programmes de SMSPS, de consolidation de la paix et de développement des moyens de subsistance – Cadre d’orientation à l’usage des professionnels, Genève/Nairobi.

INSD, 2023, Profil de pauvreté de la région des Cascades.

INSD, 2019, Recensement général des populations et de l’habitat, Ouagadougou, Burkina Faso.

INSD, 2023, Annuaire statistique 2022 de la région des Cascades.

Kastler, F. 2011, La santé mentale en Afrique : un défi oublié ou une réponse institutionnelle inadaptée ?

Le Roux, (2019), Exploiting Borders in the Sahel : The Islamic State in the Greater Sahara, Africa Center for Strategies Studies.

Lordos, A., Hyslop, D. (2021), « The Assessment of Multisystemic Resilience in Conflict-Affected Populations », in Ungar, M., « Multisystemic Resilience: Adaptation and Transformation in Contexts of Change », Oxford Scholarship.

Lordos A. & Hyslop D., 2021a, “The assessment of multisystemic resilience in conflict-affected populations”, in Multisystemic Resilience: Adaptation and Transformation in Contexts of Change, Michael Ungar, ed. (New York: Oxford Academic, 2021).

Lordos A. and others, 2021b, “Societal healing in Rwanda: toward a multisystemic framework for mental health, social cohesion, and sustainable livelihoods among survivors and perpetrators of the genocide against the Tutsi”, Health and Human Rights Journal, vol. 23, No. 1 (June 2021).

Maiangwa, B. 2013, West Africa’s Terrorist Challenge and the Dynamics of Regional Response. Insight on Africa, 5, 1 - 18. <https://doi.org/10.1177/0975087813515979>.

Masten A.S., 2015, “Pathways to integrated resilience science”, Psychological Inquiry, vol. 26, No. 2 (2015); Ann S. Masten, “Global perspectives on resilience in children and youth”, Child Development, vol. 85, No. 1 (January/February 2014).

Ministère de la santé, 2020, Annuaire statistique, Ouagadougou, Burkina Faso.

Ministère de la santé, 2021, Annuaire statistique, Ouagadougou, Burkina Faso.

Ministère de la santé, 2022, Annuaire statistique, Ouagadougou, Burkina Faso.

Mobjörk M., Krampe F and Tarif K., 2019, “Pathways of climate insecurity: guidance for policymakers”, SIPRI Policy Brief.

Morina N, Akhtar A, Barth J, Schnyder U. Psychiatric Disorders in Refugees and Internally Displaced Persons After Forced Displacement: A Systematic Review. Front Psychiatry. 2018 Sep 21 ;9 :433. doi: 10.3389/fpsy.2018.00433. PMID : 30298022 ; PMCID : PMC6160546.

Mouafo Djontu H. & Gatelier K., 2017, Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l’accès aux ressources naturelles. Le transfrontalier au cœur de l’analyse et de l’action, HACP.

Nsaibia H., Beevor E. and Berger F., (2023), “Non-State Armed Groups and Illicit Economies in West Africa”, Global Initiative against Transnational Organized Crime & ACLED.

Ojielo O. and others, (2017), Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives, and the Tipping Point for Recruitment (New York: UNDP, 2017).

ONAPREGECC, 2023, Rapport annuel de l’Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires.

Ouédraogo A, Ouango JG, Karfo K, Goumbri P, Nanéma D, Sawadogo B. 2018, Prévalence des troubles mentaux en population générale au Burkina Faso. *L'Encéphale*. doi: 10.1016/j.encep.2018.03.002 (Sous presse).

Werbrouck, Caroline, 2010, Intelligence de la foi et accompagnement spirituel en psychiatrie : une rencontre improbable ? In : *Intelligence de la foi et engagement social*, p 15- 28, Bruxelles : Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles.

Lois et règlements

Loi n°028-2022/ALT du 17 décembre 2022, portant institution des volontaires pour la défense de la patrie

Décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du gouvernement.

Documents de politiques

Burkina Faso, 2023, Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD).



Interpeace Bureau de Ouaga

Ouaga 2000, Sector 54
Section 288 A, Lot 35
01 BP 6313 Ouaga 01

Siège d'Interpeace

Office 5A, Avenue de France 23,
1202 Geneva, Switzerland

www.interpeace.org  [@InterpeaceTweet](https://twitter.com/InterpeaceTweet)     [@interpeace](https://www.youtube.com/@interpeace)



En partenariat avec les Nations unies